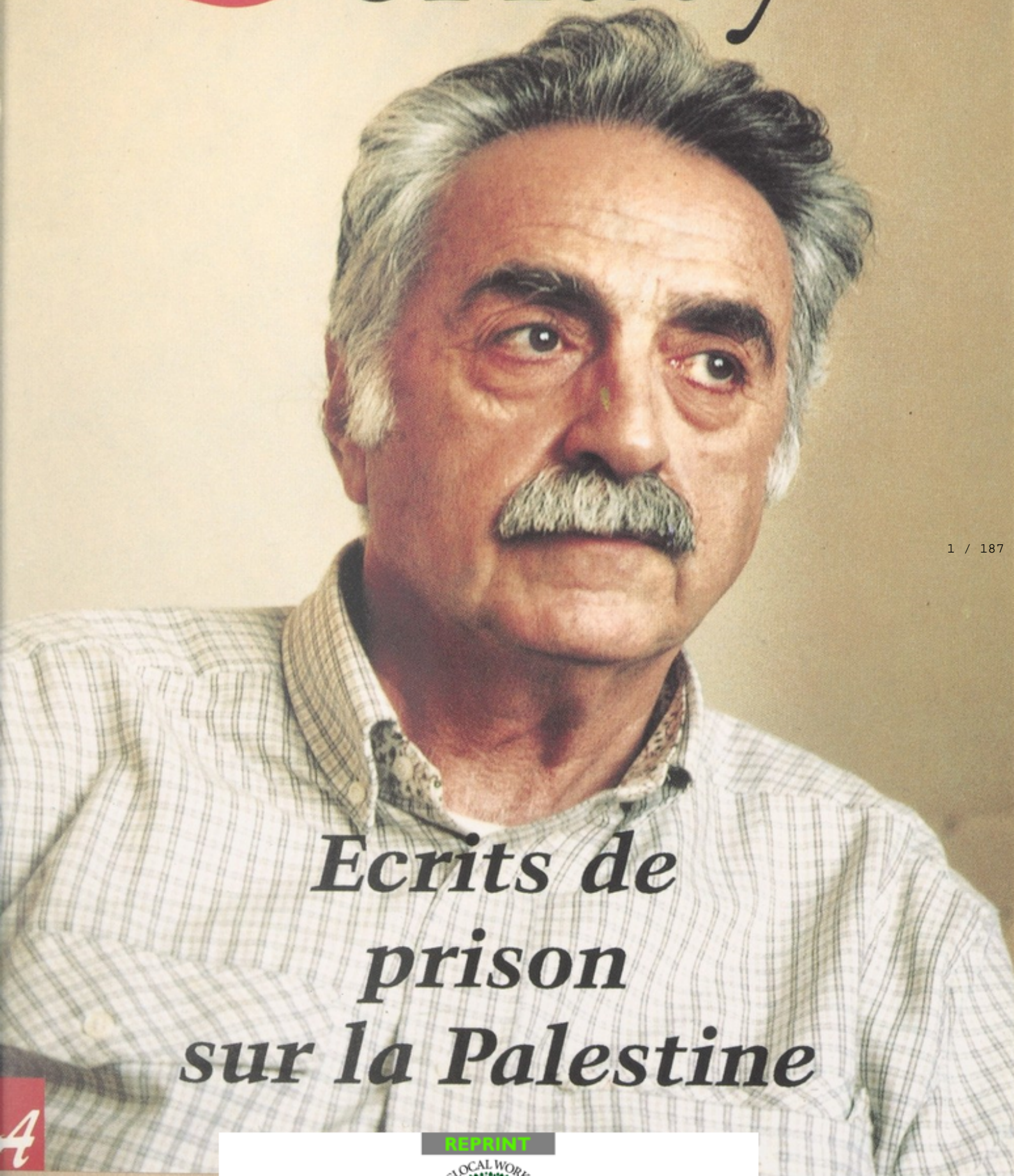


S Abraham erfaty



1 / 187

*Ecrits de
prison
sur la Palestine*

4

REPRINT



<https://glocalworkshop.com>

RÉÉDITION

En publiant dans cet ouvrage ses *écrits de prison sur la Palestine*, rédigés à Kénitra entre 1981 et 1985, Abraham Serfaty reprend la parole.

A contre-courant du prêt-à-penser, levant le tabou qui pèse sur la mauvaise conscience occidentale à l'égard d'Israël, fidèle à son engagement politique, il entend provoquer un débat trop souvent occulté sur les palestiniens, sur le déplacement et le déclassement des juifs arabes en Israël et sur le sionisme. Son enracinement dans la tradition judéo-arabe fait de lui le symbole vivant d'une culture humaniste dont le principe de justice et de tolérance est un des éléments fondamentaux.

C'est aussi dans la perspective d'une lecture inédite de l'histoire contemporaine que se situe l'essentiel de sa pensée qui ne manquera pas d'être discutée.

**Les éditions The Glocal Workshop
remercie l'éditeur Raouf Raïssi pour avoir
autorisé la réédition électronique de ce livre,
que nous dédions à la mémoire de notre chère
amie**

**Ruth Chicheportiche Ben Tellis
épouse Bloch
(Bousaâda 1949-Paris 1998)**



Abraham Serfaty

*Écrits de prison sur la
Palestine*

ARCANTERE

8, Passage de la Folie-Régnault
75011 Paris – Tél. : 43.48.17.25

3 / 187

Réédition
The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal
Janvier 2025

Sommaire

Couverture

Présentation

Page de titre

PRÉFACE

PRÉAMBULE

Adresse aux damnés d'Israël

Le sionisme : une négation des valeurs du judaïsme arabe

4 / 187

I – Des mots qui ne sont pas neutres

Juifs « orientaux » ou juifs arabes ?

Spécificité « confessionnelle », « ethnique »... ou sociale ?

II – « Mémoire religieuse » et sionisme

Faut-il rejeter le judaïsme pour pouvoir combattre le sionisme ?

Les juifs dans le monde arabe

Discrimination ou respect mutuel ?

Judaïsme arabe et Terre sainte

Le Zohar et le mouvement messianique

L'exil en Palestine

III – Le projet palestinien et ses perspectives

Les solutions envisageables

Un programme d'action

La nécessité d'une étape intermédiaire

Judaïsme et sionisme : contradictions et perspectives

I – La différence entre cette guerre et les précédentes pour l'opinion occidentale

L'évolution de l'opinion occidentale

Les conséquences de la guerre du Liban

II – Les contradictions au sein de l'entité sioniste

La Paix maintenant et le Shelli

Quelles sont les possibilités de briser la logique même du sionisme ?

Le parti communiste israélien

Judaïsme et sionisme

III – Les contradictions dans les bases du sionisme aux États-Unis

Le mouvement pacifiste

IV – Les contradictions dans les bases du sionisme en France

Le rôle des juifs arabes en France

V – Conclusions et perspectives

Le « peuple israélien », un conglomérat menacé de dislocation

I – Le contexte politique actuel

La position officielle de l'OLP

Les tendances divergentes au sein de l'OLP

II – Les définitions actuelles du « peuple israélien » et leurs fondements théoriques

La théorie du fait accompli

La théorie idéaliste du « sujet juif »

Les théories de la « gauche sioniste »

La théorie de la « question juive »

III – Vers une approche scientifique du concept de nation

6 / 187

IV – Comment qualifier la population actuellement rassemblée en Israël ?

Israël, camp retranché de l'impérialisme

L'industrie

L'agriculture

La spéculation financière

L'éducation

Le statut de la femme

La religion

La politique

Il n'y a pas de peuple israélien

Conclusion

Ethnicité et lutte des classes dans la formation coloniale israélienne

I – Quelques précisions terminologiques et conceptuelles Ethnicité

Identité et communauté

II – Ethnicité et lutte des classes dans les formations sociales dominées

La contradiction fondamentale au sein des formations sociales dominées

Les tâches essentielles des révolutionnaires

Libération et lutte des classes

La lutte pour l'autonomie régionale

III – La formation israélienne, formation sociale ou formation coloniale ?

Structure de classes ou structure de castes ?

Il n'existe pas de « formation sociale judéo-palestinienne »

Le concept de « formation coloniale »

IV – Ethnicité et lutte des classes

L'identité juive arabe, déracinée en Israël

Déracinement et oppression

Vers la lutte libératrice

Les étapes historiques à franchir

Contribution à la stratégie de la révolution palestinienne

I – Quelle voie vers une paix juste et durable au Proche-Orient ?

Le mot d'ordre de reconnaissance mutuelle n'est qu'un leurre

Les compromissions ne peuvent que renforcer le fanatisme
confessionnel

L'application intégrale du plan de Fès, seule chance pour la paix

II – Le plan de Fès

Les faits

Le plan de Fès et l'élaboration du programme national de l'OLP

8 / 187

III – Les illusions idéalistes et aventurières de l'extrémisme

panarabe

L'illusion idéaliste de la révolution arabe globale

L'illusion aventurière du cadre international

IV – Vision statique ou vision dynamique

Tactique et stratégie à moyen terme

Les contradictions au sein des populations juives israéliennes

Le comportement politique des masses juives orientales d'Israël

Le combat du peuple palestinien pour imposer l'application du
plan de Fès

V – Conclusion

Résolution finale du sommet arabe de Fès

À propos de l'auteur

Notes

Copyright d'origine

Achévé de numériser

Si vous souhaitez être tenu au courant de la publication de nos ouvrages, il vous suffit d'en faire la demande aux Éditions Arcantère

PRÉFACE

Les textes réunis dans cet ouvrage ont été rédigés à la prison centrale de Kénitra entre janvier 1981 et décembre 1985.

On pourra se demander pourquoi j'ai cessé d'écrire sur ce thème depuis cette date. La raison majeure est que, l'OLP étant alors au cœur de ses déchirements internes, certains de mes textes publiés dans la presse marocaine apparaissaient sans effet.

Par la suite, à partir de novembre 1988 (réunion du Conseil national palestinien à Alger), l'unité organisationnelle de l'OLP étant retrouvée pour l'essentiel, il ne m'appartenait pas d'intervenir dans les orientations prises. Mais aujourd'hui, se précisent déjà les impasses de la conférence de Madrid et de l'orientation « diplomatique » adoptée par l'OLP, d'où la nécessité de reprendre la parole.

La publication des études plus fondamentales sur le judaïsme arabe s'était heurtée, en France, au tabou opposé aux textes anti-sionistes.

Ce fut la maison d'édition Arcantère qui accepta en 1988 de lever ce tabou. Les textes demandaient un important travail de « rewriting », impossible à suivre depuis la prison. C'est aujourd'hui chose faite grâce à cet éditeur, mon ami Raouf Raïssi, et au travail remarquable de Laurence Pierson.

Je voudrais ici remercier tout particulièrement ceux qui, durant ces années de prison, m'ont permis d'accéder à la documentation indispensable : Leïla Shahid en premier lieu, René Gallissot, Mikhaël Elbaz, Véronique Gasnier, Simone Bitton, feu Emmanuel Lévyne et bien d'autres.

Et Christine, pour tout.

Je ne saurais trop souligner, également, l'apport de Ruth Bloch, Véronique Gasnier et Raouf Raïssi qui ont permis de rendre vivant et utile le débat de ce 12 janvier 1992, qui sert de préambule et de mise à jour à ce livre.

Il va de soi que les opinions ici émises n'engagent que moi et que je suis seul responsable des erreurs.

Paris, le 21 janvier 1992

Abraham SERFATY

PRÉAMBULE

le 12 janvier 1992

**Dialogue entre Abraham Serfaty
Ruth Bloch, Véronique Gasnier et Raouf Raïssi**

Après l'effondrement du bloc de l'Est, la fin de la guerre froide, la guerre du Golfe, le « nouvel ordre mondial », aujourd'hui l'actualité est à la conférence de Madrid... Qu'en pensez-vous ?

Abraham Serfaty : Quelles sont les bases sur lesquelles s'est engagée la conférence de Madrid ? Le seul engagement qui ait été pris, c'est qu'au terme de trois ans d'autonomie on mettra en place des négociations sur le statut définitif des territoires occupés. Il n'y a pas d'autre engagement que cela, notamment aucun engagement sur un État palestinien. Aucun texte américain n'a envisagé un futur État palestinien. Le seul résultat, c'est l'autonomie aujourd'hui, une autonomie des hommes et non de la terre. Shamir vient encore de déclarer que cette autonomie n'empêcherait pas les juifs du monde de continuer à s'installer en « Judée-Samarie ».

Le projet américano-israélien est en fait celui d'un Camp David élargi. Le but est de permettre à Hafez El Assad de rentrer dans un système de Camp David, en sauvegardant ses apparences de nationaliste arabe. Une fois la Syrie intégrée, l'OLP sera écrasée.

L'OLP, telle qu'elle est, avec toutes ses faiblesses, reste le ferment révolutionnaire de la région. C'est ce ferment qu'Américains et Israéliens ont toujours voulu écraser, depuis le plan Rogers de 1970, et qu'ils continuent encore à vouloir liquider. Aujourd'hui, ils essayent d'amener l'OLP à de telles compromissions qu'elle s'auto-liquidera politiquement. C'est à mon avis le projet de la conférence de Madrid.

Les Palestiniens n'auraient pas dû aller à Madrid ?

A.S. : Je pense qu'ils n'auraient jamais dû y aller. Ils ont accepté l'autonomie, ce qu'ils n'auraient jamais dû faire. Ils ont déjà perdu, même s'ils disent qu'ils considèrent l'autonomie comme une étape nécessaire pour le peuple palestinien. C'est une autonomie limitée aux hommes, la terre continue d'appartenir à Israël. C'est là que réside la supercherie.

Ne pensez-vous pas que les Palestiniens peuvent utiliser cette conférence comme tribune ?

A.S. : Maintenant qu'ils ont accepté d'être à Madrid, ils doivent effectivement utiliser la conférence comme tribune. A cet égard, il y a déjà eu quelques aspects positifs dans les négociations. Elles ne sont pas entièrement négatives. Mais il aurait fallu avoir, en plus, une stratégie. Ce manque de stratégie ne date pas d'aujourd'hui, il remonte aux quinze dernières années.

On peut dire qu'en 1968-1969, lors de l'élaboration du concept d'État démocratique palestinien, l'OLP avait une stratégie. Abou lyad en était le principal artisan. Cette stratégie a été abandonnée, dans les faits, en 1975. L'étape tactique est devenue une fin en soi. Parallèlement, l'OLP a abandonné la lutte politique et idéologique contre le sionisme en tant que tel. C'est là que réside son erreur, due surtout au fait qu'elle s'est concentrée, uniquement, sur des gains diplomatiques à court terme. Les concessions faites en décembre 1991 à Madrid vont dans le même sens que l'acceptation, en 1988, de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour obtenir la possibilité de négociations diplomatiques directes avec les États-Unis, l'OLP est parvenue à une reconnaissance claire et nette de l'État d'Israël. Elle a accepté, avant même d'aller à Madrid, le concept d'autonomie partielle.

Si les Palestiniens n'avaient pas abandonné leur stratégie visant à créer un État démocratique palestinien, ils auraient pu obtenir d'autres conditions pour cette conférence, bien que le rapport des forces soit en leur défaveur depuis la guerre du Golfe.

Le « nouvel ordre mondial » signifie que rien ne doit bouger dans la région. Or, la question palestinienne reste le ferment révolutionnaire qui fait bouger le Moyen-Orient. C'est pour cela que la stratégie américaine vise à écraser le peuple palestinien à travers son organisation nationale.

Il faut changer le rapport des forces, ce qui est un travail à long terme. Il faut que les militants arabes, et tous ceux qui luttent pour la cause palestinienne, aient une logique. Nous disons que le sionisme est une idéologie raciste, mais c'est aussi un concept artificiel, dans la mesure où il tend à créer de toutes pièces un État et un peuple mythique, le peuple juif.

Ou bien ce peuple juif existe, en ce cas la critique du sionisme n'a pas de sens et le peuple juif a sa terre : Eretz Israël. Par voie de conséquence si on touche à un cm² d'Eretz Israël, c'est toute l'architecture idéologique du sionisme qui s'écroule. C'est pour cette raison que le sionisme ne peut pas accepter de rendre la moindre parcelle de terre.

Ou bien ce peuple juif n'existe pas et Israël est un État artificiel qui doit s'effondrer.

Je ne mets pas en doute la sincérité des gens de gauche, ni celle des militants de La Paix maintenant. Mais c'est une utopie que de penser qu'on puisse abandonner une partie d'Eretz Israël, dans le cadre même du sionisme. Il faut donc combattre le sionisme pour arriver à la paix et obtenir la restitution des territoires occupés. Les forces de gauche occidentales entretiennent des illusions sur La Paix maintenant car la structure de ce mouvement est contradictoire. Il y a, d'un côté, une volonté sincère d'arriver à la paix par la restitution des territoires occupés et, en même temps, il y a un attachement à l'idéologie sioniste, ce qui est tout à fait contradictoire. L'État d'Israël ne peut pas accepter la restitution des territoires occupés.

15 / 187

Cependant, à Madrid, Palestiniens et Israéliens sont assis à la même table de négociations !

A.S. : Il y a eu un pas en avant. Mais une politique ne peut porter ses fruits que si elle est fondée sur une stratégie, sans cela, c'est un enfermement.

Madrid a au moins placé Israël face à ses contradictions, L'argument sioniste était que les Palestiniens refusaient la discussion. Or, aujourd'hui, les Palestiniens discutent...

A.S. : L'erreur de l'OLP a été de compter systématiquement sur des alliances avec des États. Quand ces alliances se sont effondrées, elle s'est

retrouvée isolée et sans stratégie. L'OLP privilégie la diplomatie. Quand Yasser Arafat est reçu officiellement par François Mitterrand, qu'y gagne-t-il ? Concrètement, rien. La France a participé à la guerre du Golfe, elle continue à soutenir Israël. L'OLP se contente de satisfactions formelles, de victoires diplomatiques, alors qu'il faudrait exercer une pression complète.

Est-ce que cela n'expliquerait pas un manque de racines profondes de l'OLP dans la population palestinienne ?

A.S. : Cette analyse a été faite lors de la rupture avec Abou Moussa. Mais les faits ont démontré qu'elle n'était pas exacte. La question est de savoir comment le peuple palestinien est parvenu à un tel degré de lutte et de conscience avec l'Intifada, alors que la direction de l'OLP recule. On ne peut pas parler de coupure du peuple palestinien avec l'OLP, malgré les liens de cette dernière avec les notables et sa bureaucratie. On peut parler de décalage entre le niveau de combativité du peuple palestinien et l'insuffisance politique et diplomatique de l'OLP, mais pas de rupture. Ce qui explique la demande qui existe au sein de la gauche palestinienne pour une réforme profonde de l'OLP. Une telle réforme conditionnerait également la stratégie de l'OLP.

Le peuple palestinien reste attaché à l'OLP car son existence est niée. Rejeter l'OLP serait une forme d'auto-négation.

16 / 187

La conférence de Madrid ne peut-elle pas permettre une reconnaissance de l'existence même du peuple palestinien ?

A.S. : Je suis plus pessimiste que cela. Madrid reconnaît les Palestiniens mais pas le peuple palestinien. Maintenant que les Palestiniens sont dans la conférence, ils devraient être fermes sur les conditions de poursuite des négociations : ne pas céder quand des Palestiniens sont bannis de leur terre, ne pas cesser de dénoncer la poursuite des implantations.

Pourquoi n'ont-ils pas adopté cette attitude ?

A.S. : La direction de l'OLP n'est pas assez consciente de la force que représente la lutte du peuple palestinien. Si elle en était davantage consciente, elle dénoncerait l'opération du type Camp David qui est en cours et refuserait d'entrer dans le jeu. Mais cela impliquerait un changement radical, puisqu'il faudrait renoncer aux milliards des pays

arabes, à la bureaucratie, et retourner dans certains cas à la clandestinité. Ce qui ne signifierait pas poser des bombes, mais mener une action politique clandestine. En Jordanie, par exemple, une action plus concrète aurait pu être menée si l'OLP n'avait pas tenu à tout prix au soutien du roi Hussein.

L'OLP a produit une structure bureaucratique qui freine les luttes. Comment le peuple palestinien peut-il dépasser ce frein ? Doit-il créer une structure extérieure à l'OLP ? Je ne le pense pas. De plus, il ne nous appartient pas de donner des leçons. Notre contribution ne peut être qu'un apport à la réflexion des militants palestiniens. Ils ont besoin avant tout d'une stratégie. Nous pouvons continuer à réfléchir dans cette voie.

L'intervention directe des États-Unis dans la guerre du Golfe ne change-t-elle pas le rôle géopolitique d'Israël ?

A.S. : Beaucoup d'Arabes pensent que les États-Unis vont obliger Israël à rendre les territoires occupés. Un article récent du *Guardian* explique que le rôle stratégique d'Israël dans la région n'a plus le même sens depuis l'installation d'une base militaire américaine dans le Golfe. Cela pourrait permettre aux États-Unis d'imposer une paix à l'État d'Israël, en contrepartie du soutien des États arabes dans la guerre du Golfe. Une telle analyse ne peut pas en l'état actuel des choses être entièrement repoussée. Elle soulève cependant plusieurs objections.

Les États-Unis ne sont pas une entité homogène. En leur sein, le complexe militaro-industriel et l'armée sont organiquement liés à l'armée israélienne. L'État d'Israël reste dans la région leur fer de lance, leur terrain d'expérimentation et de mise au point d'armes nouvelles. On l'a vu lors de la guerre du Golfe avec les missiles Patriot et les contrats qui ont été immédiatement signés entre les deux armées, américaine et israélienne.

Les États-Unis n'accorderont jamais aux États arabes la même confiance qu'à Israël, auquel ils sont liés organiquement. Le complexe militaro-industriel aura donc toujours intérêt à maintenir un État d'Israël comme fer de lance de l'armée américaine dans la région. Ce n'est pas là toute la politique américaine, mais un aspect actuellement masqué, qui peut revenir sur le devant de la scène dans un futur proche.

Les États – Unis ne dénoncent pas l'installation des colons dans les territoires occupés, ce silence prouve-t-il une convergence objective avec l'idéologie sioniste ?

A.S. : C'est le « nouvel ordre mondial ». Cette situation est due au recul du combat idéologique anti-sioniste. J'ai participé récemment à un certain nombre de réunions où l'on parlait de la Palestine. J'y ai parlé du sionisme, alors que personne n'en parle aujourd'hui en France. Après ces réunions, de nombreux militants anti-sionistes sont venus me voir en disant « *On voudrait bien parler du sionisme mais dans le contexte actuel de la diplomatie de l'OLP, est-ce qu'on peut en parler ?* ». Il y a un blocage et c'est un blocage grave.

Le rapport des forces ne pourrait être renversé qu'en combattant l'idéologie sioniste sur son propre terrain, en Israël d'abord et dans l'opinion occidentale ensuite. La cause palestinienne ne pourra être entendue que lorsque l'OLP aura réussi à saper la base politique du sionisme, surtout à l'intérieur d'Israël. C'est un combat qui peut durer vingt ans, mais nous avons déjà perdu quinze ans. Il faut continuer la lutte contre le sionisme, afin qu'aux yeux de l'opinion publique occidentale il devienne assimilable à l'apartheid. Pour cela, il faut avoir la persévérance qu'a eue l'ANC pour mener son combat. Il nous faut accepter d'avancer à contre-courant pendant des années encore.

Un gain diplomatique n'est possible que dans le renversement des rapports de forces. L'OLP n'a cessé de reculer depuis quinze ans. Elle est restée enfermée dans des contradictions tactiques : d'une part elle essaye d'obtenir des gains diplomatiques à n'importe quel prix et d'autre part elle a misé de façon implicite sur la guerre classique. Cette contradiction a dominé le monde arabe jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique et à la guerre du Golfe.

Le soutien soviétique a toujours été une illusion. Je rappelle la guerre d'octobre 1973, qui a prouvé que les États arabes, aussi bien armés soient-ils, ne pouvaient pas gagner une guerre classique contre l'État d'Israël, fer de lance organique de l'impérialisme américain. L'armée israélienne peut instantanément disposer des technologies les plus récentes de l'armée américaine. De l'autre côté, l'Union soviétique ne fournissait aux pays arabes que les avant-dernières technologies militaires. En octobre 1973, le renversement de la bataille des chars au-delà du Canal s'est fait grâce à l'apport d'urgence des missiles anti-chars américains. Kissinger a volontairement laissé Sadate sauver la face, pour mieux préparer Camp David.

L'illusion du soutien soviétique est restée présente chez les militants arabes pendant toute cette période. C'est notamment ce qui a amené l'OLP à accepter la résolution 242, sous la pression de Gorbatchev, et c'est aussi ce qui a mis en avant depuis plus de vingt ans la possibilité d'une conférence internationale. Toujours avec l'illusion que les pays arabes pourraient compter sur l'appui soviétique. Alors que le plan Brejnev de 1982 était un pas en arrière par rapport au plan de Fès.

Je ne pense pas que l'OLP puisse aller jusqu'au bout de la capitulation, accepter une autonomie sans aucune garantie sur l'État palestinien. Le peuple palestinien veut un État palestinien et je considère que les dirigeants de l'OLP sont les représentants légitimes du peuple palestinien. Les dirigeants de l'OLP ont encore l'illusion de pouvoir gagner par la diplomatie ce que le rapport des forces ne leur permet pas de gagner. Il y a là une incohérence due surtout à l'absence de stratégie. Madrid est une étape qui illustre cette incohérence.

Le rapport des forces étant en défaveur des Palestiniens, Madrid doit être utilisée comme plate-forme politique dans la durée. Rappelons-nous les négociations de Kléber sur le Viêt-nam, qui ont duré trois ans. Le rapport des forces sur le terrain ne permettait pas aux Vietnamiens d'exiger ce qu'ils ont fini par obtenir lorsqu'ils ont signé la paix. Militairement, la situation n'était pas très différente entre 1970 et 1973, mais le rapport des forces au sein de l'opinion publique américaine a changé en faveur des Vietnamiens au cours de ces trois années. De même, Madrid devrait durer, pour que l'action politique de l'OLP et des militants de la cause palestinienne fassent évoluer les opinions publiques occidentale et israélienne.

Shamir ne semble pas vouloir que la conférence dure trop longtemps. L'expulsion des douze Palestiniens, les bombardements au sud de Beyrouth... ne sont-ils pas menés pour casser la conférence ?

A.S. : Je ne crois pas que Shamir et le gouvernement israélien veuillent casser le processus de Madrid, bien au contraire. Ils se savent en position de force. Ils ont expulsé douze Palestiniens et l'OLP comme les pays arabes se sont contentés d'une déclaration verbale, qui leur fait plaisir mais qui ne fait pas avancer le problème et qui n'a pas fait rentrer un seul Palestinien. De même, ils se contentent d'autres déclarations verbales qui n'empêchent

absolument pas les implantations. Il y a bien le veto de Bush pour les dix milliards de dollars, mais il va expirer bientôt. *The Economist* disait en juillet que même sans passer par la garantie du Congrès américain, il y avait de nombreux autres canaux pour que les mêmes garanties soient accordées par des systèmes bancaires. De toutes façons, le gouvernement sioniste aura ses dix milliards de dollars. Il va pouvoir continuer les implantations, accueillir un million de juifs de l'ex-Union soviétique...

Shamir et le gouvernement israélien ont tout intérêt à mener cette opération à l'ombre d'une prétendue conférence de paix, à laquelle ils viennent régulièrement affirmer qu'ils sont favorables à la paix.

L'OLP aurait tout intérêt à dénoncer cela. Elle n'aurait pas dû retourner à Washington tant que les douze Palestiniens n'étaient pas rentrés. Elle appelle à l'arrêt des implantations, mais continue les négociations et son discours sur l'arrêt des implantations reste sans aucun effet.

« *Nous n'irons pas négocier tant que ces douze Palestiniens ne seront pas rentrés !* » Cela mettrait peut-être un an de pressions, pendant lequel elle se bagarrerait politiquement dans l'opinion publique occidentale et israélienne, en disant : « *Vous voulez la paix, n'expulsez plus les Palestiniens !* »

20 / 187

Quel a été le rôle de l'Intifada ?

A.S. : L'Intifada est le soubassement de la lutte politique de l'OLP et du peuple palestinien. Malheureusement, il n'existe pas de direction politique au niveau de l'Intifada.

N'avez-vous pas l'impression qu'il y a un quadrillage islamiste de l'Intifada, dirigé par Hamas, qui pourrait soit durcir la lutte palestinienne, soit la prendre à l'OLP, puisque Hamas n'est pas dans l'OLP ?

A.S. : Hamas prendra d'autant plus d'ampleur que l'OLP n'aura pas une stratégie politique. Hamas se développe en fonction des carences de l'OLP. Ce qui veut dire concrètement que le « processus de paix » de Madrid, dans tous les cas de figure, n'aboutira jamais à une paix réelle au Proche-Orient. Même s'ils arrivent, ce que je ne crois pas, à faire signer à l'OLP un accord sur l'autonomie et qu'à l'ombre de cette autonomie Hafez El Assad signe un nouveau Camp David avec l'État d'Israël. Le peuple palestinien a acquis

un tel niveau de conscience qu'il ne renoncera jamais à sa lutte nationale. Si cette lutte ne se développe pas par un canal progressiste, ce sera par un canal islamiste.

Heureusement, il n'y a pas que Hamas. Il y a quand même le Front populaire de libération de la Palestine, qui œuvre dans le sens d'une lutte radicale. Il y a donc une alternative progressiste au sein du peuple palestinien. Mais si El Fath, qui a en Palestine des courants beaucoup plus radicaux que la direction de l'OLP, reculait de plus en plus politiquement sur le terrain de la lutte, et si par ailleurs l'OLP, ce que je ne crois pas, avançait dans la voie de la capitulation, cela ne pourrait que renforcer Hamas.

Vous semblez toujours défendre, comme dans les années 70, l'image d'un peuple palestinien ferment de la conscience moderne de la région. Mais si la question palestinienne avait pu être ce ferment, le processus serait déjà engagé. Les occasions historiques n'ont pas manqué. Votre attente n'est-elle pas trop forte par rapport à la question palestinienne ?

A.S. : L'OLP ne fera pas la révolution pour les pays arabes. Il ne faut pas créer d'illusions au sein même du peuple palestinien. La lutte de l'OLP doit suivre deux axes tout à fait fondamentaux :

- soutenir et encadrer l'Intifada ;
- saper les bases politiques du sionisme dans son ensemble. Ce, aussi bien dans l'opinion publique occidentale qu'en Israël même, en s'appuyant sur les contradictions existant au sein de la population israélienne.

La notion de peuple juif est un mythe servant à justifier la création de l'État d'Israël. Le sionisme politique est né en Europe centrale et orientale et a été élaboré pour répondre à des problèmes nés dans cette Europe centrale et orientale. L'élargissement à un « peuple juif » est artificiel. La contradiction que l'on peut ressentir dans la société israélienne vient de là. Les juifs orientaux, dès le début, ont été considérés comme un instrument, et non comme une partie intégrante du sionisme. En 1948, la défection du judaïsme européen a incité le mouvement sioniste à se tourner vers les Marocains, les Irakiens... alors qu'il n'avait absolument pas pénétré ces régions. Il a été obligé de fomenter de faux attentats pour créer un climat de terreur dans les pays arabes et faire venir les juifs de ces pays. La

contradiction est encore vive aujourd'hui entre le judaïsme arabe et le sionisme, qui reste une idéologie politique et nationale européenne.

Aujourd'hui, les orientaux sont surtout acculés par les problèmes sociaux. Ils commencent à réclamer de l'argent pour les villes de développement (de l'intérieur) et non pour les territoires occupés. Les 600 000 personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté en Israël sont essentiellement des orientaux. Ils sont donc plus préoccupés par leurs problèmes sociaux et économiques que par des problèmes idéologiques. Les thèmes mobilisateurs du sionisme ne fonctionnent plus, ou fonctionnent de moins en moins.

En quoi les contradictions du sionisme se reportent-elles sur la société israélienne et, y a-t-il une conscience spécifique du judaïsme arabe qui pourrait s'articuler à la question palestinienne ?

A.S. : C'est une projection à long terme. Je me reconnais optimiste, mais pas d'un optimisme passif. Les contradictions internes en Israël montrent qu'une prise de conscience des contradictions objectives, accompagnée d'une solution alternative, permettra aux forces opposées au sionisme de s'organiser davantage et de faire éclater l'entité sioniste.

22 / 187

Pour cela, il faut un projet révolutionnaire élaboré par les noyaux militant parmi les juifs arabes d'Israël, et un deuxième projet révolutionnaire complémentaire et convergent élaboré par l'OLP. Bien entendu, les conditions sont difficiles au sein même de la société israélienne. Mais si l'OLP adopte une stratégie différente ou manque de stratégie, le processus de développement des potentialités révolutionnaires se bloque.

A propos du concept de conscience, on ne doit surtout pas opposer « conscience » et « non-conscience ». Il y a une intuition au cœur de tout homme opprimé, même si, comme l'a dit Paulo Freire, il est renversé par l'oppression. Quelque part, dans ce que Mao Zedong appelait la connaissance sensible, il y a les germes d'une prise de conscience. Cette conscience n'est pas du tout, comme on le dit souvent à propos du *Que faire ?* de Lénine, quelque chose d'importé de l'extérieur. C'est la cristallisation de la connaissance sensible en connaissance rationnelle. C'est là qu'il faut un projet cohérent qui se fonde sur les contradictions objectives et qui permet l'émergence de ce qu'on appelle généralement la conscience. Cristalliser la connaissance sensible en connaissance rationnelle, tel est le

rôle révolutionnaire des militants juifs orientaux, au sein même de l'État d'Israël.

Il faut aussi une articulation avec un projet stratégique de l'OLP. A l'origine, cette stratégie était l'État démocratique palestinien. Aujourd'hui, il faut une étape pour y parvenir. Dans mes écrits, je dis que le plan de Fès (septembre 1982) peut être cette étape, à condition de ne pas fermer la porte à l'objectif stratégique.

Si on entérine le sionisme, on bloque la possibilité de transformation et de développement de la connaissance sensible des masses juives orientales opprimées en connaissance rationnelle et l'avenir sera d'avance bouché.

Vous semblez dire que si l'OLP intègre dans sa lutte la résistance des juifs arabes opprimés comme une donnée stratégique et politique, c'est plus important que les négociations pour la paix ?

A.S. : Oui, l'OLP doit discuter avec les mouvements d'Israël qui refusent, même implicitement, le sionisme.

Ces mouvements, qui sont tout de même dirigés par les classes moyennes, ne risquent-ils pas de développer à court terme un opportunisme similaire à celui de certains dirigeants des Panthères noires ?

23 / 187

A.S. : D'abord, les Panthères noires n'étaient pas un mouvement issu des classes moyennes, c'était surtout un mouvement des masses opprimées. Il est important d'analyser comment ce mouvement a été récupéré. Les structures de la société israélienne ont des canaux de récupération très efficaces, peut-être même davantage que toutes les sociétés bourgeoises occidentales. Mais cette récupération est surtout due à l'absence de projet stratégique.

L'élaboration d'une connaissance sensible en connaissance rationnelle n'est pas une chose simple. La cristallisation des idées a avancé depuis dix ou douze ans. Est-elle arrivée à un stade suffisamment élaboré pour servir de catalyseur aux potentialités révolutionnaires des masses juives orientales opprimées en Israël ? Peut-être pas encore, mais quand on lit les textes du Front oriental, l'évolution est indéniable.

Il y a encore des blocages, liés aussi bien aux idéologies qui pèsent sur la société israélienne qu'au manque de répondant du côté de l'OLP. Il faut un

projet d'ensemble, qui articule un projet de libération des juifs orientaux soumis à l'oppression sioniste et un projet de libération de la Palestine.

La guerre du Liban a joué un rôle révélateur des contradictions internes du sionisme et a servi également de détonateur dans l'opinion publique israélienne. Celle du Golfe, paradoxalement, a renforcé ce processus. Israël est devenu un État vulnérable dans la conscience israélienne. Ne pensez-vous pas que cela peut être un facteur d'intégration dans l'ensemble du Moyen-Orient et aussi de normalisation de l'État d'Israël ?

A.S. : Il y a un désir de paix évident, très marqué au sein de l'opinion publique israélienne, ceci est important. C'est vrai aussi bien pour les juifs orientaux qu'occidentaux. Mais tant que l'État d'Israël reste dominé par les structures sionistes, même si cette volonté de paix se développe dans l'opinion publique, pourra-t-elle se cristalliser avec suffisamment de force pour renverser le sionisme ? Il ne faut surtout pas perdre de vue la logique interne du sionisme, qui ne peut d'aucune manière abandonner les territoires occupés.

Dans la pratique, et malgré certaines déclarations de Shimon Pérès, les travaillistes suivent le mouvement de paix ; il n'en reste pas moins que nombre de personnalités israéliennes sont contre tout abandon du Golan, qui ne fait même pas partie d'Eretz Israël. Parmi les signataires d'un appel en ce sens, il y a un certain nombre de personnalités importantes du Parti travailliste. Ils défendront à plus forte raison ce qu'ils appellent la « Judée-Samarie ».

Pour que le courant d'aspiration à la paix ait assez de force pour imposer la renonciation aux territoires occupés – et que dire de Jérusalem ! – il devra être soutenu par une idéologie qui mette en cause le sionisme, véritable obstacle à la paix.

Comment situer le rôle de la religion ?

A.S. : J'ai commencé à réfléchir sur cette question à partir de juin 1967. J'ai réalisé brutalement son importance. Vous disiez à juste titre que le sionisme a capté le judaïsme oriental par un processus non politique (terrorisme, transfert brutal des juifs marocains en 1955 ou 1961). Cela dit, en juin 1967, dans le contexte de l'affrontement entre les États arabes et

israélien, quand l'OLP de l'époque parlait de « rejeter les juifs à la mer », la communauté juive marocaine dans son ensemble s'est ralliée au sionisme.

Ce n'était pas vraiment une solidarité avec le sionisme, c'était plutôt avec les juifs.

A.S. : Oui, avec les juifs, bien évidemment. L'affrontement était situé entre « Juifs » et « Arabes », les Arabes allaient jeter les juifs à la mer et les juifs marocains étaient naturellement solidaires des juifs. Par quel canal s'était faite cette adhésion inconditionnelle ? Celui de la religion. L'immense majorité des juifs marocains, tout comme l'immense majorité des musulmans marocains, est croyante. Dans les pays arabes, la religion est très profonde. Je me devais de réfléchir, ce que je n'avais pas fait jusqu'alors, sur le rôle de la religion dans la prise de conscience politique. Les communistes disaient que la religion n'avait rien à voir avec la politique et que chacun devait se débrouiller avec sa conscience. Cette vision des choses n'était manifestement pas opérationnelle.

Qu'est-ce que la religion ? Quelle est sa dualité ? Quelle est sa contribution à l'identité ? J'ai écrit quelques textes là-dessus ; celui où j'ai poussé le plus loin ma réflexion reste celui que nous publions dans cet ouvrage : « Le sionisme : une négation des valeurs du judaïsme arabe ».

25 / 187

Quand les communautés juives orientales sont arrivées en Israël, leurs rabbins ont perdu leur fonction, leur rôle social et communautaire. Il n'y avait donc pas de judaïsme oriental, car le judaïsme récupéré par le sionisme était en fait un judaïsme ashkénaze. Alors que les ashkénazes étaient principalement laïcs !

A.S. : Le courant travailliste, qui était dominant, était principalement laïc. La contradiction de l'État d'Israël, depuis son origine, est qu'en même temps il a toujours été théocratique. La religion juive est religion d'État, il y a un ministère des Cultes... C'est la contradiction intrinsèque du sionisme. Il y a le mythe du peuple juif, mais juif veut dire religion juive. On pourrait discuter sur la notion de judéité qui n'est pas simple, elle est, à mon avis, du même ordre que celle de sensibilité chrétienne. Observez la France, pays de tradition laïque : le rôle du Grand Rabbin dans la communauté juive et dans

ses prises de position politique est considérable. Dans l'immédiat, nous ne pouvons dissocier le « peuple juif » de la religion juive.

La tradition a une fonction de dynamique identitaire. Le judaïsme n'est pas qu'une religion, c'est aussi une coutume. Le rôle de la coutume peut être rapproché de la défection des orientaux vis-à-vis du sionisme. Le parti religieux oriental, Shass, a pris six sièges au Likoud, ce qui est loin d'être négligeable !

A.S. : Les partis orientaux continuent à occuper une position ambiguë. Ils suivent une stratégie opportuniste, avec des objectifs à très court terme.

Le sionisme est un intégrisme, on ne peut le combattre qu'en lui opposant l'autre versant de la religion, celui de la justice et de l'amour du prochain. Cet aspect est très présent dans tous les textes bibliques, et plus encore dans le Zohar, qui reste central pour le judaïsme marocain. La conception du Zohar est radicalement différente de celle de l'orthodoxie juive classique. Il rappelle que la prophétie du Messie n'est pas destinée aux seuls juifs en Palestine, mais, à travers les juifs dispersés dans le monde, à l'humanité tout entière. Voilà l'esprit profond du judaïsme marocain.

26 / 187

Q. : *Et en terre d'islam ?*

A.S. : De même, pour combattre le message fanatique de l'islamisme, il faut s'appuyer sur le fondement humaniste de l'islam, basé sur le respect de l'autre et porteur d'un message fondamental de justice et de valeurs éthiques. Ce sont les dirigeants qui ont déformé ce message pour servir leurs intérêts de classe. La Charia a été élaborée un siècle et demi après Mahomet, pour légitimer l'Empire abbasside.

Pour revenir à Israël, la *Mimouna* est une fête essentielle et spécifique aux juifs marocains. Cette fête s'est maintenue et même amplifiée en Israël. Au Maroc, elle célébrait surtout l'amitié judéo-musulmane. En même temps, la société israélienne est a-religieuse, avec un mode de vie a-religieux, calqué sur la société de consommation occidentale ; l'État reste théocratique. C'est là que réside l'une des contradictions de la société israélienne. Un mode de vie dominant et a-religieux et les juifs orientaux qui préservent leur religiosité pour sauver leur identité. L'ampleur qu'a prise la *Mimouna* en Israël ces dernières années signifie que les nouvelles

génération restent attachées à l'identité et à la tradition du judaïsme arabe. Plus fondamentalement, l'oppression tente de marginaliser ces nouvelles générations, en les mettant dans une situation qui tend à nier leur identité et à les intégrer dans une société désincarnée. Mais l'adhésion à leur culture est d'autant plus forte que des mouvements sociaux naissent dans les quartiers populaires et que d'autres mouvements de contestation naissent dans les villes de développement.

Q. : Chaque oriental a une histoire d'amitié, d'amour, avec son voisin arabe à raconter, mais dès qu'il se resitue en tant qu'Israélien, l'Arabe devient l'ennemi. Cette ambivalence est caractéristique du comportement oriental !

A.S. : Les masses populaires juives marocaines en Israël vivent un déchirement entre leurs racines arabes et le rejet de l'Arabe. On n'est pas encore au stade où les racines sont arrachées, mais on n'est pas non plus parvenu à l'étape de défense cohérente de leur identité. Le rôle des noyaux militants au sein des masses juives orientales est de faire émerger cette identité à partir d'une plate-forme cohérente dans le cadre d'un projet politique.

27 / 187

Quelle serait votre conclusion politique ?

A.S. : En conclusion, j'espère que les textes publiés dans cet ouvrage serviront à la réflexion des militants progressistes pour élaborer un projet révolutionnaire et aussi pour clarifier la lecture de l'histoire contemporaine de cette région.

A un vieillard de Debdou

Fin 1982, Christine entra en conversation avec un commerçant qui était visiblement juif sépharade. Il avait son vieux père à ses côtés. Le vieil homme dit qu'il était en vacances chez son fils mais vivait en Israël. Christine lui demanda s'il était content, si c'était bien là-bas.

– Oh, oui, c'est merveilleux, c'est extraordinaire !

Elle voulut savoir d'où il était originaire.

– D'un endroit du Maroc que vous ne devez pas connaître, de Debdou.

Debdou est une bourgade de quelque deux cents foyers, au pied d'un repli montagneux du Maroc oriental. La communauté juive y était florissante et renommée comme centre religieux important. Il y avait une yeshiva et les artisans confectionnaient des parchemins de Tables de la Loi. Aujourd'hui, le village est vidé de ses hommes en âge de travailler, tous partis vers l'est ou exilés. Christine enchaîna :

– Ah... Debdou ! Mais je connais bien Debdou !

Et les voilà partis dans une évocation des printemps en fleur, de la rivière, du village... la nostalgie éclatait. Finalement, Christine demanda :

– Et alors, vous allez repartir en Israël, vous êtes vraiment content ?

Le vieillard acquiesça, mais le souvenir de Debdou avait visiblement terni son enthousiasme. Elle l'interpella à nouveau :

– Et avec les ashkénazes, comment cela se passe ?

Le vieil homme se tourna vers son fils et lui dit :

– Tu vois, elle sait tout, elle sait tout...

Après un long regard à son fils, il reconnut :

– Puisque vous savez tout, je peux bien vous le dire : c'est terrible là-bas, terrible !

– Vous voudriez retourner à Debdou ?

– Ah... Debdou... Si j'avais su...

C'est à ce respectable vieillard, mon frère, et à tous les juifs arabes opprimés dans l'État d'Israël qui, comme lui, vivent l'exil et la désespérance, que je dédie ce livre.

Adresse aux damnés d'Israël

28 septembre 1982

A mes frères et sœurs juifs arabes opprimés en Israël.

Mes frères, mes sœurs, je m'adresse à vous du fond de cette prison où je suis enfermé en tant que militant révolutionnaire, depuis ce pays dont vous avez été chassés. Cela fait vingt à trente ans que les mensonges de la grande bourgeoisie juive marocaine vous ont entraînés dans le piège du sionisme. La politique discriminatoire et raciste de la majorité de la bourgeoisie musulmane marocaine a fait le reste, sous la tutelle prétendument protectrice du régime marocain, qui est en fait un asservissement féodal, appuyé par des brutalités policières racistes. Depuis 1961, ce régime n'a pas hésité à vous vendre au sionisme.

30 / 187

Mes frères, mes sœurs, je m'adresse à vous pour vous parler de votre avenir, de l'avenir de vos enfants. Je veux vous parler des luttes que vous devez entreprendre, si ce n'est déjà fait, pour assurer à ces enfants la justice, la paix et la dignité qui vous ont jusqu'à présent été refusées par les exploiters des peuples, dans vos pays d'origine aussi bien que sur cette terre de Palestine. On vous avait pourtant assuré qu'elle serait pour vous terre d'accueil et de bonheur, dans le cadre de l'État d'Israël qu'on vous disait fondé par vos frères juifs...

Vos frères ! Quelle ironie amère ! Ce sont vos oppresseurs. Ils vous méprisent, ne vous appellent « orientaux » ou « sépharades » que pour mieux nier votre identité, vous traitent dans leur jargon de « schwarz », vous refusent l'accès à la connaissance, aux métiers qualifiés, à la dignité... Ils vous ravalent au rang de bêtes de somme pour leurs travaux pénibles et de chair à canon pour leur armée, avec leurs rêves insensés et criminels de domination et de conquêtes... Ils vous refusent l'exercice même de la religion que nos pères pratiquaient depuis des siècles. Cette religion de paix, de justice, de respect mutuel, ils l'ont transformée en religion de haine, de guerre et d'injustice.

Quelle honte pour la mémoire sacrée de nos pères ! Des assassins tels que Begin et Sharon font massacrer par leurs mercenaires des femmes, des enfants, des vieillards au nom du judaïsme ! Quelle honte et quel sacrilège !

Begin s'est présenté à vous comme allant mettre fin au racisme et à la discrimination dont vous êtes victimes. Begin, ce terroriste qui fut formé à la démagogie fasciste et hitlérienne dans les rangs du parti sioniste révisionniste de Jabotinsky, parti qu'on a pu qualifier à juste titre de « variante juive du fascisme », parti avec lequel il défilait en chemise brune dans les années 30 en clamant « *L'Allemagne à Hitler ! L'Italie à Mussolini ! La Palestine à nous !* »... Ce démagogue fasciste prétend rendre responsable de la discrimination dont vous êtes victimes la seule politique du Parti travailliste. Mais racisme et discrimination ont-ils régressé depuis plus de cinq ans que Begin est au pouvoir ? Votre sort s'est-il amélioré ? Bien au contraire. Ce n'est pas parce que Begin a placé dans son cabinet, comme une potiche, un arriviste comme David Lévy, que quoi que ce soit a changé pour vous, dans votre vie, dans votre misère. Votre avenir et celui de vos enfants est toujours aussi irrémédiablement bouché, tandis que la folie de colonisation et de conquêtes ne cesse de s'aggraver, qui vous entraîne chaque année davantage dans un cercle de mort et de massacres. Passer d'un Pérès à un Begin ou réciproquement n'y change rien et ne peut rien y changer : il en sera ainsi tant que subsistera ce régime oppresseur, raciste et conquérant.

En effet, le fond du problème ne réside pas dans ces jeux de pantins à la Knesset. Il est à chercher dans la nature raciste du régime qui vous opprime, nature qui ne peut être modifiée par un changement d'homme ni de parti, mais seulement par un changement radical du régime lui-même. Un tel changement ne pourra jamais, en Israël, venir de la voie parlementaire. Il sera le fruit de la lutte, de votre lutte et de celle de tous les opprimés qui subissent ce joug. En ce qui vous concerne, il s'agit tout d'abord de lutte dans la rue.

Rappelez-vous, mes frères, mes sœurs, combien les manifestations des Panthères noires, il y a bientôt douze ans, ont secoué le régime bien plus que vingt revirements électoraux. Et pourtant, vous aviez seulement manifesté votre colère, sans organisation, sans programme, sans objectifs définis. De ce fait, ce mouvement historique a pu ensuite être pénétré par les professionnels de la politique et s'est enlisé dans les sables mouvants du jeu de la « démocratie » israélienne. Une démocratie semblable à celle de la

Rome antique, dont vous êtes la plèbe, qui vous maintient dans les taudis et dans l'ignorance. Une démocratie qui pour vous signifie oppression, et pour le peuple palestinien, massacre. Une démocratie où le pouvoir réel est détenu par une junte militaire barbare, constituée de généraux fascistes solidaires les uns des autres, de Raphaël Eytan à Motta Gur en passant par Ariel Sharon. Car la réalité profonde de ce régime, fondée sur l'essence raciste et expansionniste du projet sioniste et sur son alliance organique avec l'impérialisme, est d'être avant tout une base militaire avancée de l'impérialisme américain pour la domination de tout le Moyen-Orient. Cette base militaire même dont les euro-américains, les « ashkénazes », sont les pilotes et les techniciens, et dont vous êtes la chair à canon et les bêtes de somme.

Telle est la réalité de ce régime, telle est sa nature !

Car il est fondé sur une idéologie raciste, une idéologie qui n'a rien à voir avec la religion de nos pères, une idéologie qui a été rejetée dès l'origine par les rabbins d'Europe et d'Amérique comme par ceux des pays arabes quand ces pays en ont été atteints. Cette idéologie n'a pu s'imposer que grâce à son appropriation par la grande bourgeoisie capitaliste juive d'Europe occidentale, dans le cadre des plans de conquête de l'impérialisme britannique, puis américain. Les dirigeants sionistes n'ont pas hésité à utiliser l'holocauste nazi pour entraîner dans leur aventure l'ensemble du judaïsme d'Europe et d'Amérique, se faisant au besoin les complices objectifs de cet holocauste, comme Ben Gourion qui s'opposa en 1938 à toute offre d'évacuation des juifs allemands vers l'Angleterre et les États-Unis (lettre à l'exécutif sioniste du 17 décembre 1938).

Le sionisme, cette idéologie raciste et chauvine née de la crise du judaïsme d'Europe orientale à la fin du XIX^e siècle, dans le contexte de l'expansion coloniale européenne, est contraire à toutes les traditions et à tous les acquis du judaïsme européen. Ces traditions qui ont donné au monde un Spinoza, un Einstein, un Freud, et tant d'autres...

Le sionisme est contraire à toute la glorieuse histoire, plus que millénaire, du judaïsme arabe et méditerranéen, qui s'est forgé historiquement dans la symbiose avec l'islam, au sein de la civilisation arabe. L'épanouissement des siècles d'or de l'Andalousie continue d'ailleurs d'illuminer notre culture, tout comme le Zohar, qui en fut le prolongement et n'a cessé de porter son message de fraternité et de justice au fond des vallées, sur les montagnes et dans les plaines où travaillaient nos pères et œuvraient nos

mères. Car le Zohar a rétabli le contenu essentiel du message biblique, universaliste, de justice et de dignité humaine. Il s'est donc opposé aux déformations que l'État hébreu antique lui-même y avait introduites, pour les besoins des classes dominantes, et aux séquelles du fanatisme tribal encore véhiculées par ce message.

Et voilà qu'aujourd'hui le sionisme, idéologie tribaliste et raciste des temps modernes, exalte le fanatisme. Voilà que les dirigeants sionistes criminels et les rabbins sacrilèges, forgés par l'appareil sioniste et à sa solde, déforment le message biblique en niant sa réalité fondamentale, celle qui, à travers la chrétienté et l'islam, a conquis la moitié de l'humanité. Celle qui, enrichie des Évangiles et de la théologie de la Libération, fait se lever aujourd'hui les masses opprimées de l'Amérique latine. Celle qui fut, tout au long de l'histoire, le noyau inébranlable autour duquel le judaïsme put se maintenir, malgré toutes les persécutions. Voilà que ces dirigeants sionistes sacrilèges retournent la religion de nos pères, la transformant en une idéologie de haine raciale et de guerre ! Cette idéologie et l'appareil d'État qui la soutient n'a cessé d'exciter en vous la haine de nos frères palestiniens, de nos frères arabes, pour faire de vous cette chair à canon dont ils ont besoin pour leurs projets criminels et insensés.

33 / 187

Car le sionisme, idéologie issue de l'Europe coloniale, étrangère à l'essence historique du judaïsme, est avant tout une idéologie de guerre et de conquêtes. Le but des dirigeants sionistes, le but de ce Ben Gourion qui n'avait que mépris pour vous et pour votre culture, était de réaliser le « Grand Israël », du Nil à l'Euphrate. Un aventurier assoiffé de sang et fou d'ambition comme Sharon pousse encore plus loin la démence conquérante et veut imposer l'hégémonie israélienne de la Méditerranée à l'océan Indien, et même jusqu'au cœur de l'Afrique ! La guerre du Liban, le massacre des Palestiniens et des Libanais, la mort de vos frères et de vos fils, qui tombent pour satisfaire les rêves des Begin, Sharon et autres dirigeants sionistes, tout ce cortège de malheurs et de crimes ne sont qu'un pas de plus dans ce rêve insensé poursuivi par la clique sioniste avec persévérance depuis un demi-siècle. Tous les moyens sont bons : la guerre, le crime, le mensonge. Ils n'auront de fin qu'avec la mise hors d'état de nuire de ces hommes dangereux et de leur appareil politique et militaire.

Cette idéologie de guerre et de conquêtes, cette idéologie d'aventuriers insensés, est avant tout une idéologie raciste. Elle est l'envers juif de l'hitlérisme. Hitler faisait des juifs la dernière des « races »... avec les

Arabes. Le sionisme ne modifie cette hiérarchie que pour faire des juifs la première des « races ».

Il est impératif et urgent d'en finir avec les mythes sur lesquels s'appuie l'idéologie sioniste, le « peuple juif » ou le « peuple élu ». Ces thèmes, nés dans le contexte tribal de l'histoire des Hébreux, doivent être rejetés à notre époque. D'ailleurs, formez-vous un même peuple avec vos oppresseurs racistes ? Quelle dérision ! Déjà, les traditions du judaïsme arabe, tout comme les acquis les plus nobles du judaïsme européen, avaient ramené ces thèmes à un contenu purement religieux. Le « peuple juif » est analogue à la « umma » islamique ou à la chrétienté. Quant au thème du « peuple élu », dont Spinoza a démontré l'inanité, les grands penseurs juifs du mysticisme andalou et leurs continuateurs arabes l'ont ramené au devoir pour les juifs de se comporter, partout où ils se trouvent, en « justes ». Ils contribuent ainsi à rapprocher l'avènement du royaume de Dieu sur terre, règne de la justice et de la paix pour *tous* les hommes. Aujourd'hui, en ces temps où les grandes religions abandonnent leurs prétentions de supériorité sur les autres croyances, où le dialogue avec les non-croyants est enfin admis, il est temps que le judaïsme dépasse définitivement cette thématique. Ainsi se conformera-t-il au contenu universaliste de sa religiosité et à sa dynamique historique, et pourra donc surmonter la régression mortelle dont le sionisme le frappe actuellement.

En effet, comme l'a écrit Martin Buber, *« que soient figés les rites et les dogmes d'une religion au point que la religiosité ne parvienne plus à leur imprimer d'élan, ou cesse d'accepter de se soumettre à eux, alors la religion devient stérile et, de ce fait, source de fausseté. »*

Martin Buber s'est élevé contre la fausseté de cette tendance, sans comprendre qu'elle est inhérente à la logique fondamentale du sionisme. Cette logique voudrait ramener le judaïsme aux mœurs tribales qu'il a connues il y a deux mille ans et faire du judaïsme un racisme. Elle proclame l'État d'Israël « État juif avant tout », tout comme Hitler proclamait une Allemagne « aryenne ».

Pour atteindre ses objectifs mythiques et insensés, le sionisme se doit tout d'abord d'écraser « l'Arabe ». Il lui faut en premier lieu faire disparaître les Arabes palestiniens en tant que peuple, sans hésiter pour cela à recourir au génocide, comme il l'a fait à Sabra et Chatila et tout au long de sa sanglante histoire depuis 1948, à Deir Yassin, à Qibya, à Kafr Qassem. Il lui faut

réduire l'Arabe à l'état de sous-homme. Certains de ses idéologues vont jusqu'à théoriser cet écrasement !

C'est pourquoi le sionisme, dans sa logique raciste anti-arabe, veut vous réduire vous aussi à cet état, tout en vous proclamant citoyens à part entière de l'État d'Israël en tant que juifs. Cette citoyenneté n'est ni plus ni moins que la citoyenneté de la plèbe dans la Rome antique. Car c'est là précisément que se dévoile la réalité du sionisme. Vous êtes juifs, mais vous êtes juifs arabes. Votre conception de la vie, votre culture, votre pratique même du judaïsme sont enracinées dans le passé séculaire, dans ces terres de l'Atlas, du Yémen, de l'Irak, que nos pères ont contribué à façonner, dans cette culture arabe qu'ont enrichie aussi bien le philosophe arabe juif Moshé Ben Mimoun que le philosophe arabe musulman Ibn Rochd, dans cette culture arabe qui était celle des danses et des chants mêlés des paysans et des artisans, musulmans et juifs, des monts du Yémen aux palmeraies du Tafilalet.

Relevez la tête, mes frères et sœurs juifs arabes opprimés en Israël ! Car cette culture, notre culture, est une culture de justice et de paix, de symbiose avec la nature et de chaleur familiale et sociale, de fraternité et de dignité.

Quelle est donc cette prétendue « culture » que veulent imposer vos oppresseurs ? Une mécanique de mort et de haine, un univers de blockhaus et de mitraille qui déracine l'olivier millénaire pour chasser le paysan palestinien et faire de vous des esclaves du grand capital euro-américain, victimes désignées de ses aventures guerrières. Quelle est cette prétendue « culture » qui réduit nombre d'entre vous, mes sœurs dignes et fières, à la prostitution ? Et vous, mes frères, au chômage et à la misère des taudis ?

Relevez la tête ! Arrachez votre libération de l'oppression et votre dignité ! Relevez la tête ! Abattez vos oppresseurs et construisez une société juste, une société de paix et de fraternité !

Mes frères et sœurs juifs arabes opprimés en Israël ! Je m'adresse à vous également parce que, dans ce même été 1982 marqué par la réalité sanglante et la folie meurtrière de l'appareil politico-militaire du sionisme, dévoilée au grand jour, culminant en ce Rosh Hachana rouge du sang des innocents de Sabra et Chatila, une perspective de paix s'ouvre à vous. Face à l'escroquerie de Camp David, le chemin vers une paix réaliste et durable vous est ouvert, qui s'oppose à cette folie meurtrière.

Car tel est l'objectif du programme réaliste arrêté à Fès¹ par l'Organisation de libération de la Palestine, unique représentant du peuple

palestinien, avec la quasi-totalité des États arabes. Je dois préciser qu'il faut prendre ce programme tel que l'OLP le conçoit, c'est-à-dire comme un tout en huit points indissociables, sans vous laisser influencer par les propagandes qui prétendent qu'il ne s'agit que d'un premier pas de l'OLP vers une capitulation qui rejoindrait les projets de Ronald Reagan, de Shimon Pérès et du roi Hussein. Ces projets sont incompatibles avec la raison d'être de la révolution palestinienne, qui est de recouvrer sa patrie tout en tenant compte du droit à la vie, à la paix, à la dignité et au respect de leur culture des juifs trompés par le sionisme qui se sont installés sur cette terre.

Mes frères et sœurs juifs arabes opprimés en Israël ! Je suis un militant révolutionnaire, j'ai payé assez cher en luttes et en sacrifices pour n'avoir pas d'ambition personnelle et pour avoir acquis quelque lucidité. Je sais que la lutte est dure, sera dure encore longtemps, et que je n'en verrai pas personnellement l'issue victorieuse, pourtant inéluctable. Aussi, c'est en toute responsabilité que je m'adresse à vous. Je ne vous dirai pas de faire confiance aux chefs d'État arabes. Qu'ils soient féodaux ou bourgeois, rois ou émirs, généraux ou colonels, vous savez bien quelles responsabilités ils portent, aussi bien ceux qui étaient à Fès que ceux qui n'y étaient pas, dans les fausses indépendances et dans la démagogie raciste et chauvine. Ils vous ont acculés à quitter la terre de vos ancêtres pour votre exil actuel. Non, je ne vous demanderai pas de leur faire confiance.

En revanche, je connais aussi le peuple palestinien, ses militants et ses dirigeants. Renforcé par un demi-siècle de souffrances et de combats, enraciné dans la culture millénaire de la Terre sainte, il est de loin le plus avancé des peuples arabes. Les dirigeants sionistes venus d'Europe, de Ben Gourion à Begin, ont voulu l'arracher à cette terre où n'avaient cessé de vivre, en symbiose fraternelle pendant treize siècles, les musulmans, les chrétiens et les juifs qui l'ont constitué et dont il porte les œuvres. Ses dirigeants et ses organisations ont été forgés au feu de l'une des luttes révolutionnaires les plus dures de ce siècle. Ils sont porteurs de tout ce que l'humanité a construit de meilleur dans sa longue et douloureuse marche vers une société de justice.

Depuis qu'il a engagé sa révolution, ce qui lui a permis de s'affirmer comme peuple conscient, et qu'il dispose de sa propre organisation – l'Organisation de libération de la Palestine, détachée de toute tutelle extérieure, son unique représentant légitime –, le peuple palestinien n'a

cessé d'affirmer son souci d'assurer à tous les juifs qui se sont installés en Palestine la possibilité de vivre en paix sur cette terre. Tout en poursuivant son combat légitime pour libérer sa patrie, il leur promet le plein respect de leurs droits démocratiques, la pleine égalité de religion, de langue, pourvu qu'ils renoncent au sionisme, par essence opposé à une solution juste et humaine. Depuis janvier 1969, le peuple palestinien n'a cessé de préciser, chaque fois plus concrètement, le contenu de ce noble objectif. Depuis 1975, il a clarifié les étapes nécessaires pour l'atteindre.

Le programme de Fès s'inscrit dans cette recherche d'une voie réaliste et viable vers la paix. Certes, il n'exige nullement que les juifs israéliens renoncent au sionisme pour la réalisation de l'étape concrète qu'il propose. Seulement, le peuple palestinien a réaffirmé, par la voix de son premier dirigeant, Yasser Arafat, sa détermination à opposer une résistance légitime sur l'ensemble des territoires occupés depuis juin 1967, par tous les moyens, « *rien de plus, rien de moins* ». Il résiste à l'occupation et à la colonisation, ainsi qu'à la terreur qu'y fait régner la clique dirigeante sioniste, parallèlement à son action diplomatique pour mettre en œuvre le programme de Fès.

Mes frères et sœurs juifs arabes opprimés en Israël ! Personnellement, je suis convaincu que les dirigeants sionistes – Begin, Pérès et la clique militaire qui est le véritable maître de l'État d'Israël – feront obstacle par tous les moyens, et ils ne s'en cachent pas, à une telle voie vers la paix. Pourtant, cette voie est la seule possible, car le peuple palestinien n'acceptera jamais ni la soumission, ni quelque forme de capitulation que ce soit, pas plus qu'il ne peut renoncer à son droit légitime et inaliénable à recouvrer sa patrie, arrachée par la force. Cette voie, la seule voie vers une paix juste et durable pour le peuple palestinien comme pour les juifs israéliens, est contraire à l'essence même du sionisme, lequel ne peut faire aboutir son projet fanatique et insensé que par la négation du peuple palestinien. Ainsi, le massacre de Sabra et Chatila, pour démentiel qu'il paraisse, répond à l'objectif des dirigeants sionistes barbares et criminels : faire obstacle à cette ouverture vers la paix, précisément parce qu'elle est réaliste et viable.

La voie vers la paix est possible, mais elle n'est possible que si vous rejetez le joug de vos oppresseurs, le joug de l'appareil sioniste. Qu'est-ce donc pour vous, concrètement, que le sionisme ? Que vous a-t-il apporté d'autre qu'encore plus de souffrances et de misère ? Il a tué jusqu'à

l'espérance. Qu'est-ce donc concrètement que le sionisme, sinon cette structure institutionnelle, politique et militaire qui assure à la caste euro-américaine qui vous opprime sa survie et sa force, par son interpénétration avec la bourgeoisie capitaliste juive d'Europe occidentale et des États-Unis ? Et, à travers elle, principalement, avec l'impérialisme américain, lequel ne voit dans l'État d'Israël qu'un moyen de domination de la région et une immense base militaire avancée, dont vous êtes, vous, la chair à canon.

En luttant contre l'appareil politique du sionisme, contre Begin, Pérès et autres, en refusant de suivre sa clique militaire pour occuper la Cisjordanie et Gaza, vous lutterez contre le noyau de votre oppression, vous lutterez à la fois pour votre libération et pour un avenir de paix durable pour vous et vos enfants au Proche-Orient.

Mes frères et sœurs juifs arabes opprimés en Israël ! Je ne puis, moi, de ma prison, à des milliers de kilomètres de la réalité sociale et politique que vous vivez, bien que je m'efforce de la suivre tant avec mon cœur qu'avec ma raison, vous dire comment lutter et à travers quelles organisations politiques ou sociales, existantes ou à créer. Ce qui me paraît certain, c'est que toute organisation qui se réclame du sionisme ne peut que renforcer votre oppression, alors même qu'elle prétendrait le contraire. Il me paraît certain aussi que vous devez chercher à vous rapprocher, dans cette lutte et pour cette lutte, de vos frères arabes palestiniens qui se sont vu imposer le statut de « citoyens israéliens » ; que vous devez refuser de participer à toute œuvre de répression dirigée contre nos frères palestiniens des territoires occupés, comme à toute aventure militaire, que ce soit celle du Liban ou toute autre. Sans aucun doute, il faut aussi lutter aux côtés des autres juifs israéliens progressistes, qui œuvrent courageusement pour une paix réelle et durable, pour l'évacuation de tous les territoires occupés en 1967, et s'élèvent contre les aventures sanglantes et criminelles des dirigeants sionistes.

Toutefois, je pense que cela ne doit pas vous empêcher de vous affirmer, en même temps, en tant que juifs arabes, de façon spécifique, au plan politique, culturel et dans tous les domaines de l'action sociale et politique. Reprenez en main votre culture et votre identité. Elles sont votre première arme de combat pour votre libération ! Mais, bien sûr, ne laissez pas votre combat être récupéré par ces arrivistes qui n'exhibent une étiquette de « sépharades » que pour mieux assurer leur carrière et leur ambition

politique, qu'ils soient des démagogues sans scrupule à la David Lévy, des politiciens bourgeois à la Ytzhak Navon ou des rabbins corrompus à la Abouhatzeira. Ces rabbins salissent la longue lignée de nos rabbins du peuple, justes et respectés !

Vous êtes juifs arabes, mes frères et mes sœurs, et vous êtes, nous sommes, des Arabes. Vous êtes aussi des travailleurs et des opprimés, et c'est donc aux côtés de vos frères travailleurs et opprimés, et en premier lieu aux côtés des autres travailleurs arabes, que vous devez mener votre combat, sans vous en laisser dissocier. Au contraire, plus votre identité pourra s'affirmer dans le combat, plus ce combat pourra s'intégrer dans la lutte commune avec tous les travailleurs arabes et tous les opprimés d'Israël, dans la lutte commune avec les premières victimes de l'oppression sioniste et raciste, nos frères palestiniens, dans la lutte commune avec tous les progressistes d'Israël. Vis-à-vis de ces derniers, notamment, il faut se garder de répondre au racisme anti – « juifs orientaux » de la clique politico-militaire sioniste par un racisme inverse, anti – « ashkénazes ». Plus vous pourrez reconquérir et réaffirmer votre identité, et plus vous pourrez dépasser tout cloisonnement et toute méfiance vis-à-vis de vos frères de combat et d'oppression, de tous vos frères de combat et d'oppression !

39 / 187

Mes frères et sœurs juifs arabes opprimés en Israël ! En dire plus serait présomptueux de ma part. Je vous lance cet appel à la lutte, à la dignité, pour un avenir de paix et de justice. Dans un État d'Israël laïc, libéré de l'oppression et du racisme sioniste, ayant évacué tous les territoires occupés depuis juin 1967 et redressé les injustices de l'agression coloniale de 1948, débarrassé de la tutelle de l'impérialisme américain et du rôle de base d'agression contre tout le Proche-Orient, vous, et tous les citoyens de cet État, pourrez œuvrer fraternellement, aux côtés d'un État palestinien, pour préparer un avenir commun où la Terre sainte, la terre de Palestine tout entière, pourra devenir un État démocratique palestinien, laïc et réunifié. Ce sera alors un foyer de lumière pour l'ensemble de l'humanité tout entière, et en premier lieu pour toute la nation arabe – pas celle des rois, des émirs, des généraux et des colonels, mais celle que construiront les peuples arabes, libérés de l'oppression impérialiste, de la réaction féodale et compradore et des prétendus sauveurs bourgeois. Ainsi, en cette glorieuse terre de Palestine, dans l'unité fraternelle reconstruite et portée à un niveau supérieur, le judaïsme arabe pourra s'épanouir. Il sera en symbiose créatrice

et démocratique avec les autres composantes, islamique et chrétienne, de la culture arabe et du peuple palestinien de demain. De même, la culture spécifique de ceux des juifs européens que les drames de l'histoire ont rejetés sur cette terre sacrée et qui y restent attachés pourra s'affirmer, et ils pourront s'y intégrer, eux et leurs descendants. Ainsi pourra se réaliser en même temps, en Terre sainte, le foyer spirituel du judaïsme en tant que religion, dont le besoin objectif est la seule explication de l'attachement irrationnel que tant de juifs du monde vouent à l'État d'Israël en tant qu'État juif.

Mes frères et sœurs juifs arabes opprimés en Israël !

Telle est la noble perspective qui s'offre à vous. Telle est la voie que doit suivre votre indispensable lutte !

Levez-vous contre vos oppresseurs, contre les dirigeants sionistes racistes et criminels !

Pour la paix, la fraternité, la justice, pour la dignité, levez-vous !

Le sionisme : une négation des valeurs du judaïsme arabe

avril-mai 1982

Le texte qui suit avait été rédigé en avril et mai 1982 dans le but d'engager un débat avec les chercheurs du Centre de recherches palestiniennes de Beyrouth, qui s'intéresse à la question des juifs orientaux en Israël.

L'invasion du Liban par l'armée sioniste est venue bouleverser mes projets ; d'abord parce que les centres de recherche ont été provisoirement dispersés, mais aussi et surtout parce qu'il était urgent que je prenne ma part de ce combat. J'ai combattu de la seule manière qui m'était possible, c'est-à-dire sur le terrain idéologique – même si mes armes étaient insuffisamment affûtées.

Je livre donc cette étude telle quelle, tout en étant conscient des points qu'il y aurait encore à approfondir. Si elle contribue à remettre en cause les schémas actuellement dominants sur la question, elle aura atteint son but principal.

42 / 187

Je voudrais livrer ici quelques remarques, réflexions et interrogations suscitées par la lecture et l'étude de l'important compte rendu que la *Revue d'études palestiniennes* a consacré, dans son numéro 2, à la table ronde tenue par trois chercheurs de l'institut des études palestiniennes sur les élections à la X^e Knesset.

A ce qu'il me semble, le mérite de la contribution de ces trois chercheurs est non seulement d'avoir procédé à une analyse objective de ces élections et d'en avoir dégagé les données principales, mais également d'avoir cerné les raisons qui ont amené les juifs « orientaux » au sein de l'entité sioniste à voter pour Menahem Begin et les listes du Likoud. Cet apport a été particulièrement précieux pour moi.

Je ne reprendrai pas ici systématiquement les points de cette analyse avec lesquels je suis en accord – me contentant d'en rappeler certains au cours de mes réflexions. Je tâcherai plutôt de répondre à ceux qu'il me semble devoir

contester et d'expliquer pourquoi, en situant ce questionnement dans la perspective historique indispensable à l'approfondissement du problème.

I – Des mots qui ne sont pas neutres

Juifs « orientaux » ou juifs arabes ?

Le terme de « juifs orientaux », expression consacrée dans l'entité sioniste, est repris par les chercheurs de l'institut. Je sais bien que les seules statistiques disponibles sont basées sur cette population, qui comprend aussi bien des juifs venus des différents pays arabes que d'Iran ou même d'Inde. Néanmoins, l'immense majorité (plus de 90 %) de ces juifs « orientaux » sont en fait des juifs arabes. Jusqu'à présent, les mouvements politiques qui ont parlé au nom de ces « juifs orientaux » étaient des mouvements juifs arabes.

Pour ma part, je m'en tiendrai au terme de « juifs arabes », et ce pour trois raisons.

Parmi les juifs orientaux dans l'entité sioniste, les juifs arabes semblent à court terme les seuls susceptibles de constituer une force politique contestataire autonome, à condition de prendre conscience de cette identité. Les terminologies imprécises, telles que « juifs orientaux » ou « sépharades », contribuent à retarder l'émergence de cette conscience. D'ailleurs, il serait plus exact de parler d'« Arabes juifs », mais même l'avant-garde politique des juifs arabes n'est pas politiquement prête à assumer ce concept.

D'autre part, si je puis avoir quelques connaissances concernant le judaïsme arabe, qui reposent sur une pratique sociale, je serais en revanche bien incapable d'exprimer un point de vue politique élaboré sur les problèmes des juifs orientaux non arabes vivant dans l'entité sioniste.

La troisième raison est la plus importante. N'en déplaise à certains intellectuels parisiens, qui me traiteront volontiers de « rétro », ma philosophie de l'histoire reste basée sur le matérialisme historique. Mon attachement à celui-ci ne relève pas d'une croyance de type religieux, mais chaque jour qui passe en confirme la validité, au-delà de toutes les crises du marxisme – crises salutaires, qui dépouillent le marxisme vivant de ses enveloppes desséchées. Et la « question juive », plus que toute autre, se

prête à l'analyse du matérialisme historique : pour moi, s'il existe un judaïsme religieux comme il y a un islam et un christianisme, on ne peut parler de judaïsme culturel (certains diraient « ethnique ») qu'en tant que judaïsme arabe, judaïsme français, judaïsme américain... J'espère pouvoir montrer que, dans le cas concret qui nous préoccupe ici, une telle démarche permet d'analyser en profondeur la réalité et sa dynamique potentielle.

Spécificité « confessionnelle », « ethnique »... ou sociale ?

Les deux chercheurs dont les interventions ont été publiées dans la *Revue d'études palestiniennes*, Samir Jabbour et Ahmad Khalifa, considèrent la spécificité des juifs orientaux dans l'entité sioniste comme relevant du domaine confessionnel (c'est du moins ce qui ressort de la terminologie employée : « confessions orientales », « paradoxe confessionnel », « polarisation confessionnelle »). Samir Jabbour parle bien une fois de clivage « ethnico-confessionnel » qui recoupe un clivage « socio-économique », et les choses deviennent déjà plus précises. Mais son analyse principale des raisons du vote des juifs orientaux pour le Likoud repose sur la spécificité « confessionnelle ». Je vais essayer de montrer pourquoi une telle approche ne permet pas d'aller au fond des choses.

44 / 187

Bien sûr, la terminologie employée peut être due à des problèmes de traduction. Dans le contexte historique et politique du Liban, face aux tentatives impériales-sionistes de liquidation des bases palestiniennes, les problèmes de « communauté confessionnelle » (tawaïf) ont pris une importance démesurée, mais hélas bien réelle. L'application de ce terme aux différentes communautés de juifs dans l'entité sioniste ne permet cependant pas, à mon avis, de saisir une réalité particulière qui est bien différente de celle du Liban.

Le troisième chercheur, Élias Shoufani, utilise les termes, à mon sens plus justes, « différence ethnique » et « question ethnique ». Il explique néanmoins l'émigration de ces juifs arabes vers Israël par des « raisons religieuses », alors que les causes de ce mouvement de population me semblent plus complexes.

Je conserve, vis-à-vis du terme « ethnie » et de ses connotations par trop ambiguës, les réserves que j'avais déjà exprimées il y a onze ans dans une réponse à Maxime Rodinson. Il n'en reste pas moins que l'usage de ce

terme fort courant met dans ce cas précis l'accent à juste titre sur une *problématique d'ordre national* – et non plus strictement confessionnel, ni confessionnel enchevêtré de « social ». Cet aspect est à mon sens essentiel.

Pour ma part, je préfère, pour désigner les juifs arabes dans l'entité sioniste, employer un terme qui souligne cette problématique sans comporter l'aspect ambigu de la notion d'« ethnies » : c'est celui de *minorité coloniale*, proposé par James Blaut dans la conclusion d'une brillante analyse de la minorité portoricaine émigrée aux États-Unis².

Dans cet article, James Blaut critiquait la tendance de certains militants portoricains à poser le problème des immigrés aux États-Unis en terme de « minorité nationale », établissant ainsi un rapprochement avec la lutte des Noirs américains. Il montrait le lien des émigrés avec leur patrie opprimée (Porto Rico) et soulignait le fait que leurs luttes étaient intrinsèquement liées à la lutte de libération nationale du peuple portoricain. Il proposait donc ce terme de « minorité coloniale », suggérant que cette approche pouvait être valable également pour toutes les colonies de travailleurs des pays dominés, émigrées dans les pays impérialistes du fait de l'assujettissement de leur patrie. Il subordonnait néanmoins l'usage du terme à la présence d'une prise de conscience subjective de cette domination.

Le cas des juifs arabes, émigrés dans l'entité sioniste et déracinés de leur pays d'origine dans le cadre de rapports impérialistes de domination, me semble relever de la même problématique générale – tout en étant très spécifique. Mahjoub Omar avait d'ailleurs souligné ce point dès 1976. La différence – et le paradoxe – réside dans le fait qu'il s'agit ici d'une « minorité coloniale » juive arabe opprimée, non pas au sein d'une nation dominante (comme les États-Unis pour les Portoricains), mais au sein d'un rassemblement de colons euro-américains. Ce rassemblement, l'entité sioniste, usurpe lui-même par la force un territoire arabe après avoir chassé une partie importante de son peuple, le peuple palestinien. Qui plus est, cette minorité coloniale juive arabe sert elle-même *d'instrument d'oppression* du peuple palestinien et de *chair à canon* au service des objectifs expansionnistes des aventuriers américano-sionistes au Moyen-Orient. Si l'on prend en compte l'absence du facteur subjectif mis en avant par James Blaut, l'expression la plus exacte pour caractériser cette minorité me semble être *constituant objectivement une minorité coloniale*. Les

révolutionnaires juifs arabes de Palestine devraient s'attacher à transformer cette réalité objective en réalité politique !

II – « Mémoire religieuse » et sionisme

Dans sa présentation de la table ronde, Roger Nab'aa résume d'une phrase lapidaire la question de fond qui est à la base de l'analyse de la situation des juifs arabes dans l'entité sioniste : « *le rapport inconscient des juifs orientaux à eux-mêmes (à leur mémoire religieuse, à leur imaginaire) précède logiquement leur rapport à l'État sioniste*³ ». Il me semble malheureusement que Roger Nab'aa et les chercheurs ayant participé à la table ronde ont une vision déformée de cette « mémoire religieuse ». Pour eux, en effet, Begin a pu gagner les voix des juifs arabes parce que ceux-ci ont pu s'identifier à ce qu'il représentait : « *seule la Terre (Promise) pouvait les réconcilier avec le projet sioniste et seule la mémoire arabe galvanisait leur mémoire et leur imaginaire* ». Il est vrai que mes affirmations vont à l'encontre de l'ensemble des faits mis en avant sur la scène politique de l'entité sioniste.

46 / 187

Ilan Halévi⁴ vient de donner une assise théorique et historique à ces questions⁵.

Je pourrais faire ici une analyse critique, qui serait très enrichissante, du livre de Halévi. Mais il a en a lui-même résumé la conception fondamentale dans sa conclusion :

« *J'ai tenté de montrer ce qui, à chaque étape, changeait et demeurait du sujet juif, du judaïsme en tant qu'acteur de l'histoire des juifs. J'ai essayé de faire voir le mouvement par lequel ce sujet a survécu, en deux aires culturelles distinctes (le monde arabo-musulman et l'Europe latine) et comment en Europe orientale ce sujet se consolidait, tandis qu'en Occident le judaïsme devenait simple dénomination religieuse. Comment le mouvement idéologique et politique sioniste, né dans la crise de la société juive de l'Europe de l'Est, s'appuyait sur la montée d'un antisémitisme en Europe occidentale, lui-même produit de l'émigration massive des juifs de l'Est européen vers l'extrême Occident. Comment le sionisme, et son établissement palestinien violemment transformé en État d'Israël, sont*

avatars, derniers en date sinon ultimes, de ce sujet. Combien, donc, il est illusoire de vouloir échafauder des analyses et des solutions qui ignorent cette subjectivité. »

Je crains que, dans son souci d'étayer la théorie exposée en conclusion, Ilan Halévi ne se soit rangé à une conception quelque peu « hégélienne » de l'histoire. Dans la théorie d'une formation sociale israélienne de type national, aux racines historiques conséquentes qui auraient intégré, par la grâce du « sujet juif », aussi bien les juifs euro-américains que les juifs arabes, la notion de « sujet juif » remplace tout simplement l'« Idée » de Hegel, sans pour cela être moins mythique.

Pour ma part, j'espère pouvoir montrer à travers le rappel de certains aspects essentiels de la réalité historique concrète du judaïsme arabe – écartés précisément par Halévi –, combien celui-ci échappe à de telles abstractions. Il est au contraire étroitement intégré, jusqu'à la rupture (« disruption ») entre colonialisme et sionisme, à l'histoire de la nation arabe.

C'est pourquoi je refuse le schéma artificiel reliant le judaïsme arabe à une histoire générale des juifs, dont le sujet est un même « sujet juif ». Je m'en tiens au contraire strictement au problème du judaïsme arabe dans son contexte historique concret.

47 / 187

Faut-il rejeter le judaïsme pour pouvoir combattre le sionisme ?

Dans ce texte donc, Ilan Halévi explique que Ben Gourion, conscient de la nécessité de façonner à la hâte une unité nationale encore inexistante, avait conclu à une double nécessité. D'une part, il fallait maintenir un contexte d'hostilité envers le monde arabe. D'autre part, « *la société israélienne ne pouvait sauvegarder son caractère juif* » qu'en fondant la nationalité sur les critères ethnocentristes du judaïsme rabbinique et, en ce qui concerne les juifs orientaux, sur le tribalisme. C'est la synthèse du confessionnalisme oriental et du territorialisme sioniste, d'où la notion de « nationalisme tribalo-confessionnel » inscrite dans l'itinéraire collectif des juifs arabes et orientaux du sionisme.

Cette explication recoupe sur ce point celles de Samir Jabbour et d'Ahmad Khalifa – et même, en définitive, celle d'Élias Shoufani. C'est en effet leur *religion* (plus précisément, leur mémoire religieuse) qui rattache

ces juifs arabes au sionisme et à son tenant le plus extrême, Begin, avec son projet d'« unicité de la terre », de judaïsation de toute la terre de Palestine.

Le fait est que la masse des juifs arabes – plus exactement, les masses populaires juives arabes, qui constituent l'immense majorité des juifs arabes dans l'entité sioniste – reste profondément attachée à la religion juive en tant que religion. Ceci marque leur différence avec les juifs originaires d'Europe, parmi lesquels les courants « laïcs », « socialistes » (au sens européen du terme, compris comme opposition au cléricisme) sont importants.

Il est vrai également qu'à l'heure actuelle, la majorité des juifs arabes au sein de l'entité sioniste se détourne massivement du Maarakh travailliste, laïc et socialisant. Elle s'y oppose même catégoriquement pour voter pour le Likoud, qui invoque plus aisément la religion à l'appui de son projet de judaïsation de toute la Palestine.

Ces faits immédiats doivent-ils nous conduire à penser que la religion juive s'identifie au sionisme ? Est-ce à dire que, pour prendre ses distances vis-à-vis du sionisme, ou tout au moins vis-à-vis de sa tendance la plus extrémiste, la plus expansionniste, la plus fascisante – cette tendance n'étant que la manifestation logique ultime du sionisme –, un juif doit prendre préalablement ou simultanément ses distances vis-à-vis de la religion ?

La question semble d'autant plus pertinente que, *jusqu'à présent*, dans l'entité sioniste, les seules forces politiques⁶ qui se soient démarquées du sionisme – et vont parfois jusqu'à le combattre – se réclament du marxisme. Ce marxisme qui s'est développé dans l'Europe du XX^e siècle, au sein d'une lutte idéologique dans laquelle la classe ouvrière devait rejeter l'emprise de la religion pour pouvoir accéder à la lutte révolutionnaire.

Mais le devoir des révolutionnaires, tout en tenant le plus grand compte des faits immédiats, est de voir au-delà. Il faut analyser la réalité profonde, afin de pouvoir identifier les germes à partir desquels pourra se développer la lutte pour le *renversement* de la réalité immédiate.

Pour les juifs arabes, la réalité profonde, enfouie, est plus complexe que la réalité immédiate, elle entre même en contradiction avec celle-ci. Pour le comprendre, il faut d'abord tenir compte du degré d'oppression culturelle que subissent les juifs arabes au sein de l'entité sioniste. Ilan Halévi, dans le premier numéro de la *Revue d'études palestiniennes*, souligne – sans d'ailleurs en tirer les conséquences – que les sionistes ont mis en place

« pour “ intégrer ” les Juifs arabes par leurs soins importés, un système de contrôle idéologique et de domination culturelle tout entier construit sur une autonégation collective d’une telle ampleur. Car l’ordre idéologique israélien est fondé sur le rejet des valeurs propres du judaïsme arabe et sur la psychopathologie collective de l’infériorisation, ce “ traumatisme colonial ”⁷ ».

On ne peut en effet ignorer le problème de l’« infériorisation » et ses conséquences immédiates quant à la psychopathologie collective des « petits Blancs », qui se retrouve chez le juif arabe de Palestine. On doit aussi considérer les voies à emprunter pour remettre en cause cette infériorisation et les leçons de Fanon sur la violence révolutionnaire nécessaire aux « damnés de la terre » pour reconquérir leur identité restent d’ailleurs d’actualité.

Arrêtons-nous sur la notion de valeurs propres du judaïsme arabe. Sans aucun doute, elles se situent au niveau de la vie quotidienne, de l’organisation de la famille, de la conception même de la vie. Tous les observateurs, tous les témoignages le confirment. En définitive, ces valeurs rejoignent les valeurs profondes de tous les peuples opprimés, dont la culture historique est niée par le capitalisme. Quant au fond, elles sont concrètement celles de la nation arabe. Ce sont bien ces valeurs qui sont niées aujourd’hui par la « civilisation occidentale » – c’est-à-dire en fait le monde capitaliste, dont l’entité sioniste n’est qu’une expression hypertrophiée, monstrueuse, mais bien réelle.

49 / 187

Les juifs dans le monde arabe

La religion ne ferait-elle pas partie de ces valeurs propres ? Par quel miracle aurait-elle été épargnée par cette « autonégation » ? En fait, on peut au contraire affirmer que c’est dans ce domaine que l’auto-négation collective atteint son degré le plus effrayant.

La religion juive, dans la nation arabe, était fondée autour de la question centrale de *l’attente du Messie*. Dans le tréfonds des masses populaires juives arabes, chez les paysans, les humbles artisans, les colporteurs, les petits commerçants, plus récemment les ouvriers, cette attente s’est enracinée au cours des siècles. Elle a été formalisée principalement dans le

Zohar. Elle se situe à l'opposé du sionisme. *Le sionisme en est la négation et la perversion monstrueuse.*

En ces « temps sans esprit » que subissaient ces masses populaires juives arabes, aux côtés de leurs frères musulmans également opprimés par les mêmes classes dominantes (au sein desquelles on trouvait des musulmans et des juifs), l'attente du Messie symbolisait la lumière. Elle était même déjà la lumière présente⁸ d'un avenir où le royaume de Dieu, royaume de justice, pourrait s'établir *sur toute la Terre* et pour tous les hommes. Les juifs devaient contribuer à préparer ce royaume là où ils se trouvaient, dans le strict respect des commandements de la Thora. Le Zohar est très clair sur ce point.

Il faut aussi souligner une autre caractéristique profonde du judaïsme arabe, dans sa conception de la religion et finalement dans sa conception du monde : *le respect de l'autre*. C'est en fait une *caractéristique fondamentale de toute la culture arabe*.

Discrimination ou respect mutuel ?

L'offensive idéologique majeure déclenchée dans les années 70 par le sionisme pour empêcher toute prise de conscience du judaïsme arabe en Palestine – cette prise de conscience le menaçait en 1971 – fut menée également sur le terrain de la recherche historique. Bien des universitaires spécialistes de ces questions cherchent à préserver leur sérénité en renvoyant dos à dos les tenants de deux thèses opposées : ceux pour qui l'histoire arabe n'est faite que de malheurs et de persécutions pour les juifs ; ceux qui au contraire refusent de prendre en compte les aspects négatifs que comportait la situation de « Dhimmi »⁹ dans le monde arabe. Tout en comprenant cette démarche, je ne pense pas que là réside l'objectivité.

En revanche, un remarquable modèle d'objectivité – le mot n'est pas trop fort – en ce domaine est fourni par l'article de Claude Cahen sur la dhimma¹⁰. Si, pour la situation générale des Dhimmis dans le monde arabe pré-colonial, on peut relever des aspects négatifs et des aspects positifs, ceux-ci ne sont pas de même nature. Les tendances négatives – discriminations et, de façon « atypique rare », persécutions¹¹ – sont le fait de juristes du Droit islamique (« *dont il ne faut pas oublier qu'ils faisaient partie des classes dominantes des sociétés arabes* ») et de souverains. Des explosions de colère populaire sont parfois provoquées par le rôle des

Dhimmis dans les hautes fonctions de l'administration, notamment des finances (où les souverains les plaçaient volontiers du fait de leur soumission due à leur statut). En revanche, précise Claude Cahen, la pratique courante était très éloignée de ces réalités. Le programme des juristes fut bien rarement mis en application, excepté, et de façon incomplète et sporadique, dans les grands centres musulmans et les capitales¹².

La détérioration de la situation des Dhimmis date des trois ou quatre derniers siècles du Moyen Age (qu'il faut situer dans le cadre du recul des sociétés arabes). Au Maroc, pays resté en dehors de l'Empire ottoman, la détérioration de la situation légale des juifs est patente à l'époque moderne (XVI^e-XIX^e siècle), principalement dans les villes impériales où elle fut marquée par l'instauration des mellahs. Notons que ce fait n'a pas altéré la symbiose profonde entre juifs et musulmans au niveau populaire, tant dans les villes que dans les campagnes¹³.

Si donc nous voulons comprendre la mémoire culturelle enfouie du judaïsme arabe, c'est bien dans cette vie quotidienne, dans cette amitié profonde entre juifs et musulmans du peuple, qu'il faut la rechercher. Et c'est dans ce cadre que nous pouvons *situer et comprendre* cette composante de la mémoire culturelle qu'est la mémoire religieuse véritable – aujourd'hui niée par le sionisme – du judaïsme arabe dans l'entité sioniste.

Chaque fois que les chercheurs ont essayé de cerner cette vie quotidienne, de la dégager de l'histoire événementielle (et ce n'est pas facile), les conclusions ont été nettes : la symbiose, la fraternité, le respect mutuel dominant. Chacun pense sans doute que sa religion est la plus proche de la vérité, mais chacun considère l'autre religion comme une forme différente d'adoration du même Dieu, chacun respecte comme sacrés les livres, les temples, les saints, les objets du culte, les grandes fêtes religieuses de l'autre.

Ilan Halévi a pour sa part une curieuse manière d'opérer le renvoi dos à dos mentionné plus haut. Mais qui a donc dit du côté des militants révolutionnaires arabes conséquents qu'« *il n'y a jamais eu de problème* » pour les juifs dans le monde arabe ? Ce sont au contraire les révolutionnaires palestiniens qui sont les premiers à combattre et à dénoncer le chauvinisme anti-juif de la réaction et de la

bourgeoisie arabe, car ils en connaissent trop les effets. Mais encore faut-il apprécier l'essentiel au niveau historique. Pour ma part, j'avais appelé à dépasser les faits isolés et « à *refaire surgir les faits concrets, la vie quotidienne dominante, l'amitié profonde* ». Zafrani l'a fait pour le Maroc, et il a abouti à des conclusions qui vont dans ce sens. Ilan Halévi tranche en déclarant « la discussion dépassée », « inactuelle ». Mais lui-même n'hésite pas à retracer une histoire du judaïsme arabe afin de montrer les racines de son « nationalisme tribalo-confessionnel », qui l'aurait conduit droit au sionisme. Par la grâce du « sujet juif », ce nationalisme accomplit un destin qui était de permettre, par sa prolétarianisation au sein de l'entité sioniste, que se forge la structure du capitalisme israélien : une société nationale dont l'identité concrète découle de sa propre organisation, pour tout dire, un « peuple israélien ». Celui-ci a bien droit, tout comme le peuple palestinien, à son « État », dépouillé du sionisme et le dénonçant, certes, mais légitimant par là même l'entité coloniale imposée par le fer et le sang en 1948 !¹⁴

Grand merci ! Pour ma part, j'ai bien l'intention de continuer à étudier cette histoire du judaïsme arabe, non pour faire l'apologie des despotes qui ont massacré aussi bien juifs que musulmans, mais pour contribuer à ce que la culture profonde du judaïsme arabe puisse cesser d'être niée et écrasée. Opprimée et niée dans l'entité sioniste, « *cette culture n'a ni assise conceptuelle, ni appui théorique* », comme l'écrit fort justement Naïm Kattan¹⁵. Je voudrais contribuer à aider les juifs arabes opprimés dans l'entité sioniste à reconquérir leur identité et leur dignité – et avec elles à prendre conscience du joug sioniste et à le rejeter. Ai-je besoin de préciser que je ne recherche pas là un mythique « paradis perdu » ? La reconquête de leur identité par les juifs arabes de Palestine ne peut se faire ni par un retour au passé, ni par une idéalisation de ce passé. Elle doit se faire par un refus de la déculturation que cherchent à leur imposer l'entité sioniste et ses dirigeants euro-américains, « ashkénazes ».

Je dois préciser que si j'insiste sur la symbiose judéo-musulmane dans l'histoire arabe, c'est parce qu'en tant que juif maghrébin j'en ai une connaissance sensible, qui me permet de mieux la retrouver dans ces travaux. Mais en Orient arabe, la symbiose entre les trois religions du Livre était tout aussi marquée, sinon davantage. Notons ici que la « structure

tribalo-confessionnelle », qui prête aujourd'hui à tant de spéculations, a été spécifique à l'histoire des Maronites et des Druzes au Liban. Partout ailleurs, les tribus, en tant qu'*entités politiques, économiques et militaires élémentaires de la société arabe*, étaient musulmanes et intégraient en leur sein des communautés juives, notamment au Maghreb et au Yémen. Il n'y a jamais eu de « super-tribus » juives dans un quelconque État du monde arabe, contrairement à ce qu'écrit Ilan Halévi.

Judaïsme arabe et Terre sainte

La symbiose judéo-musulmane convergeait vers la Terre sainte. Ce n'est pas pour rien que le peuple palestinien, plus que tout autre, en a été marqué. Ce n'est pas par hasard que, face au déchaînement fasciste et raciste du sionisme se prétendant héritier final du judaïsme, il a su, premier parmi les peuples arabes, répondre par le projet d'un État démocratique et fraternel pour les musulmans, les chrétiens et les juifs de Palestine.

Cette réalité de la Terre sainte a été rendue avec une sensibilité rare, une perception si profonde que l'histoire passée et à venir en devient vivante, par le texte où André Miquel¹⁶ rappelle les travaux de al-Muqaddasî, il y a dix siècles, sur la Palestine. Qu'on me permette d'en rappeler la bouleversante conclusion : « *La présence, à travers ses divers adeptes, musulmans, chrétiens et juifs, de la religion unitaire et révélée, confirme la Palestine comme symbole de l'espace universel de la vraie foi* » (c'est moi qui souligne). Et André Miquel termine en rappelant les mashâhid, les témoins des trois religions – oserait-on dire comme lui des divers adeptes de la religion unitaire ? –, par ces mots : « *Une fois de plus, le pays et le temps sont inséparables aux yeux et au cœur du croyant : la Terre Sainte est sainte, parce qu'elle est le lieu d'une histoire, d'une histoire sacrée, celle du salut promis à tous les hommes pourvu qu'ils reconnaissent la Vérité... Au point ultime de l'aventure du croyant, la terre s'efface devant la promesse qu'elle porte, les lieux s'abolissent dans le souvenir du temps éternel et l'attente des temps futurs.* »

On pourra s'étonner – y compris des militants arabes se réclamant du marxisme – de me voir reprendre de tels propos... alors que mes opinions philosophiques sont connues. Mais ce ne serait pas comprendre que, dans le monde arabe, il ne saurait y avoir de frontière

de sensibilité entre croyants et incroyants, à plus forte raison lorsqu'on est militant révolutionnaire. La seule frontière passe entre le peuple d'un côté, la réaction de l'autre. Il ne s'agit pas là d'une démarche « tactique ». Être révolutionnaire, c'est d'abord être sensible à l'oppression de son peuple, l'oppression concrète de l'ouvrier et du paysan. L'ouvrier et le paysan arabes, au plus noir de cette oppression, trouvent dans les racines de leur culture, dans le piétisme profond qui l'imprègne, leur dignité humaine et leur identité, sans laquelle ils seraient écrasés. Ne pas comprendre cela, ne pas être capable d'intérioriser cela, c'est avoir dissous sa sensibilité de militant révolutionnaire dans les eaux glacées de la « raison pure ». Certes, il appartient au militant de rationaliser sa sensibilité, de se garder de toute démarche de pensée idéaliste et de savoir en faire la critique. Mais il faut également se garder de dissoudre cette sensibilité. C'est cela aussi que ne peut comprendre la théorie qui assimile l'étape actuelle de la révolution dans le monde arabe au XVIII^e siècle français, comme elle ne peut comprendre que la lutte, nécessaire et difficile, pour la laïcité de l'État, doit se faire dans le respect de la religion telle qu'elle est perçue par le peuple et non telle qu'elle est utilisée par la réaction pour l'affronter ou le mépriser.

54 / 187

C'est cette même Terre sainte dont parle le judaïsme du Zohar, lequel, on le sait, a imprégné depuis six siècles la pensée des masses populaires juives arabes. Le kabbaliste juif contemporain Emmanuel Lévyne a montré dans toute son œuvre comment ce judaïsme du Zohar s'opposait radicalement au sionisme.

Emmanuel Lévyne dit ainsi des mashâhid, ces témoins de la Terre sainte des trois religions du livre dont parlait André Miquel : « *Tout au long de l'histoire juive, depuis la destruction du Temple, les juifs pieux aspiraient à aller séjourner en Terre sainte non pour la coloniser, et la reconquérir, mais pour se détacher de ce bas-monde et vivre dès ici-bas une vie céleste, en renonçant à toutes les ambitions terrestres.* » Et Lévyne poursuit : « *Le lévítisme s'oppose au sionisme politique ; pour lui, Sion, c'est le royaume de Dieu et non un royaume de ce monde. Pour entrer dans le royaume de Dieu, il faut renoncer à posséder la Terre Promise.*¹⁷ » Dans un livre précédent, *Judaïsme contre sionisme*, Emmanuel Lévyne avait traduit les textes des rabbins de Pologne condamnant sans appel au début de ce siècle

le sionisme qui se développait alors dans les communautés juives de leur pays. De grandes voix rabbiniques s'étaient également alors élevées en France et dans le reste de l'Europe occidentale contre le sionisme, tout comme aujourd'hui encore les rabbins des Netourei Karta, au cœur même de la ville sainte, continuent à s'y opposer. Mais on sait comment, sous l'impulsion du grand capital juif d'Europe, Rothschild et consorts, qui prenait sa part de la curée impérialiste sur le Moyen-Orient, la bourgeoisie juive des pays impérialistes réorganisa les écoles rabbiniques d'Europe et y imposa ses¹⁸ vues

Il faut préciser ici – bien que cette question demande à être approfondie – que, si l'on peut trouver dès l'Ancien Testament un appel universaliste, c'est bien le judaïsme du Zohar qui a dépassé radicalement ce que le judaïsme contenait d'exclusivisme et d'« ethnisme » (terme désignant l'équivalent du chauvinisme appliqué à une culture spécifique), et qui a pris corps de façon exacerbée et monstrueuse dans le sionisme contemporain. L'épanouissement de la culture andalouse, tant arabe qu'hispanique, du VIII^e au XIII^e siècle – symbiose tant des trois religions du Livre que de ce que les cultures arabe, hispanique, et finalement méditerranéenne, contenaient de plus universaliste et progressiste –, puis son entrée en crise avec les premières persécutions des royaumes chrétiens contre les communautés juives soumises à leur autorité, alors que la Reconquista s'achevait, firent surgir des masses populaires juives, *contre* leurs dirigeants compromis avec les classes dominantes espagnoles, le mouvement de la kabbale et le Zohar. Ceux-ci représentaient à la fois l'expression d'un niveau jamais atteint dans le judaïsme des acquis universalistes et progressistes de l'Age d'Or andalou et un élan mystique permettant alors seul au judaïsme populaire ibérique de conserver l'espérance de temps meilleurs, face à une situation désormais sans issue.

Il y aurait lieu, sans aucun doute, d'étudier comment l'apport universaliste du judaïsme andalou, et plus généralement du judaïsme ibérique, a marqué les courants les plus progressistes du judaïsme européen (et de la culture européenne au sens large, comme en témoigne notamment l'œuvre de Spinoza). On ne sait que trop comment, au cours de ce siècle, malheureusement pour le judaïsme et pour l'humanité, c'est la tendance la plus chauvine, la plus « ethniste » du judaïsme européen qui l'a emporté (dans des conditions socio-historiques magistralement analysées par Abraham Léon¹⁹).

Le Zohar et le mouvement messianique

Il reste que la culture profonde du judaïsme populaire arabe a été imprégnée par le Zohar, par le piétisme qui en émane. Ceci est vrai dans l'« arrière-pays », dans les communautés rurales arabes (ou arabo-berbères), en symbiose culturelle avec le piétisme qui animait les masses populaires musulmanes de ces communautés (ce qui permet d'expliquer le culte commun des saints, si répandu dans tout le Maroc). Cette symbiose est le reflet d'une symbiose plus profonde encore, qui réside dans l'attachement commun à la terre commune de la communauté rurale malgré, sinon grâce à, une *relative* division ethnique²⁰ du travail au sein des communautés.

Cette conception de la religion juive, radicalement opposée au sionisme, était si enracinée au cœur des masses populaires juives arabes que les dirigeants sionistes, lorsque leur entreprise criminelle se tourna concrètement vers les masses populaires arabes, comprirent combien il était nécessaire de combattre la croyance profonde en l'attente du Messie.

En 1935 lors du Congrès juif mondial qui se tenait aux États-Unis, la bourgeoisie juive marocaine se rallia au projet sioniste, ayant renoncé à son projet intérieur d'assimilation aux colonisateurs français. De retour au Maroc, l'un des dirigeants sionistes, Prosper Cohen, adressait une exhortation à ces « juifs entêtés » pour qu'ils renoncent à l'attente messianique. Mais ces exhortations ne suffirent pas. Il fallut d'autres faits, *politiques* ceux-là, et la mise en place d'un énorme appareil d'encerclement sioniste des communautés juives marocaines, avec la complicité active du protectorat, puis la complicité plus ou moins passive des gouvernements marocains, pour arracher la masse des juifs marocains à leur pays.

Lorsqu'on a, comme moi, subi une coupure de plusieurs années sans la moindre information et que l'on ouvre à nouveau les yeux sur le monde, on est stupéfait de la façon dont l'appareil du sionisme a réussi à imposer cette véritable escroquerie idéologique qu'est le mythe du « sionisme messianique » qui aurait conduit les juifs arabes tout droit vers l'État d'Israël.

Ceci à un point tel qu'un auteur aussi scrupuleux que Doris Bensimon se laisse prendre à cette terminologie, même si quant au fond elle l'oppose au sionisme, lorsqu'elle écrit : « *Les masses juives marocaines, attachées aux traditions religieuses juives, ne se*

*préoccupent guère des aspects politiques du sionisme : leur sionisme est de type messianique.*²¹ » Or, le terme « sionisme »²² n'a historiquement qu'un sens : celui né à la fin du XIX^e siècle dans les conditions spécifiques du shtetl juif d'Europe centrale ; « sionisme politique » est donc un pléonasma et « sionisme messianique » sont deux termes contradictoires.

En revanche, le messianisme religieux amenait naturellement une tendance que l'on pourrait qualifier de « palestinocentrique » et dont nous avons vu le contenu pour tout le monde arabe. Le fait que cette tendance ait pu être pervertie par le sionisme, dans le contexte des structures coloniales et des dislocations néo-coloniales qui les ont suivies dans tout le monde arabe, doit être l'objet d'études. Il ne valide aucunement, bien au contraire, la notion de « sionisme messianique ».

Une telle escroquerie ne doit pas nous étonner quand elle apparaît dans les textes hystériques d'une Mme Bat Ye'or²³. Mais elle prend un ton plus « scientifique » lorsque Gérard Nahon conclut sa contribution au numéro spécial des *Temps modernes* en osant parler de l'« *essence messianique de l'État d'Israël* » ! Il ne précise pas si ledit Messie s'appelle Ben Gourion ou Menahem Begin... Un écrivain israélien un peu plus sérieux, bien que sioniste lui-même, Boaz Evron, a fustigé justement de telles opérations comme relevant de l'« *espèce la plus grossière de blasphème* »²⁴.

Cette conception de la religion juive, qui a dominé l'histoire du judaïsme arabe et de tout le judaïsme méditerranéen, a été mise en lumière de façon éclatante par l'un des principaux propagateurs du mouvement messianique de Sabbataï Zevi, au XVII^e siècle : le médecin et kabbaliste Abraham Miguel Cardoso. Ce mouvement messianique secouait alors une grande partie du judaïsme méditerranéen, et jusqu'à la colonie juive d'Amsterdam, alors récemment constituée par des réfugiés marranes du Portugal et d'Espagne. Contrairement à ce qu'affirme Gérard Nahon, qui y voit un « *ferment de réunion du peuple d'Israël* »²⁵, et à ce qu'écrit Ilan Halévi (que je ne mets certes pas sur le même plan que Gérard Nahon), qui parle de ce mouvement comme d'un « *messianisme nationaliste* »²⁶, ce mouvement se situait bien sur un terrain mystique, très proche du christianisme primitif de *rédemption spirituelle*. Ainsi, Cardoso écrivait au

rabbin de Smyrne, depuis Tripoli où il vivait alors, en pleine effervescence du mouvement sabbatique : « *Je n'aspire certainement pas au Messie parce que je suis en exil, car je ne suis pas en exil, ni parce que j'ai à lutter pour vivre, car je suis dans le confort, ni parce que j'ai besoin de temps pour étudier la Thora, car je dispose de temps et y suis convenablement préparé. Ainsi, je suis l'un de ceux qui aspirent au salut, non pour la recherche d'un bien matériel, mais pour se conformer au précepte " tu devras veiller au salut "*.²⁷ » Et Cardoso poursuit son explication par un développement purement mystique de sa recherche de la communion avec Dieu.

Cette conception du judaïsme, contrairement à ce qu'en pense Ilan Halévi, qui ne voit dans le mouvement sabbatique qu'un courant de marranes riches, était de fait celle de tout le judaïsme populaire arabe. S.D. Goitein a décrit le « piétisme éthique » des communautés juives du Yémen²⁸. On retrouve ce même piétisme dans toutes les communautés juives du monde arabe. Il a pu être observé sur place partout où des enquêtes récentes l'ont permis, ou mis en lumière par des observateurs scrupuleux et attentifs dans la mémoire religieuse de communautés déracinées, en France ou dans l'entité sioniste.

58 / 187

L'exil en Palestine

« *Je ne suis pas en exil.* » Voilà l'esprit de la kabbale et du Zohar, qui n'a cessé d'imprégner en profondeur le judaïsme arabe pendant des siècles – jusqu'à la pénétration coloniale et aux bouleversements qui en ont résulté, dont le sionisme a su profiter. Cette phrase, « *Je ne suis pas en exil* » – on devrait maintenant dire « *Je n'étais pas en exil* » – résume toute la véritable mémoire religieuse du judaïsme arabe.

Car le présent retrouve le passé. L'exilé juif marocain d'aujourd'hui – exilé hors du Maroc et déraciné, en France ou dans l'entité sioniste –, lorsqu'il peut s'exprimer devant quelqu'un qui sait l'écouter²⁹, retrouve à sa façon ce sentiment profond qu'exprimait Abraham M. Cardoso. Ainsi, se fondant sur une enquête réalisée en 1972 auprès d'un groupe d'émigrants juifs marocains en France, Margalit Cohen-Émerique situe précisément là cette mémoire religieuse. Elle écrit en 1980 : « *Le juif marocain a comme une vie baignant dans une atmosphère de religiosité et de piété intenses, qui font dire à l'un de nos interviewés : " nos parents vivaient comme les Patriarches "* » ou à Faisset [Pascale, décrivant le judaïsme marocain en

1930] “ *ce peuple, qui a créé dans les mellahs de véritables Jérusalem* ”.³⁰ »

En s'appuyant sur des faits précis, on voit comment l'appareil sioniste est responsable d'une véritable rupture, pour les juifs marocains – et les juifs arabes transplantés dans l'entité sioniste en général –, sur cette question même de la religion. C'est une dislocation réelle, qui leur impose un encadrement religieux et une conception de la religion juive qui n'a plus rien à voir avec la religion qui a été celle de leurs ancêtres pendant des siècles, qui est la leur, celle de leur pays d'origine. Car aujourd'hui, transplantés dans cette entité sioniste où tout leur est étranger, *les juifs arabes sont en effet en exil*.

La manière dont le sionisme parvient à les manipuler, pour les transformer en chair à canon, dans cette auto-négation collective, relève en tous cas d'une problématique tout autre que celle de la mémoire religieuse. Bien au contraire, c'est l'authentique mémoire religieuse qu'il faut faire ressurgir, qu'il faut extirper de la boue et du sang dans lesquels le sionisme l'a plongée.

Je ne veux bien entendu pas dire qu'il faille, par opposition à l'idéologie sioniste, souhaiter pour ces juifs arabes le retour pur et simple au mysticisme du passé, avec tout ce qu'il comportait de résignation et d'attente passive du rédempteur. Mais il faut rendre à cette « mémoire religieuse » ses lettres de noblesse. Il s'agit d'abord de la laver de la calomnie odieuse des idéologues sionistes, qui voudraient la présenter comme conduisant au sionisme et à ses crimes. Il faut aussi dissiper la confusion qui règne chez les intellectuels antisionistes d'aujourd'hui, probablement influencés par une démarche anticléricale et rationaliste occidentale, au sens du matérialisme bourgeois du XVIII^e siècle. Il faut enfin rendre à cette mémoire religieuse, et avec elle à la culture juive arabe dont elle était le cœur, sa valeur comme « esprit des temps sans esprit », sa valeur comme contribution à la culture arabe et à la culture universelle.

Pour se libérer de l'oppression qu'il subit dans l'entité sioniste, dans le processus même de lutte pour sa libération, le judaïsme arabe de Palestine doit *reprendre le chemin ascendant de sa propre culture* et rejoindre le combat pour la libération de la Palestine en secouant le joug de l'oppression sioniste.

III – Le projet palestinien et ses perspectives

Je voudrais pour terminer attirer l'attention sur un point qui, bien que n'étant pas le plus déterminant pour la question traitée ici, a cependant son importance : la crédibilité du projet palestinien aux yeux des masses juives arabes de Palestine.

En effet, si la raison déterminante de l'enlèvement du mouvement juif arabe en Palestine – amorcé par les Panthères noires en 1971 – réside dans des causes internes à cette communauté, il n'en reste pas moins que les ambiguïtés qui sont apparues au cours des années 70 dans le projet palestinien ont pu avoir des effets négatifs.

Nous avons vu le phénomène pour les juifs de Djerba : ils se sont arrachés à leur pays, croyant sauvegarder ainsi leur « judéité », sans être conscients que leur véritable identité n'était pas « juive » mais « juive arabe ». Cette identité profonde est niée, et ne peut qu'être niée, dans l'entité sioniste. Cependant, ils ne peuvent rejeter l'oppression qu'ils subissent en tant que juifs arabes que dans le cadre d'un projet politique qui leur permettrait de retrouver leur identité et de la réaffirmer.

Le seul projet qui réponde objectivement à cette exigence profonde est celui de l'État démocratique palestinien, tel qu'il a été formulé pour la première fois le 1^{er} janvier 1969 par El Fath et repris ensuite par l'ensemble de la révolution palestinienne.

60 / 187

Les solutions envisageables

Tout d'abord, deux États coexistant côte à côte, l'un sioniste, l'autre palestinien. En admettant que cette solution soit réalisable (ce qui me paraît personnellement impossible, car jamais le sionisme, qu'il soit « faucon » ou « colombe », ne pourrait y consentir sans renier sa propre essence, et l'impérialisme américain a trop besoin de l'armée sioniste pour l'y contraindre), quel avenir y aurait-il pour les juifs arabes dans cet État sioniste ? Aucun avenir, mais la certitude de tensions internes encore plus importantes que celles qu'ils subissent aujourd'hui.

Voyons maintenant le rêve fasciste-sioniste du « Grand Israël », mis en œuvre par Begin et consorts. Quelle solution peut-il apporter aux problèmes des juifs arabes ? L'évolution actuelle de l'État d'Israël ne tend pas vers ce qu'Ilan Halévi appelle le « fascisme moyen-oriental », mais vers un

fascisme véritable, tel que l'a inventé l'Occident capitaliste et « humaniste ». Le racisme est aujourd'hui d'importation américaine, il vient de la « Ligue de défense juive » et du Goush Emounim. Et si Ilan Halévi a raison d'écrire, dans la conclusion de son livre, que la communauté juive américaine (en fait, la tendance dominante de cette communauté) devient « un véritable protagoniste du conflit », ce n'est pas seulement en tant qu'elle-même, mais comme représentante des tendances les plus bellicistes, les plus agressives et les plus racistes de l'impérialisme américain. Or, de telles tendances ne peuvent que se renforcer : face à la montée en puissance des peuples du monde, notamment au Moyen-Orient, l'impérialisme américain ne peut se reposer que sur une base fiable en cas de conflit généralisé avec l'Union soviétique : l'armée sioniste, l'entité sioniste.

On voit donc l'articulation, l'interpénétration étroite entre bellicisme américain et fascisme américano-sioniste. Cela rend parfaitement vaine l'illusion entretenue par la réaction arabe, selon laquelle il serait possible de « convaincre » (par quel moyen ? la diplomatie ? l'« arme » du pétrole, aujourd'hui bien impuissante ?) l'impérialisme américain de faire pression sur l'État sioniste, afin qu'il consente à laisser un État palestinien exister sur la Rive occidentale et à Gaza. D'autre part, cela éclaire la vraie nature de la démagogie chauvine et raciste entretenue par Begin et consorts, selon laquelle le « Grand Israël » résoudre tous les problèmes internes, y compris ceux des juifs orientaux. En effet, ceux-ci subiraient alors plus que jamais le racisme anti-arabe du fascisme américano-sioniste, et son corollaire anti-juif arabe.

61 / 187

Un programme d'action

Non ! Ce qu'il faut absolument, c'est *briser le rapport de forces* qui enferme aujourd'hui la résistance palestinienne. C'est en fonction de cet objectif, et de cet objectif seulement, qu'un programme d'action doit être envisagé. Dans la situation actuelle, briser le rapport de forces implique deux conditions.

Tout d'abord, accumuler les forces matérielles, sur le plan militaire. Il faut envisager une guerre traditionnelle (mais de type moderne) localisée. Ceci implique nécessairement de tenir compte des impératifs de la situation politique régionale et internationale et des appuis nécessaires, auprès des États arabes et du reste du monde, pour y parvenir – ce qui n'est pas facile,

si l'on veut éviter de tomber dans l'aventurisme gauchiste ou au contraire dans le suivisme droitier. Or, ceci exclut précisément tout objectif de « destruction de l'État d'Israël » et impose à la résistance palestinienne l'objectif limité de la création d'un État palestinien sur la Rive occidentale et à Gaza. En revanche, il me semble que la résistance palestinienne pourrait parvenir à faire admettre à ses alliés et à la majeure partie de l'opinion publique internationale – dans le Tiers Monde, mais aussi dans les pays socialistes et à une large partie de l'opinion occidentale – que cet objectif limité n'implique pas pour autant la reconnaissance, directe ni indirecte, de l'État d'Israël, ni l'abandon de son objectif ultime d'un État démocratique palestinien.

Ensuite, désagréger politiquement de l'intérieur les forces adverses – aussi bien au sein de l'État d'Israël que de l'opinion publique occidentale. Les tendances politiques intrinsèquement opposées à la logique même de l'entité sioniste reposent sur l'aspiration à la paix, mais une paix liée à la sécurité de la population juive aujourd'hui rassemblée dans l'État d'Israël.

Stratégiquement, le programme de l'État démocratique palestinien répond à cette exigence. Mais s'il n'apparaît aujourd'hui pas fiable à l'opinion occidentale ni à la population juive israélienne, c'est pour deux raisons, liées l'une à l'autre.

Premièrement, le sort et la sécurité de la population juive de Palestine semblent liés à l'existence d'un « État juif ». C'est le mythe sioniste. Ce mythe ne saurait être passé sous silence par l'opinion progressiste. Il doit au contraire être vigoureusement combattu. Les progressistes juifs des autres pays doivent être les premiers à mener ce combat, quoiqu'il leur en coûte d'avancer à contre-courant de l'idéologie actuellement dominante. Leur action doit être menée également sur le plan religieux, notamment en ce qui concerne les juifs arabes, dont on a vu combien la mémoire religieuse et culturelle réelle est opposée au sionisme. Les faits viendront nécessairement donner raison à une telle action.

Deuxièmement, après toutes les ruptures engendrées par la période coloniale puis les fausses indépendances, l'État arabe néo-colonial ne permet pas une véritable intégration des juifs en son sein. Or, les juifs arabes de Palestine ont toujours connu cette situation. Bien plus, les radios des pays arabes voisins leur apportent tous les jours la confirmation de l'échec de cette intégration. On comprendra qu'ils ne puissent « faire confiance aux Arabes » tant que ces radios répercuteront à longueur de

journée le chauvinisme et le racisme sur lesquels les dirigeants de ces États tentent d'asseoir leurs régimes oppresseurs.

Par conséquent, le projet palestinien ne pourra être fiable aux yeux de la population juive arabe de Palestine que dans la mesure où la résistance palestinienne pourra se démarquer davantage qu'elle ne le peut aujourd'hui des États réactionnaires arabes... et des autres.

La nécessité d'une étape intermédiaire

Il est vain à mon sens, pour les raisons exposées plus haut, de compter dans la phase historique actuelle sur une possibilité d'adhésion massive de la population juive de Palestine, même arabe – militants d'avant-garde mis à part –, au projet d'État démocratique palestinien. Pour y parvenir, il faut une étape intermédiaire.

Cette étape ne proposera pas la coexistence d'un État sioniste raciste et d'un État palestinien, mais de deux États fondés l'un et l'autre sur les principes de laïcité et de démocratie pour tous les citoyens, c'est-à-dire pour tout le peuple palestinien et toute la population juive de Palestine (mais plus du tout, bien entendu, pour les « juifs du monde entier »). Concrètement, celui des deux États, quel que soit son nom, qui se substituerait à l'entité sioniste établie en 1948-1949 en Palestine, aurait à intégrer comme citoyens de plein droit la population juive de cette entité, les Palestiniens qui sont demeurés sur place, ainsi que tous ceux qui ont été chassés par l'agression sioniste de 1948 et leurs descendants.

Elle n'exigera pas du peuple palestinien et de son unique représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine, la reconnaissance de cet État, même ainsi restructuré, car ce serait renoncer à l'exigence fondamentale et au droit inaliénable du peuple palestinien : la réunification de *toute* la Palestine en un État démocratique palestinien. A-t-on pu exiger des Vietnamiens, que ce soit en 1946 à Paris ou en 1954 à Genève, qu'ils renoncent à la réunification de leur pays ? Les Allemands ont-ils perdu l'espoir de réunifier le leur ?

Une dernière question se pose : le passage de l'étape intermédiaire à l'objectif final pourra-t-il par avance être proclamé comme pouvant se faire pacifiquement – comme c'est le cas en Allemagne, pour des raisons évidentes d'équilibre international ? Qui peut l'affirmer, qui pourrait exiger du peuple palestinien *et* des juifs de Palestine aujourd'hui opprimés qu'ils

renoncent à la seule arme des peuples, la violence révolutionnaire ? Sans doute les forces extérieures pourraient-elles ne pas intervenir, sans que cela implique la signature d'un traité de paix ni la reconnaissance par les États arabes d'un État d'Israël en Palestine occidentale, même « dé-sionisé ». La situation serait plutôt analogue à celle entérinée en Indochine par les accords de Genève en 1954. Un tel engagement de non-intervention des États arabes extérieurs à la Palestine serait bien entendu subordonné non seulement à la « dé-sionisation » de cet État de Palestine occidentale, à son adoption d'une Constitution et d'une loi de citoyenneté normales pour notre époque, mais aussi au fait qu'il cesse de jouer le rôle de tête de pont militaire de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Pour parvenir à un tel objectif, il ne s'agit donc pas principalement de faire de la « diplomatie », mais bien de *briser le rapport de forces* qui permet aujourd'hui aux criminels aux mains ensanglantées de Washington, de Londres et de Tel-Aviv, ainsi qu'à leurs hypocrites complices de Paris et de Bonn, de parler au nom d'une soi-disant « morale internationale », de massacrer ou de laisser massacrer au nom d'un « droit international ». Leur « morale » et leur « droit » ne sont que ceux que s'octroient les oppresseurs des peuples.

Il me paraît cependant possible, à condition de se battre *politiquement* pour les objectifs que je viens de définir, *sans interrompre le combat armé*, de convaincre une partie importante de l'opinion internationale et de la population juive de Palestine, actuellement trompées par les oppresseurs des peuples. Alors, la première étape de ces objectifs deviendra réalisable et cette victoire politique et militaire ouvrira la voie à l'étape suivante, à savoir la libération de toute la Palestine et, avec elle, la libération des juifs de Palestine eux-mêmes.

Judaïsme et sionisme : contradictions et perspectives

juillet 1982

La guerre qui fait actuellement rage au Liban dévoile aux yeux de tous, pour la première fois depuis 1948, la vérité nue : le peuple palestinien est *seul* face à l'ennemi sioniste. Inutile de rappeler ici la complicité de la réaction arabe et même la lâcheté des régimes progressistes arabes. Une fois de plus, les militants arabes ont également pu éprouver les limites du soutien soviétique³¹.

Non seulement le peuple palestinien se retrouve seul face à l'ennemi, mais en plus ce dernier tient à sa merci, militairement, le principal noyau armé de ce peuple héroïque ainsi que sa direction politique, militaire et culturelle, dans Beyrouth assiégée.

Et pourtant, depuis bientôt deux mois, l'ennemi piétine. Les Sharon et les Begin, assoiffés du sang des résistants palestiniens, auraient-ils été soudain pris d'humanité ? Non, bien évidemment. Mais la réalité profonde à partir de laquelle nous devrions tous mener notre réflexion est la suivante : la résistance héroïque du peuple palestinien a fait éclater les contradictions existantes dans le camp ennemi. Elle sape les fondements du sionisme, et par là même freine le bras des assassins. Les militants arabes ont découvert, souvent étonnés, l'éclatement de ces contradictions parmi les citoyens israéliens. Alors qu'il n'y eut que peu ou pas de manifestations dans le monde arabe, 100 000 juifs israéliens ont défilé à Tel-Aviv, contre la guerre, pour la paix. De nombreux officiers et soldats israéliens ont protesté contre cette guerre. La presse a publié une lettre ouverte de 102 officiers de réserve israéliens, s'élevant contre cette guerre et ses atrocités.

Dans le monde entier, en particulier en Europe occidentale et aux États-Unis, des centaines d'intellectuels juifs ont protesté dans la presse. Il faut rappeler qu'en 1967, ceux qui avaient protesté contre la guerre des Six Jours avaient été des exceptions, considérés un peu partout comme des bêtes curieuses.

Bien entendu, il ne faudrait pas retirer de tout cela l'impression que l'ennemi est en décomposition et que son bras assassin est définitivement arrêté. Au contraire, il faut s'attendre à ce que ce bras accomplisse jusqu'au bout son geste criminel, aille jusqu'au bout du massacre de Beyrouth et du noyau armé héroïque de la résistance palestinienne. Le 26 juillet, un porte-parole du gouvernement sioniste a affirmé, en seule réponse à la déclaration de Yasser Arafat acceptant toutes les résolutions de l'ONU, « *Notre intention est de détruire la structure politique et militaire de l'OLP* ». Ce même gouvernement sioniste vient d'intégrer, ces jours derniers, l'aile la plus fasciste du parlement israélien, en la personne de la députée fasciste Geoula Cohen, qui ne rêve que de la réalisation du « Grand Israël » et de la destruction du peuple palestinien.

Au sein de la population juive de l'entité sioniste, 600 000 personnes ont manifesté pour la paix. Il n'en reste pas moins qu'une large majorité de la population a appuyé l'invasion du Liban et que 200 000 personnes ont pu être réunies pour manifester leur soutien à Begin...

Aussi convient-il de procéder à une analyse lucide et responsable des contradictions qui ont éclaté pendant cette guerre dans le camp qui soutient habituellement l'ennemi sioniste. Une telle analyse se doit de dépasser le chauvinisme, le racisme et le sectarisme, y compris dans ses manifestations de gauche, auxquelles n'ont jusqu'à présent pas échappé la majorité des patriotes arabes qui réfléchissent sur la question, à l'exception justement des militants palestiniens. Mais il ne faut pas pour autant tomber dans l'opportunisme des capitulars qui préconisent l'entente avec l'ennemi sur la base de la reconnaissance de l'État sioniste. Nous devons prendre exemple de la lucidité et du sang-froid des dirigeants de la résistance palestinienne, en premier lieu de Yasser Arafat, et tâcher de comprendre nous-mêmes quelles sont ces contradictions. Il nous faut en analyser les fondements, la portée, les limites et étudier les possibilités de les dépasser. Voici la voie dans laquelle j'engage ma réflexion.

67 / 187

I – La différence entre cette guerre et les précédentes pour l'opinion occidentale

Je dois tout d'abord préciser qu'il est impossible de comprendre les contradictions au sein du camp qui soutient l'ennemi sioniste si l'on sépare

l'opinion des juifs de l'entité sioniste de celle des juifs du monde occidental dans son ensemble et de l'opinion occidentale en général. Il faut bien sûr étudier les spécificités de chacune, mais garder à l'esprit une vision globale.

Or, la guerre en cours a eu sur l'opinion occidentale un impact profond, provoquant une prise de conscience de la réalité du sionisme, pour des raisons qu'il convient d'expliquer rapidement.

Tout d'abord, cette guerre apparaît à l'opinion occidentale très différente des guerres précédentes. On peut résumer la perception des caractéristiques des guerres précédentes par le tableau suivant :

	1948	1956	1967	1973
apparence d'encerclement de l'entité sioniste par les pays arabes environnants	*		*	*
rôle du peuple palestinien non apparent	*	*	*	*
guerre très courte		*	*	
guerre assez courte ou série d'opérations	*			*

68 / 187

Au contraire, la guerre actuelle est une guerre longue, menée contre le peuple palestinien et les populations civiles libanaises par une armée israélienne très puissante et très moderne, opposée à un noyau limité, constitué de résistants palestiniens et de leurs alliés progressistes libanais.

L'évolution de l'opinion occidentale

De plus, il faut tenir compte de la lente évolution qui se réalise depuis quelque trente-cinq ans dans l'opinion occidentale face à la réalité des peuples du Tiers Monde – et également d'un début de prise de conscience de la réalité du sionisme.

La réalité des peuples du Tiers Monde a commencé à s'imposer à l'opinion occidentale par la guerre d'Algérie, puis par l'héroïque guerre menée par le Viêt-nam contre le géant impérialiste américain. Le mouvement de libération des peuples du Tiers Monde est devenu une réalité que personne ne peut plus ignorer. De plus, une fraction importante, sinon majoritaire dans certains pays, de l'opinion publique d'Europe occidentale

tient ce mouvement pour un mouvement progressiste bénéficiant à l'humanité dans son ensemble – même si cela se traduit par certains courants de récupération, par la social-démocratie en particulier.

Par ailleurs, les illusions qu'avait pu semer l'aventure sioniste durant les années 40 dans l'opinion occidentale sont maintenant bien érodées. A l'époque – et dans un contexte plus général où cette opinion ne faisait aucun cas des peuples du Tiers Monde – l'aventure coloniale sioniste en Palestine était recouverte d'un vernis « humaniste », et même « socialiste ». Bien entendu, il s'agissait là d'un humanisme et d'un socialisme à l'usage exclusif des occidentaux. Aujourd'hui, ce vernis est bien tombé... chacun connaît la décomposition de la société israélienne, caricature de la décomposition de la société capitaliste. Les fameux kibboutzim, censés être des pôles de socialisme dans l'entité sioniste, sont devenus des entreprises capitalistes prospères, fonctionnant sur un modèle coopératif, certes, mais exploitant la main-d'œuvre des ouvriers arabes et juifs arabes et non des propriétaires coopérateurs.

Les conséquences de la guerre du Liban

Ce résumé permet de comprendre les conséquences de cette guerre pour l'opinion, tant israélienne qu'occidentale en général.

On doit noter l'effet important des pertes en vies humaines sur l'opinion israélienne, d'autant que ces pertes ont dépassé toutes celles des guerres précédentes et se prolongent.

Les atrocités qui ont été commises, et qui continuent d'être commises sur les populations civiles, tant au Sud-Liban qu'à Beyrouth par les bombardements, ont violemment choqué l'opinion mondiale et en particulier l'opinion occidentale et les juifs en son sein. De même, elles ont été un véritable traumatisme pour de nombreux soldats et officiers de l'armée sioniste.

L'opinion occidentale et les hommes politiques les plus réalistes, tant de l'État sioniste que du reste de l'Occident, commencent à prendre conscience des dangers stratégiques que représente le risque de montée des forces révolutionnaires arabes au Moyen-Orient, y compris celles de la révolution islamique iranienne, pour l'État d'Israël comme pour les intérêts capitalistes dans la région.

En relation étroite avec cet aspect se développe la prise de conscience de l'impossibilité de détruire le peuple palestinien et sa résistance, aussi bien armée que politique et culturelle. Cette résistance est le principal ferment de la maturation des forces révolutionnaires dans le monde arabe.

Ces différents points ont des effets complexes sur l'opinion occidentale. Dans la grande majorité de cette opinion, intoxiquée depuis des années par le mythe sioniste, les réactions contre la guerre sont essentiellement « humanistes ». Il ne faut pas les mépriser, d'autant qu'elles s'articulent avec le profond courant pacifiste qui est en train de secouer le monde occidental et représente actuellement la principale possibilité d'arrêter les bellicistes impérialistes. De telles réactions pèsent sans aucun doute sur les positions des dirigeants politiques impérialistes et ont notamment contraint Reagan à faire retarder le massacre de Beyrouth, afin de trouver une solution permettant à la fois de réaliser la liquidation politique et militaire de l'OLP et d'éviter l'opération militaire proprement dite contre Beyrouth.

Cependant, ces réactions insuffisamment conscientes peuvent être récupérées par les hommes politiques les plus habiles de l'Occident et c'est comme cela qu'il faut comprendre les positions du gouvernement français, par exemple, mais aussi celles de dirigeants sionistes se couvrant d'un voile prétendument humaniste. Les déclarations de Pierre Mendès France, Nahum Goldman et Philip Klutznick, qui ont fait grand bruit dans le monde entier et ont été saluées chaleureusement ici même par le journal *Al Bayane*, se rangent dans cette dernière catégorie.

Aussi devons-nous procéder à un examen plus approfondi et plus concret pour préciser dans quelle mesure ces réactions sont récupérables par l'Occident impérialiste et quels sont au contraire les ferments contradictoires pouvant conduire au dépassement des objectifs de l'Occident impérialiste et du complot sioniste, et contribuer efficacement à la libération de la Palestine. A cette fin, nous devons analyser concrètement ces potentiels de contradictions, tant au sein de l'entité sioniste que de ses principaux appuis dans le monde occidental.

Tout d'abord, il faut bien comprendre que la nature de l'entité sioniste ne peut pas être ramenée à celle d'un État indépendant et autonome. L'entité sioniste est bien le détachement avancé du monde occidental au cœur du Moyen-Orient, au cœur du monde arabe, mais ce détachement est artificiel. Il est constitué d'un conglomérat d'immigrants juifs venus de différents pays du monde et de cultures différentes, dont la cohésion repose

essentiellement sur l'appui des communautés juives dans le monde – appui politique et idéologique aussi bien que matériel – et, au moins autant, sur l'appui matériel et politique des puissances impérialistes, en particulier des États-Unis. Nous examinerons d'abord les contradictions au sein de l'entité sioniste, puis les contradictions potentielles aux États-Unis, principal appui de cette entité, et enfin les contradictions des partisans du sionisme d'un pays impérialiste qui joue un rôle important dans ce domaine, à savoir la France.

II – Les contradictions au sein de l'entité sioniste

Au niveau des forces politiques organisées et représentées au parlement israélien, seul le parti communiste, le Rakah, avec quatre députés sur cent vingt, s'oppose au projet sioniste. L'ensemble des autres forces politiques parlementaires constitue l'appareil politique traditionnel du sionisme. Rien ne sépare sur le fond ces différentes forces, en ce qui concerne le projet final du sionisme : réaliser un État juif sur le territoire d'« Eretz Israël », à savoir toute la Palestine de 1948, plus la Jordanie et même une partie du Sud-Liban et de la Syrie. Les divergences qui existent entre ces forces portent simplement sur les modes de réalisation de cet objectif stratégique. Ainsi, le projet « jordanien » de Shimon Pérès vise en fait à réaliser effectivement l'État sioniste total, c'est-à-dire un État entièrement juif en Palestine, tout en instaurant un protectorat sur la Jordanie, consacrée pour l'occasion « État palestino-jordanien ». Dans un discours récent, Begin semble d'ailleurs se rallier à pareil objectif. Aussi bien est-il vain d'entrer dans le jeu classique des politiciens occidentaux et des bourgeoisies arabes en établissant des distinctions entre « faucons » et « colombes », entre sionistes et sionistes.

Si, dans les débats parlementaires, une minorité de députés du parti travailliste de Shimon Pérès s'est montrée sensible à la pression de l'opinion publique, occidentale et israélienne, il ne faut guère s'attendre à une action politique efficace provenant de ce côté.

La Paix maintenant et le Shelli

En dehors de ces forces politiques traditionnelles, les seules formations qui aient, durant cette guerre, joué un rôle de mobilisation de l'opinion publique en faveur de la paix sont le mouvement La Paix maintenant et le parti Shelli, dont la personnalité la plus connue est le journaliste et ancien député Uri Avnery. La Paix maintenant, notamment, a organisé la manifestation pacifiste qui a rassemblé 100 000 personnes à Tel-Aviv.

Étant donné l'importance qu'ont prise les actions menées par ce mouvement durant la guerre du Liban, il est nécessaire de s'appesantir quelque peu sur La Paix maintenant, le Shelli et la nature de leurs projets. Ceci est d'autant plus important qu'ils s'avèrent rejoindre le projet « réformiste sioniste », largement mis en avant par la presse occidentale durant cette période, et qui a été particulièrement illustré par l'appel de Mendès France, Goldman, Klutznick... auquel la presse occidentale a largement ouvert ses colonnes.

Le Shelli représente la fraction de l'intelligentsia ashkénaze qui a la vue la plus claire des difficultés stratégiques que pourraient rencontrer l'impérialisme et le sionisme dans la région si Israël s'entête dans sa politique d'occupation de l'ensemble de la Palestine. Que peut signifier d'autre, en effet, vouloir renoncer aux territoires occupés en 1967 tout en maintenant un État d'Israël sioniste dans ses frontières de 1948 ? Maintenir un État sioniste signifie, par le seul fait de sa perméabilité constante et de son lien organique avec les puissantes communautés juives des pays impérialistes, que cet État restera intégré à l'impérialisme et sera toujours de fait une enclave de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Une réduction de l'entité sioniste aux frontières d'avant 1967 diminuerait-elle le danger qu'elle représente pour l'ensemble des peuples arabes du Moyen-Orient et au premier chef pour le peuple palestinien ? En aucune manière. Du point de vue strictement militaire, le général Matti Peled, membre du Shelli, déclarait le 5 février 1981 au micro de la BBC que les nécessités de la guerre moderne et les techniques militaires de pointe rendaient totalement inutiles, sinon nuisibles, les établissements frontaliers du type des kibboutzim, forme classique de défense des frontières de l'entité sioniste durant les premières guerres.

D'autre part, ce projet s'insère dans une stratégie plus large de l'impérialisme au Moyen-Orient : le retour aux frontières de 1967 pourrait alléger la pression révolutionnaire sur les États réactionnaires du Golfe et préparer l'intégration de l'ensemble du Proche-Orient à la zone d'influence

impérialiste, par le biais des traités de paix qui seraient signés avec l'État d'Israël. En effet, pareil État, qui continuerait à jouer son rôle politique d'enclave impérialiste au Moyen-Orient, constituerait une véritable zone franche, tête de pont économique de l'impérialisme. Par ce moyen, la main mise serait assurée sur l'ensemble de la région, dans le cadre de ce qu'on appelle habituellement la nouvelle division internationale du travail. Dans ce schéma, l'entité sioniste resterait la plate-forme à haute technologie permettant de maintenir la domination sur la région.

Il convient de distinguer entre deux réactions à la déclaration de Mendès France, Goldman et Klutznick. D'une part, la juste attitude tactique de Yasser Arafat, utilisant toutes les contradictions au sein du camp sioniste dans les conditions difficiles où se trouve la résistance palestinienne, et qui salue cette déclaration de même qu'il reçoit à Beyrouth Uri Avnery. D'autre part, l'attitude du PPS (Parti du progrès et du socialisme du Maroc) et de Simon Lévy, qui n'a que louanges³² pour cette déclaration et n'exprime à aucun moment une quelconque réserve ni même une mise en garde sur le fond.

Cela dit, le projet de La Paix maintenant est-il susceptible de s'imposer effectivement au sein de l'entité sioniste ? Rien n'est moins sûr. L'essence même du projet sioniste, du mythe sioniste, repose sur la réinstallation des juifs du monde entier dans le territoire d'« Eretz Israël », c'est-à-dire pour les partisans de ce mythe l'ensemble de la Palestine, au moins. On a pu voir les difficultés immenses qu'a éprouvées l'appareil sioniste pour faire évacuer la colonie de Yamit, en bordure du Sinaï, alors que ce territoire représente une zone marginale dans ce fameux « Eretz Israël ». Il est donc tout à fait impensable que ce même appareil sioniste et ses partisans puissent renoncer à ce qui représente une partie essentielle de cet « Eretz Israël », ce qu'ils appellent la Judée et la Samarie.

Il faut à ce propos comprendre que l'impérialisme américain n'est pas en mesure d'imposer au sionisme un changement aussi radical, qui l'amènerait à renoncer à l'essence même de son projet. La relation entre l'impérialisme américain et l'entité sioniste n'est pas une relation de maître à valet mais une relation dialectique sur laquelle je reviendrai plus avant, qui les lie intimement et ne permet pas à l'impérialisme américain de faire renoncer le sionisme à sa propre nature.

Tant que le sionisme n'est pas remis en cause dans sa nature et dans sa logique même par ceux qui en constituent le fondement et l'appui, c'est-à-

dire en premier lieu les juifs israéliens, puis les communautés juives des principaux pays occidentaux (et en particulier des États-Unis), tant que les fondements du sionisme ne seront donc pas sapés à leur base même, le sionisme ne pourra que persister dans son projet et les vues d'Uri Avnery et de ses compagnons ne pourront pas être appliquées.

Il n'en reste pas moins que dans l'immédiat, vu l'extrême gravité de la situation actuelle, ces contradictions sont très importantes et ont joué un rôle non négligeable dans les difficultés qu'a éprouvées l'appareil sioniste à aller jusqu'au bout de ses crimes au Liban, jusqu'à ce jour tout du moins.

Quelles sont les possibilités de briser la logique même du sionisme ?

La leçon essentielle de cette guerre est d'avoir montré le « sououd » inébranlable du peuple palestinien, qui oblige le sionisme à aller jusqu'au bout de sa logique de mort, de sa logique fasciste. En se dévoilant ainsi aux yeux du monde, il sape ses propres fondements, et ce, jusque dans les communautés juives des pays impérialistes qui constituent son soutien de base.

Le président du Congrès juif mondial – principale organisation du sionisme à l'échelle du globe – a déclaré lors de la réunion du comité exécutif, rassemblé d'urgence à Paris le 8 juillet : « *Israël ne peut pas, ne devrait pas, ne pourra jamais poursuivre son chemin isolé du reste du monde* ». Ce même président se réjouissait³³ du fait qu'« *Israël a déjà brisé la colonne vertébrale de l'OLP* ». Et Simon Lévy décerne des louanges à cette organisation sioniste...

Le sionisme est vraiment un colosse aux pieds d'argile, qui repose sur les communautés juives d'Occident, en particulier des États-Unis et de France. Mais la fragilité de ce colosse apparaît au sein même de la population israélienne, à condition de mettre en cause les fondements de l'entité sioniste. La principale contradiction qui traverse cette entité est celle qui dresse une barrière entre les juifs « ashkénazes », c'est-à-dire euro-américains, et les juifs orientaux, dans leur très grande majorité des juifs arabes. Le mouvement des Panthères noires, qui avait secoué les juifs orientaux en 1971 et ébranlé le sionisme dans ses fondements, a pu être récupéré par l'appareil politique du sionisme durant les années 70. Cela, faute principalement d'une plate-forme idéologique et politique et d'une

prise de conscience claire, de la part des militants des Panthères noires d'alors, des perspectives de leur propre action.

Dans la situation d'oppression culturelle que subissent les juifs arabes et orientaux au sein de l'entité sioniste, la démagogie ultrachauvine de Begin l'a emporté sur l'appareil travailliste, qui représentait pour ces juifs arabes et orientaux l'appareil même de leur exploitation et de leur oppression. Cependant, le fossé de méfiance qui sépare ces juifs de leurs frères arabes est actuellement trop profond pour qu'ils puissent être gagnés d'emblée au projet – pourtant le seul viable stratégiquement – d'État démocratique palestinien.

Seul un mouvement autonome de renaissance culturelle et politique de ces juifs arabes et orientaux leur permettra de prendre conscience de leur identité, de l'affirmer politiquement et de se dresser alors contre l'emprise du sionisme. Comme je l'ai dit, la première étape ne sera pas la revendication d'un État démocratique palestinien, mais de deux États, l'un palestinien, l'autre israélien non sioniste, laïc, intégrant à la fois les juifs israéliens actuels et les Palestiniens chassés de la région en 1948.

Le parti communiste israélien

Nous n'avons pas parlé jusqu'à présent de la seule force politique qui mette en cause effectivement le sionisme, à savoir le parti communiste, le Rakah. On sait que ce parti, formé à l'origine par des ouvriers juifs d'origine européenne, n'a trouvé de véritable base sociale que dans la population arabe « citoyenne d'Israël » et, plus récemment, dans les années 70, chez une partie des juifs orientaux, grâce à son ralliement à une coalition électorale menée par les anciens dirigeants des Panthères noires. Ce parti communiste représenterait donc un potentiel de mise en cause du sionisme important ; d'ailleurs, il a organisé des actions notables, par exemple la « Journée de la Terre » en Galilée, en 1976. Toutefois, ce parti reste beaucoup trop prisonnier des schémas classiques de la lutte des classes, venus du mouvement ouvrier européen. Ces schémas ne peuvent pourtant pas s'appliquer tels quels à l'entité sioniste, qui ne peut être considérée comme une véritable société dont la lutte des classes serait le moteur. En particulier, le Rakah sous-estime la nature nationale de la contradiction qui oppose les juifs arabes et orientaux à l'entité sioniste, ce

qui ne lui permet pas de développer de façon conséquente son action parmi eux.

Judaïsme et sionisme

Avant de passer à l'examen des contradictions au sein des bases arrières du sionisme dans les principaux pays impérialistes, nous devons nous arrêter un instant sur le problème des rapports entre judaïsme et sionisme, problème commun aux contradictions des juifs israéliens et des juifs des pays impérialistes.

Pour le comprendre, le lecteur doit faire un retour critique en arrière sur les idées largement répandues au Maroc par la propagande bourgeoise et féodale, qui identifie depuis longtemps judaïsme et sionisme. Cette propagande a d'ailleurs trouvé écho au sein de la gauche marocaine, y compris de la gauche se réclamant d'une démarche scientifique, car cette dernière est trop souvent comprise comme nécessairement anti-religieuse. En fait, il faut comprendre que toute religion a un double caractère, car elle ne peut être intégrée véritablement par les masses populaires que si elle répond à leurs aspirations.

Cependant, les classes dominantes s'efforcent d'utiliser la religion pour leurs intérêts propres et y parviennent souvent, mettant à profit les ambiguïtés que les textes sacrés peuvent comporter. Les textes de la Bible, en effet, contiennent des contradictions et des ambiguïtés qui ne peuvent se comprendre que dans le cadre des péripéties de l'histoire des juifs dans l'Antiquité.

Le sionisme a isolé ceux de ces textes qui correspondaient à l'organisation tribale des juifs à certaines périodes de leur histoire, pour en faire des dogmes, racistes de fait. Cependant, l'histoire des juifs dans l'Antiquité se caractérise également par le dépassement de ces limites tribales, et c'est cela, précisément, qui a permis au judaïsme de se perpétuer en tant que religion. Les conceptions universalistes et humanistes présentes dans de nombreux textes bibliques ont été amplifiées durant les périodes d'épanouissement du judaïsme, lorsque les communautés juives vivaient en symbiose avec les sociétés environnantes. Ceci a été le cas essentiellement du judaïsme andalou et du judaïsme arabe tout au long de leur histoire, ainsi que celui du judaïsme d'Europe occidentale, du début du XIX^e siècle à l'avènement du nazisme.

En revanche, c'est dans les communautés d'Europe orientale, situées à cheval entre la Pologne et la Russie, que se sont constitués des modes de vie repliés sur eux-mêmes, dans des conditions qui ont été analysées précisément par Abraham Léon³⁴. L'idéologie en vase clos du judaïsme dans ces communautés a donné naissance au sionisme à la fin du XIX^e siècle, avec l'entrée en crise de ces communautés, qu'Abraham Léon décrit très exactement. C'est ce sionisme, dans son alliance organique avec l'impérialisme, qui a permis l'installation de colonies en Palestine puis, dans les conditions tout à fait particulières qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, la création par la force de l'entité sioniste.

Cependant, afin d'attirer les juifs du monde entier, le sionisme devait revêtir une apparence humaniste. Ceci était possible en Europe et aux États-Unis, grâce à l'ignorance qui régnait à l'époque concernant le Tiers Monde et les peuples opprimés. De même, la propagande sioniste, afin d'attirer les juifs des pays arabes en Israël, prétendait que cette émigration n'était absolument pas dirigée contre les Arabes. Ici, au Maroc, cette propagande était d'autant plus crédible que jusqu'en juin 1967 les forces nationales essentiellement bourgeoises n'avaient guère prêté attention au fait sioniste, laissant même entendre qu'après tout les juifs pouvaient bien avoir leur État là-bas puisque les musulmans avaient le leur ici...

77 / 187

Dans un premier temps, la réalité du sionisme en tant qu'entreprise colonialiste et raciste, dirigée contre le peuple palestinien et visant à son anéantissement en tant que peuple, a pu être camouflée. Durant les premières guerres, les apparences montraient l'entité sioniste se défendant contre les États arabes environnants, États féodaux ou bourgeois chauvins et racistes, dont la propagande pouvait laisser croire qu'ils visaient au massacre des juifs installés en Palestine.

Aujourd'hui, la réalité se dévoile sans fard et de nombreux juifs, au sein même de l'entité sioniste, ont pris conscience du fait sioniste en tant qu'entreprise de « déjudaïsation des juifs »³⁵. Le journaliste israélien Boaz Evron, type même du sioniste qui croyait jusqu'ici à l'« humanisme » du sionisme, écrit : « *L'image de ce pays, dont tout le talent est voué aux champs de bataille, d'un pays qui voit toutes les solutions à travers les tanks et les bulldozers, est la pire qui soit pour toute notre société. Ce pays est-il encore le nôtre ?* »³⁶ » A noter que les bulldozers dont il parle ne sont pas des engins pacifiques, mais ceux qui détruisent les maisons des Palestiniens.

C'est sur cette base que nous pouvons comprendre le développement des contradictions actuelles, tant au sein de l'entité sioniste que des communautés juives d'Europe occidentale et des États-Unis. Finalement, il est possible de saper les fondements du sionisme, grâce au dévoilement de sa réalité sanglante, face au peuple palestinien héroïque qui ne demande qu'à recouvrer ses droits nationaux, tout en offrant aux Israéliens de vivre pacifiquement ensemble.

III – Les contradictions dans les bases du sionisme aux États-Unis

Ces contradictions doivent tout d'abord être situées à leur place exacte, sans se laisser prendre aux apparences comme le font généralement complaisamment la presse et les commentateurs des pays d'Europe. L'impérialisme américain tente de concilier le soutien indéfectible à l'entité sioniste, jusque dans ses aventures les plus ouvertement fascistes, avec un appui de façade aux pays arabes de la région, destiné à les empêcher de rallier le camp opposé. Ces contradictions et ces flottements ne sont pas pour l'essentiel le résultat de l'action de tel ou tel lobby, du passage au pouvoir de tel ou tel secrétaire d'État, mais le reflet des contradictions profondes que vit l'impérialisme américain.

Pour maintenir sa domination sur le monde, ce dernier doit avant tout conserver une supériorité militaire aussi importante que possible face à l'Union soviétique, principal obstacle à cette domination. En même temps, il doit tout faire, partout et tout le temps, pour empêcher la montée des forces révolutionnaires. En ce qui concerne le Proche-Orient, région vitale pour l'impérialisme, le seul gendarme fiable est l'armée sioniste, surtout depuis l'effondrement du régime du Shah. Face à lui, tant l'impérialisme que le sionisme savent bien que le principal ferment des forces révolutionnaires arabes est la révolution palestinienne elle-même. C'est pourquoi il leur faut à tout prix l'écraser... c'est-à-dire, comme l'a dit explicitement le 26 juillet 1982 le porte-parole du gouvernement sioniste, « *détruire la structure politique et militaire de l'OLP* ».

D'un autre côté, il leur faut empêcher la réaction arabe, notamment dans les pays du Golfe, de se laisser isoler, permettant ainsi aux forces révolutionnaires de se dresser contre elle. C'est cette difficulté objective, bien plus que telle ou telle question de personne, qui explique les

oscillations de la politique américaine concernant les problèmes du Moyen-Orient. En fait, ces hésitations témoignent au jour le jour de la grande difficulté à réaliser l'objectif principal de l'impérialisme, tout en protégeant politiquement la réaction arabe. Par conséquent, il ne faut pas chercher la source des contradictions qui peuvent miner la base du sionisme à la surface de la vie politique américaine, mais dans sa réalité profonde.

Le mouvement pacifiste

Bien qu'il n'ait pas encore pesé de tout son poids sur la vie politique du pays, le mouvement de fond qui est en train de soulever la société américaine est le pacifisme. L'ampleur qu'il est en train de prendre est une menace pour l'impérialisme, qui craint par-dessus tout de le voir prendre l'importance qu'il a déjà dans certains pays d'Europe occidentale, notamment en Allemagne fédérale.

Le fait que ce mouvement puisse être récupéré par des politiciens professionnels du genre d'Edward Kennedy reste secondaire, dans la mesure où le pacifisme pèse et pourra peser effectivement sur les choix politiques de la société américaine, tout comme le mouvement contre la guerre du Viêt-nam, dès la fin des années 60 et au début des années 70, a joué un rôle finalement décisif dans l'arrêt de l'intervention américaine.

Dans ce cadre, on peut comprendre les contradictions potentielles et celles qui se développent déjà dans les communautés juives américaines. Il faut se garder de considérer la communauté juive américaine comme un tout homogène, dirigé par le fameux lobby juif, qui soutient effectivement à Washington l'action du sionisme dans l'administration américaine. Ce lobby juif n'est qu'un lobby politique parmi d'autres et ne reflète pas nécessairement la vie profonde des communautés juives américaines.

Ainsi, l'hebdomadaire *Newsweek* du 12 juillet 1982 pouvait consacrer une page aux dissensions dans les communautés juives, sous le titre « Le Liban divise les juifs américains ». A la lumière des informations rapportées par cette revue, il apparaît que l'émotion a été grande dans l'ensemble des communautés juives américaines, de Boston à la Californie, y compris dans les organisations religieuses communautaires. Partout, des protestations se sont fait entendre, dans les journaux, par des marches, des manifestations même, qui ont rassemblé des juifs américains en très grand nombre, parmi lesquels des rabbins et de nombreux intellectuels.

Il faut également avoir présent à l'esprit le fait que la société américaine n'est plus, comme à une certaine époque, une société proche du tristement célèbre confessionnalisme libanais. Si la religiosité imprègne largement la société américaine, contrairement à la société française par exemple, elle reste confinée au domaine strictement confessionnel. Les juifs américains, par exemple, vivent la vie de la société américaine, pleinement intégrés aux autres Américains, catholiques ou protestants. Les mouvements qui traversent la société américaine traversent donc également les communautés juives, qui ne sont guère isolées du reste de la société. Cette religiosité même – et là, je mets en garde contre tout *a priori* négatif hérité d'un anticléricalisme à la française – est à la base de mouvements de protestation contre les aventures bellicistes des impérialistes américains. On sait l'importance du rôle des Églises, protestante et catholique, dans la lutte contre la guerre du Viêt-nam. Si le judaïsme américain n'a pas encore atteint ce stade face au sionisme, il n'en reste pas moins que ses structures religieuses ont été profondément ébranlées par la guerre du Liban. Il faut rappeler à ce propos que ces structures ont des racines historiques qui sont, en fait, opposées au sionisme : elles sont héritées du judaïsme allemand du XIX^e siècle, qui était à l'époque l'un des plus libéraux et les plus avancés et dont on connaît la contribution à l'épanouissement culturel de l'Europe.

80 / 187

Ainsi la Conférence centrale des rabbins américains, qui représente l'un des courants les plus importants du judaïsme américain, le judaïsme réformé, avait condamné le sionisme dès sa naissance. Cette condamnation resta la position officielle de ce courant jusqu'en 1935. A cette date, dans le contexte de montée du nazisme, le judaïsme réformé adopta une position neutre vis-à-vis du sionisme. Il finira par appuyer l'établissement de l'État d'Israël en 1948. Aujourd'hui, lors d'une réunion exceptionnelle du comité de cette organisation, qui s'est tenue à New York au début juillet, l'un des principaux rabbins a pu déclarer : « *Notre maison est en feu, mais personne ne sait aujourd'hui quoi dire ou quoi faire.* »

Il y a tout lieu de penser qu'il ne s'agit là que d'un début et que les sources profondes existent, dans le judaïsme américain et ses structures religieuses même, permettant de remettre effectivement en cause le sionisme et ainsi de saper le sionisme à sa base, aux États-Unis.

IV – Les contradictions dans les bases du sionisme en France

On sait que la France, en tant qu'État, n'est plus guère en mesure d'apporter un appui matériel effectif aux aventures militaires de l'entité sioniste, comme cela avait été notamment le cas en 1956. En revanche, l'appui politique et idéologique de certains milieux français, principalement liés à la social-démocratie, a toujours été important pour les sionistes. Aujourd'hui, il faut tenir compte des profonds changements qui ont bouleversé le Parti socialiste français depuis 1968. La société française en général est de plus en plus traversée par des courants de sympathie avec les peuples du Tiers Monde et leurs mouvements de libération. Bien entendu, la social-démocratie essaye de récupérer ces courants, avec des plans comme celui de Willy Brandt ou ceux que poursuit actuellement le gouvernement français dans ses rapports avec le Tiers Monde. Mais si Mitterrand, comme on le sait, a pu effectuer un voyage dans l'État sioniste, depuis l'invasion du Liban, l'opinion française a perçu la réalité du sionisme et il lui est impossible de continuer sur cette voie de soutien résolu. On sait au contraire le rôle, positif en définitive, qu'a joué le gouvernement français, sous la pression de son opinion, face au projet fasciste des sionistes de détruire Beyrouth.

D'autre part, les répercussions de la lutte idéologique qui a lieu en France sur la question du sionisme sont importantes dans l'opinion israélienne, étant donné ses liens historiques avec l'intelligentsia française. Les prises de position (qui auparavant, je le rappelle, étaient rarissimes) de très nombreux intellectuels juifs sont un phénomène très important, que l'on doit tenir pour prometteur. On sait qu'en France les structures de la société en général et de la communauté juive en particulier sont différentes de celles de la société américaine. Plus que les organisations religieuses proprement dites, ce sont avant tout les intellectuels qui jouent le rôle de moteurs de l'opinion. Par conséquent, on ne peut sous-estimer l'importance des débats actuellement en cours dans la gauche française, et en particulier des prises de positions de nombreux intellectuels juifs français contre l'aventure sioniste au Liban.

Il reste cependant à ces intellectuels juifs français progressistes à franchir le pas qui consiste à réaliser que la logique du sionisme est précisément celle du fascisme, qui s'est manifestée au Liban et qui se manifeste, tous les jours, dans les territoires occupés et en Palestine même. Il leur reste à revenir sur le traumatisme causé par l'holocauste nazi, qui amène encore nombre d'entre eux à considérer qu'il est indispensable de maintenir un État

juif en tant que tel, afin de parer à toute éventualité de renaissance du racisme et des persécutions que les juifs d'Europe ont connus sous les nazis. Il leur reste à comprendre que le combat contre les séquelles du racisme anti-juif qui peuvent subsister en Europe occidentale ne doit pas se mener au détriment du peuple palestinien, ni au détriment des juifs israéliens, eux-mêmes prisonniers du sionisme. Ce combat doit au contraire se mener sur le terrain de l'Europe occidentale, dans leur propre pays, afin de déraciner complètement ce qui reste de ce racisme. Il leur reste également, tout comme aux juifs américains, à comprendre que le retour aux sources profondes du judaïsme, telles qu'elles s'étaient précisément développées dans leurs aspects les plus humanistes et les plus universalistes, sont contraires au sionisme et à la conception même d'un État juif.

Le rôle des juifs arabes en France

Un aspect particulier, qui a également son importance pour le développement des contradictions au sein de l'entité sioniste, est le rôle que peuvent jouer les juifs d'origine arabe installés en France. Il faut noter que, ces dernières années, une prise de conscience a pu commencer à se faire parmi eux, conscience de leur identité propre en tant que juifs arabes, ou tout au moins en tant que juifs d'origine méditerranéenne. Des colloques ont ainsi été organisés, et sont organisés actuellement régulièrement en France sur ces problèmes. Les juifs émigrés d'Afrique du Nord leur accordent une attention croissante. De même, d'importantes recherches universitaires sont menées, qui mettent en lumière combien la vie commune entre juifs et musulmans en Afrique du Nord a été dominée par une symbiose et une amitié profondes, et non par les persécutions dont le sionisme fait état. On doit noter à ce propos le rôle joué par la revue *Combat pour la diaspora*. Ce sont d'ailleurs ses animateurs qui se sont trouvés au premier rang de la manifestation de juifs devant l'ambassade d'Israël, fin juin dernier, contre l'invasion du Liban. Cette revue a consacré l'un de ses numéros aux rapports entre juifs et musulmans dans le passé, tout comme elle a organisé avec les animateurs du journal *Sans Frontières* un débat sur les problèmes communs des juifs et des musulmans d'Afrique du Nord qui habitent actuellement en France.

Le développement de cette prise de conscience parmi les juifs originaires d'Afrique du Nord installés en France est d'une importance considérable,

de par ses répercussions possibles chez les juifs arabes, notamment ceux provenant des mêmes pays, installés dans l'État sioniste. D'une part, des liens familiaux subsistent encore ; d'autre part, l'influence idéologique des intellectuels juifs originaires d'Afrique du Nord installés en France est importante sur les communautés juives nord-africaines de l'État sioniste.

Toutefois, il importe que les plus conscients de ces intellectuels sachent franchir le pas qui sépare habituellement dans nos pays les intellectuels des masses opprimées. Si cette étape peut dans une certaine mesure être accomplie en France même, il faudra sans doute que certains d'entre eux franchissent la Méditerranée, c'est-à-dire aillent jusque dans l'entité sioniste militer au sein des masses juives arabes opprimées par les sionistes, fidèles en cela à l'enseignement de Lénine qui montrait comment il faut savoir militer jusque dans une armée impérialiste.

V – Conclusions et perspectives

A moyen terme, pour la période actuellement prévisible, il faut bien se rendre compte que l'obstacle interne principal au fascisme sioniste est le mouvement pacifiste, représenté au sein même de l'entité sioniste par le mouvement La Paix maintenant, le Shelli et les forces qui lui sont liées. Nous avons vu les limites de ce mouvement, mais il n'en reste pas moins que ce serait du gauchisme irresponsable que de condamner ou de critiquer les dirigeants palestiniens qui, *à juste titre*, ont pris des contacts avec lui, contribuant ainsi à affaiblir de l'intérieur l'ennemi sioniste à un moment particulièrement décisif.

Il reste que l'orientation de ce mouvement et les limites objectives qu'il rencontre imposent d'œuvrer dès maintenant à son dépassement. Sans prétendre donner de leçons à la révolution palestinienne, je pense que ceci doit être entrepris à trois niveaux.

Premièrement, par la révolution palestinienne dans son action idéologique contre le sionisme, afin de montrer qu'il faut nécessairement dépasser le sionisme pour aboutir à une paix durable au Moyen-Orient, ceci n'excluant pas un rapprochement tactique temporaire avec des mouvements comme La Paix maintenant, invitant ces mouvements eux-mêmes à prendre conscience de la nécessité de ce dépassement. Il n'est pas inutile à ce propos de rappeler que Uri Avnery avait jusqu'en juin 1967 une position qui

prônait un État d'Israël dé-sionisé et limité à ses frontières d'alors. Il n'est pas exclu que la propagande des radios arabes de l'époque, qui parlaient toutes à l'unisson de « rejeter les juifs à la mer » jusqu'au 5 juin 1967, aient contribué à le faire changer d'opinion, le ramenant au sionisme en lui ayant fait perdre confiance en la possibilité de survie pacifique d'un État d'Israël non sioniste dans le Moyen-Orient arabe.

Deuxièmement, l'action des militants révolutionnaires d'origine juive, et en particulier des militants arabes d'origine juive, est nécessaire, que ce soit au sein de l'entité sioniste ou en direction de celle-ci.

Troisièmement, il faut agir au niveau des militants progressistes, qu'ils soient juifs ou non, notamment les intellectuels des pays occidentaux. Nous avons vu le contexte possible de cette action dans les deux pays les plus importants : les États-Unis et la France.

A mon sens, les militants attachés à la révolution palestinienne n'ont pas à dissimuler leur objectif stratégique, qui est celui d'un État démocratique palestinien pour l'ensemble des habitants actuels de la Palestine et ceux qui en ont été chassés à partir de 1948. Toutefois, il faut reconnaître explicitement que cet objectif n'est actuellement pas acceptable pour les masses juives israéliennes ni pour l'opinion occidentale. En effet, si le peuple palestinien a atteint un niveau de conscience et d'organisation qui le place plusieurs décennies en avant des autres peuples arabes, il n'en reste pas moins que la réalité que perçoivent l'opinion juive israélienne et l'opinion occidentale est dominée par les États arabes environnants. Par exemple, un juif marocain résidant actuellement au sein de l'entité sioniste peut-il faire confiance à l'objectif d'un État démocratique palestinien, alors qu'il entend à longueur de journée les radios des pays voisins débiter des accusations racistes, s'en prenant aux juifs en tant que tels, sans jamais différencier judaïsme et sionisme ?

Aussi, il convient de prévoir une étape intermédiaire, qui ne doit pas être une impasse mais au contraire ouvrir la voie à l'objectif stratégique final. A mon sens, cette étape pourrait consister en la création de deux États laïcs, un État palestinien sur la Rive occidentale et Gaza d'une part, un État qui pourrait s'appeler Israël mais n'aurait aucun rapport avec l'État sioniste actuel d'autre part. Ce deuxième État aurait rompu avec la Constitution sioniste, avec les fondements sionistes actuels, il ne serait donc plus un État juif mais un État laïc. Il intégrerait les Palestiniens qui ont été chassés de leur pays en 1948 et ne serait plus une dépendance militaire et économique

de l'impérialisme, mais un État neutre du Moyen-Orient, qui devrait s'intégrer à la région dans un processus pacifique. En particulier, il devrait s'acheminer sur la voie de la réunification avec la Palestine voisine, car le peuple palestinien et son Organisation de libération de la Palestine n'ont en aucun cas à renoncer à cet objectif.

L'exemple du peuple vietnamien et de ses organisations révolutionnaires, qui ont accepté la partition du Viêt-nam en 1954, mais ont catégoriquement refusé de renoncer à l'objectif de réunification, le faisant au contraire inscrire dans les accords de Genève, est là pour nous montrer que ce but est réaliste. Mais ce, à la condition de s'appuyer d'une part sur la lutte constante du peuple palestinien, qui est un fait acquis et irréversible, d'autre part, sur le travail politique et idéologique visant à saper les bases même du sionisme, au sein de la population juive israélienne comme dans ses arrières, les communautés juives occidentales et l'Occident en général.

Je suis conscient que les idées que j'expose ci-dessus, dans un domaine jusqu'à présent inexploré par les militants arabes, peuvent comporter bien des insuffisances et donner lieu à bien des critiques. Toutefois, je suis également conscient – et les événements du Liban le prouvent bien – qu'il n'est plus possible à des militants arabes responsables de continuer à ignorer ces problèmes. Au contraire, il est nécessaire d'avancer dans la voie de la discussion fraternelle et constructive, afin d'éclairer la tâche de chacun et les chemins de la libération de la Palestine.

Le « peuple israélien », un conglomérat menacé de dislocation

3 octobre 1982

I – Le contexte politique actuel

Aujourd'hui, une question s'impose : peut-on oui ou non parler de peuple israélien ? Si oui, est-il nécessaire que les révolutionnaires arabes qui luttent pour la cause palestinienne reconnaissent l'État d'Israël ? Dans le contexte politique de l'après-Beyrouth, cette interrogation subsiste.

La guerre du Liban de l'été 1982 a sonné le glas de la notion idéaliste d'une solidarité nationale arabe, la « Kommia arabia ». Dire que cette notion idéaliste est morte et enterrée ne revient absolument pas à nier la réalité objective de la nation arabe. Seulement, il est nécessaire de prendre conscience du long chemin à parcourir pour surmonter les importants blocages subjectifs et parvenir à la mise en œuvre d'une lutte commune³⁷ Sans aucun doute, les révolutionnaires palestiniens sauront, dans les années à venir, surmonter ces blocages hérités des années 70.

La guerre de l'été 1982 a fait naître nombre de contradictions potentielles dans les rangs de l'ennemi sioniste et impérialiste. Ces contradictions ont été perçues tout d'abord par l'opinion publique israélienne, puis par les communautés juives occidentales, puis enfin par l'opinion occidentale au sens large, et ont éveillé les consciences. Nous assistons au commencement de l'isolement politique du sionisme, du moins sous sa forme la plus agressive. Il reste sans doute beaucoup à faire pour isoler le sionisme dans son ensemble, mais les leçons que l'on peut tirer de cet été prouvent que ce projet n'est pas utopique ou vain.

La persévérance et la résistance du peuple palestinien doivent permettre d'exploiter ces contradictions – comme nous avons pu le voir dans Beyrouth assiégée, où les Palestiniens avaient pour alliées les forces progressistes libanaises.

La position officielle de l'OLP

Tout ceci m'incite à penser que l'Organisation de libération de la Palestine est en train de choisir une orientation viable. Bien entendu, c'est au Conseil national palestinien et à lui seul qu'il appartient de définir ses orientations de façon précise. On peut dégager les deux axes fondamentaux de ces orientations en se fondant d'une part sur les déclarations des principaux dirigeants de l'OLP – en particulier, celles de Yasser Arafat –, d'autre part sur l'action pratique que sa tendance majoritaire préconise.

Premièrement, comme l'a déclaré Yasser Arafat, la résistance du peuple palestinien dans les territoires occupés doit s'accroître par tous les moyens, « *rien de plus, rien de moins* ».

Deuxièmement, l'action politique tendant à isoler le sionisme, même si elle vise actuellement avant tout sa tendance la plus agressive, pourrait et devrait déboucher logiquement sur une action politique dénonçant le sionisme en tant que tel. Inéluctablement, il apparaîtra de plus en plus clairement que l'impossibilité d'établir une paix durable au Moyen-Orient n'est pas due aux faucons du sionisme, mais au sionisme dans son essence même.

Ces deux axes, résistance du peuple palestinien d'une part, action politique visant à isoler le sionisme d'autre part, sont si étroitement articulés qu'il est impossible de les dissocier.

Le programme de Fès³⁸ au sens strict – c'est-à-dire les huit points qui le constituent officiellement, sans tenir compte du préambule, qui n'engage pas juridiquement l'OLP – répondent à cette orientation. J'insiste, à la suite de Yasser Arafat lui-même, sur la nécessité de considérer ces huit points comme un tout indissociable. Je me base également sur le discours de Yasser Arafat à Fès, l'interview qu'il a donnée au *Monde* après les massacres de Sabra et Chatila, les déclarations de représentants *officiels* de l'OLP ainsi que la récente prise de position d'Ibrahim Souss³⁹, au micro de Radio-Luxembourg. Pour mémoire, Ibrahim Souss, en réponse à la question, « *Allez-vous vers une reconnaissance de l'État d'Israël ? Allez-vous lancer une offensive contre lui selon les termes définis par la charte ?* », a rappelé les droits imprescriptibles du peuple palestinien sur l'ensemble de la terre palestinienne, dont il a été chassé par une agression coloniale. Cependant, il a nuancé son propos en affirmant que l'OLP était disposée à manifester plus de souplesse en ce qui concerne la forme, sans

céder sur le fond. Je pense que c'est ainsi qu'il faut comprendre les huit points du programme de Fès, sans céder le moins du monde aux tendances à la capitulation ou à l'opportunisme.

Les tendances divergentes au sein de l'OLP

Nous en connaissons une, qui s'est déjà manifestée au sein de l'organisation de la résistance palestinienne. Elle s'oppose notamment au point sept du programme de Fès, qu'elle considère comme étant déjà une reconnaissance implicite de l'État d'Israël. Personnellement, je ne pense pas que l'on puisse comprendre ce septième point de cette façon et il me semble qu'il faut le situer dans son contexte, considérant toujours les huit points comme un tout indissociable. En admettant que ce programme soit entièrement réalisé, y compris donc ce septième point, les États arabes signataires se trouveraient dans une situation de non-belligérance vis-à-vis de l'État d'Israël. Ni plus, ni moins. On ne peut absolument pas en déduire une reconnaissance quelconque, pas plus qu'un abandon de la part de l'OLP des objectifs stratégiques visant à la libération de toute la Palestine. Une fois ce stade atteint, il serait logique que l'accent soit mis sur la lutte politique, de part et d'autre de la frontière, au sein des deux États qui constitueraient alors la Palestine. Ce qui ne signifie nullement abandon des formes révolutionnaires de lutte, au sein de ces deux États ou à l'extérieur.

Une autre tendance, au contraire, à la suite des régimes réactionnaires arabes, tend à vouloir contraindre l'OLP à considérer le programme de Fès comme un premier pas vers la reconnaissance de l'État d'Israël, un pas vers la capitulation. Au sein même de la résistance palestinienne, des tendances éloignées de la réaction arabe sont tentées d'aller vers une certaine forme de reconnaissance, sinon de l'État, tout au moins du peuple israélien. Il y a des raisons objectives à cette orientation : alors que la résistance palestinienne était abandonnée à son sort par tous les États arabes, c'est l'opposition à la guerre d'une importante partie de l'opinion publique israélienne qui a freiné le bras des bourreaux et des assassins qui assiégeaient Beyrouth. Comme l'a souligné Yasser Arafat, le peuple palestinien en est profondément reconnaissant. C'est un excellent augure pour l'avenir commun des populations israéliennes – je ne parle pas de « peuple israélien » – et du peuple palestinien. A mon sens, cet avenir ne peut s'envisager qu'au sein

d'un État démocratique palestinien. Mais ceci n'exclut pas une étape intermédiaire.

La reconnaissance du peuple israélien, conçue comme une étape, relève d'une conception de l'histoire analogue à celle des mencheviks. En effet, ceux-ci considéraient chaque étape historique comme devant être achevée avant de passer à l'étape suivante, ce qui les a conduits à soutenir la révolution bourgeoise, le développement capitaliste de la Russie devant pour eux précéder obligatoirement le socialisme. Au contraire, la conception de Lénine et de ses continuateurs, notamment Mao Zedong, intitulée « théorie de la révolution permanente », considérait les stades successifs comme faisant partie d'un même processus.

Cette conception des partisans de la reconnaissance du « peuple israélien » rejoint celle qui est très largement mise en avant par d'importantes fractions de la gauche israélienne, notamment l'extrême-gauche non sioniste, voire anti-sioniste. Elle porte les marques d'une pensée eurocentriste et économiste. Ces courants, qui se réclament tous du marxisme, sous-estiment les forces de la paysannerie, réservant l'exclusivité du potentiel révolutionnaire à la seule classe ouvrière. La conception trotskiste opte pour que cette dernière prenne le pouvoir d'emblée, tandis que la conception menchevik affirme que la classe ouvrière doit d'abord se développer lors de l'étape capitaliste. Ces deux doctrines marxistes pré-léninistes prennent comme modèle l'Europe occidentale, ce qui se traduit pour le Moyen-Orient par l'idée que l'État d'Israël – ou le peuple israélien – représente le prolétariat le plus avancé de la région. Par conséquent, une union des deux peuples dans un État judéo-arabe permettrait de faire progresser la Palestine, et avec elle l'ensemble de la région, vers le socialisme. La position de l'Union soviétique en 1947 ne peut d'ailleurs se comprendre que de ce point de vue.

90 / 187

II – Les définitions actuelles du « peuple israélien » et leurs fondements théoriques

Tout d'abord, cette définition⁴⁰, selon laquelle tous les schémas classiques d'étude des problèmes nationaux et coloniaux se heurtent à un fait : « *le peuple palestinien – bien que faisant partie de la nation arabe – n'a pas d'autre patrie que celle dont les sionistes ont pris le contrôle ; et le*

peuple israélien, bien que composé de diverses communautés, n'a pas d'autre patrie que celle qu'il a volée aux Palestiniens ».

On peut déjà remarquer l'étrangeté de cette définition d'un peuple, fondée sur le vol d'une patrie. Certes, il y a eu des précédents historiques, mais on peut s'étonner de les voir entériner en cette seconde moitié du XX^e siècle, ère de la libération nationale des peuples opprimés.

La théorie du fait accompli

Nombreuses furent les tentatives de définir la notion de « peuple israélien » à partir de la réalité d'aujourd'hui. Elles se heurtent cependant au fait qu'il semble artificiel de parler de « peuple » à propos d'une population qui n'a que vingt ans. Néanmoins, elles bénéficièrent d'une certaine audience dans l'opinion occidentale, car elles se réclamaient du fameux « miracle israélien ». Je ne m'étendrai pas davantage sur ce prétendu miracle, dont la propagande occidentale et sioniste a fait son pain quotidien dans les années 50 et 60. Cette propagande ne peut pas nous tromper, nous, Arabes, nous, colonisés. Lorsque nous entendons parler du miracle de la fertilisation du désert, de la transformation de cette mer de sable et de roches en orangeraias... nous ne pouvons que sourire amèrement, nous qui connaissons la réalité de la Palestine telle qu'elle était avant la colonisation sioniste.

91 / 187

Les différents discours se basant sur le fait accompli commencent cependant à battre de l'aile, non seulement parce que la réalité du « miracle israélien » se fait jour de plus en plus nettement depuis une douzaine d'années, mais aussi parce que se fait jour parallèlement une autre réalité, celle de la césure entre les populations juives « ashkénazes » et « sépharades ». Le fossé n'a cessé de se creuser depuis 1971, date où il engendra le mouvement des Panthères noires.

La théorie idéaliste du « sujet juif »

Actuellement, on tente de donner une assise historique à ce fait accompli. Ainsi, Maxime Rodinson ajoute récemment à la réédition de son important article de 1967⁴¹ un commentaire en marge qui, sans aucune ambiguïté, contredit totalement ce texte extrêmement positif. Certes, il concluait déjà par la nécessité de reconnaître le fait accompli, mais au moins il démontrait qu'Israël était bien un fait colonial. Or, aujourd'hui, Maxime Rodinson

ajoute⁴² : « On peut à la rigueur considérer le groupe hétérogène formé par les Juifs du monde restés en contact jusqu'à une date récente avec le judaïsme religieux comme personnalité collective durable, malgré son profond renouvellement interne, continuant la vieille nation hébraïque et son idéologie religieuse loin du territoire de son antique résidence. » Il poursuit en précisant que le peuple palestinien a également des droits sur cette terre et ajoute : « Mais, en appliquant les mêmes critères, la population restée sur le sol palestinien doit également être considérée, malgré le renouvellement partiel, là aussi, de ses éléments par des apports extérieurs, comme une personnalité collective constante, continuant semblablement, mais sur le même sol, la nation hébraïque antique. La mutation des affiliations idéologiques n'y change rien. A aucun point de vue raisonnable, la première collectivité, qu'un éloignement près de deux fois millénaire a rendue étrangère à ce territoire, ne peut se voir attribuer sur celui-ci des droits supérieurs à ceux de la seconde qui n'a cessé d'y résider. » La périphrase est belle. Rodinson termine : « Comme l'ont fait remarquer Fayçal et bien d'autres avant et après lui, si on adoptait ce principe, les Arabes pourraient aussi bien revendiquer l'Espagne et les " Celtes " d'Irlande l'Angleterre. »

92 / 187

Ce que Rodinson ne dit pas, mais qui est très clairement sous-entendu, c'est que les Arabes ne peuvent en aucun cas revendiquer l'Espagne, ni les Celtes d'Irlande, l'Angleterre. Cependant, son raisonnement leur donne le droit aux uns et aux autres de revendiquer la moitié de ces territoires, puisque selon lui la première collectivité – les juifs du monde –, si elle n'a pas de droits supérieurs à la seconde, a donc des droits égaux. Ceci est un revirement par rapport à sa position antérieure, revirement sans aucun fondement historique.

Un autre auteur a tenté de suppléer à ce manque et d'asseoir historiquement la même thèse : c'est la démarche d'Ilan Halévi, dans son ouvrage récent sur la question juive. Je ne puis ici faire la critique point par point de ce livre, mais la philosophie en est contenue dans un passage-clé. Après avoir fait table rase des différents acquis scientifiques sur le concept de nation, les amalgamant au besoin avec d'autres notions, non scientifiques, comme celle de race, il propose d'y substituer la connaissance particulière des contenus et des formes, c'est-à-dire l'empirisme : « J'ai tenté de montrer ce qui, à chaque étape, changeait et demeurerait du sujet juif, du judaïsme en tant qu'acteur de l'histoire des juifs. » Après avoir

expliqué que tous les mouvements des aires culturelles d'Europe, occidentale et orientale, et du monde arabo-musulman, se rejoignaient finalement dans l'État d'Israël, il termine en estimant avoir démontré « *Comment le sionisme, et son établissement palestinien violemment transformé en État d'Israël, sont avatars, derniers en date sinon ultimes, de ce sujet. Combien donc il est illusoire de vouloir échafauder des analyses et des solutions qui ignorent cette subjectivité.* » Au début de son chapitre sur la Palestine – où il amalgame la notion bourgeoise d'État-nation avec le concept marxiste, et notamment stalinien, de la nation – il conclut qu'on ne peut retenir que « *deux critères fondamentaux, moins exigeants que les signes de reconnaissance de l'État-nation constitué à la française, [qui] émergent des données constitutives de ces entités : la langue et la conscience du groupe.* » A l'appui, toute une série d'exemples en vrac, qui vont des Indo-Pakistanaïes à la diaspora chinoise en Asie du Sud-Est. Une fois la nation ramenée à deux fondements purement idéalistes, on peut bien entendu parler d'un prétendu « peuple israélien ».

L'histoire du concept de nation prouve que, chaque fois qu'une conception nationale est fondée sur une notion idéaliste (au sens philosophique du terme), elle débouche automatiquement, quelle que soit la pureté des intentions de ses promoteurs, sur le chauvinisme, voire sur le racisme.

93 / 187

Les théories de la « gauche sioniste »

D'autres conceptions ont été avancées par la « gauche sioniste », en particulier par le Mapam, parti qui est actuellement à la gauche de la coalition électorale de Shimon Pérès. Ben Gourion disait de ce parti que, s'il avait trois mots d'ordre principaux, « *pour le sionisme, le socialisme et la fraternité des peuples* », on pouvait dire à son honneur qu'il n'avait jamais œuvré concrètement que pour le premier. On pourrait ajouter à son commentaire que la logique même du sionisme est qu'il lui est impossible d'œuvrer pour autre chose que pour lui-même et qu'en tant qu'idéologie expansionniste et raciste il est incompatible avec toute action pour le socialisme et la fraternité des peuples.

Le fondateur de cette extravagante théorie est un nommé Borokhov, qui passe encore dans certains milieux comme le conciliateur du marxisme et du sionisme. Curieuse synthèse... Par une analogie purement formelle, pour

ne pas dire phonétique, avec le concept marxiste de rapports de production, Borokhov avance la notion de conditions de production, qui fonderait les sociétés : tribus, familles, peuples, nations, classes. Partant de là, « *la vie, dans les rapports de production communs, donne naissance à la conscience de classe et au sentiment de fraternité de classe. La vie, dans les mêmes conditions de production, amène à la prise de conscience nationale et au sentiment de parenté nationale* ». Mais que recouvre donc cette fameuse notion de « conditions de production » ? En réalité, tout ce qu'on voudra.

L'un des partisans de cette théorie, Arié Yaariv, la résume dans un livre paru il y a quelques années⁴³. Selon ce « sioniste socialiste », le concept borokhovien de conditions de production permet d'expliquer « *la genèse d'une conscience nationale chez les Noirs américains par exemple, dont les rapports de production sont identiques à ceux des autres travailleurs américains et dont le passé et la race représentent les seules conditions discriminantes à partir desquelles leur conscience nationale se forge et tend à découvrir des racines historiques communes, à acquérir une culture noire spécifique, base de leur identité, moyen de défense et arme dans la lutte pour obtenir des conditions de production normales, indépendantes, dont la forme et les cadres restent encore à définir. Il en était de même pour la nation juive : sa dispersion est sa condition déterminante, à l'origine de son aspiration à la normalisation nationale : le rassemblement et la concentration territoriale.* »

94 / 187

En ce qui concerne les Noirs américains, il y a belle lurette qu'ils luttent pour leurs droits spécifiques au sein de la nation américaine, n'accordant aucun crédit à ces théories borokhoviennes. Même s'il y eut à une époque un courant « de la négritude », ils ne songent nullement à réclamer la fondation d'un État particulier pour les Noirs.

Ce mysticisme sioniste – il ne s'agit pas d'autre chose – a été exprimé encore plus clairement par un des théoriciens fondateurs des kibboutzim, Gordon (cité par Ilan Halévi), qui définissait ainsi l'identité nationale : « *Il y a un élément cosmique qui constitue son élément fondamental. La meilleure façon de décrire cet élément cosmique est de le considérer comme un mélange de paysages naturels de la patrie avec l'esprit du peuple qui l'habite.* » On notera que l'« esprit du peuple » est une notion tout à fait hégélienne, un esprit hors du temps et de l'espace, fixé une fois pour toutes. D'ailleurs, une analyse critique de l'ouvrage d'Ilan Halévi permet de voir

qu'il conçoit l'histoire des juifs dans le monde comme mue par le « sujet juif », comme Hegel la concevait comme mue par l'esprit.

La théorie de la « question juive »

Cette théorie repose sur la notion peu crédible de peuple juif. Tout récemment⁴⁴, le fondateur du Congrès juif mondial, Nahum Goldman, justifiait l'existence d'un peuple juif hors du temps et de l'espace comme un peuple *sui generis*. Nahum Goldman est certainement plus réaliste que les dirigeants actuels de l'État d'Israël. Même si ce n'est pas son intention, cette conception idéaliste de la nation, comme toute conception non universaliste, débouche nécessairement sur le racisme. Sur quoi, selon lui, se fonde ce caractère *sui generis* ? Sur le fait que la « question juive » a toujours existé et, selon lui, existera toujours dans l'histoire. Ce fait est tout à fait contestable. Par exemple, le monde arabe, sauf au XX^e siècle, n'a pas connu de « question juive » en ce sens que les juifs ont vécu en paix, en tant que juifs, dans le monde arabe.

J'ouvre ici une parenthèse concernant l'histoire des juifs dans le monde arabe. L'offensive idéologique sioniste et colonialiste a totalement déformé l'histoire du monde arabe, pour y montrer les juifs sous l'angle de la persécution. Les juifs « orientaux » – en réalité arabes – au sein de l'État d'Israël, ainsi que ceux émigrés en Europe ou au Canada, prennent aujourd'hui conscience de leur identité arabe et des réalités de l'histoire. L'idéologie sioniste mène donc un combat d'arrière-garde, entraînant quelques chercheurs et historiens sérieux, qui tentent de concilier tout le monde en parlant d'une réalité double : à la fois coexistence et persécution. Cette tentative de conciliation est faussement objective, car les faits démontrent que la tendance dominante, en particulier au niveau des masses populaires, est celle de la symbiose et non pas de la persécution, ni même de la discrimination. La structure même de la société arabe était acceptée par les juifs et leur permettait un certain épanouissement en son sein. Seuls les droits politiques n'étaient pas les mêmes pour les juifs et les musulmans, ce qui permet de comprendre, à l'ère des mouvements indépendantistes, qu'ils n'aient pu accéder à une structure politique nouvelle leur assurant la pleine égalité politique. Mais la symbiose culturelle et identitaire était dominante, ainsi que la fraternité entre populations musulmane et juive. On ne peut donc pas parler de question juive dans le monde arabe.

En revanche, il y a bien une question juive tout au long de l'histoire européenne. Le Moyen Age connut la persécution des juifs – à partir du Bas Moyen Age seulement, comme l'explique bien Abraham Léon⁴⁵. Mais la notion de « question juive » a pris corps dans l'idéologie européenne chez les intellectuels du XIX^e siècle, à partir de deux phénomènes historiques.

Le premier est la possibilité d'assimilation offerte aux juifs, dans le cadre de la révolution bourgeoise en Europe occidentale et du développement du capitalisme. Or, les juifs refusaient de se laisser assimiler, tout au moins complètement, même si certains courants parmi eux étaient favorables à l'assimilation. Ce refus s'explique en partie par l'immigration – analysée par Abraham Léon – des juifs venus d'Espagne orientale. Mais il est également dû à une cause plus profonde, que Marx seul avait comprise au XIX^e siècle⁴⁶. Marx explique en effet que l'esprit religieux ne peut être mis de côté ni réduit dans le cadre de la société capitaliste. Seul un État supérieur, qu'il appelle d'abord « État démocratique », puis plus tard « société communiste », permettrait de dépasser cet esprit religieux en respectant l'intégralité de l'homme. Cette question est très mal comprise par la plupart des marxistes de notre époque. Si l'on se fonde sur les textes de Marx, l'esprit religieux est durable et n'a rien d'artificiel. Une approche matérialiste montre que l'homme porte en lui un potentiel créateur, qui est le fruit de toute une évolution biologique, s'étendant sur des millions d'années : celle de l'animal debout, créateur d'outils. L'exploitation de l'homme par l'homme bloque ce potentiel créateur. L'esprit religieux, ou religiosité, provient du transfert de ce potentiel vers l'extérieur. Seule la société communiste naissante, qu'il faudra plusieurs siècles pour accomplir réellement, pourra développer le potentiel créateur de l'homme et lui permettre de le ré-intérioriser, rendant ainsi le transfert inutile.

Le deuxième phénomène historique est beaucoup plus dramatique. Il s'agit de la crise de ce qu'on a appelé la « zone de résidence de l'empire tsariste », à cheval sur la Pologne et l'Ukraine. Toute une population juive y vivait depuis la période du deuxième servage, confinée non seulement dans la région, mais dans des cités déterminées. Elle y était assignée à des fonctions particulières dans la société, intermédiaires entre la féodalité et la paysannerie exploitée. Abraham Léon parlait à son propos de « peuple-classe », il serait plus rigoureux de dire « ethnie-caste ». J'emploie ici le terme « ethnie » tel qu'il est actuellement défini par les ethnologues, c'est-à-dire « culture précise, spécifique, d'un groupe humain déterminé dans une

région géographique déterminée ». Et les juifs ne constituaient pas une classe proprement dite mais bien une caste, similaire aux castes de la société indienne, par exemple.

De cette crise, survenue dans la seconde moitié du XIX^e siècle, est né le courant sioniste, minoritaire dans la population juive des shtetls. D'autres courants, progressistes et révolutionnaires, existaient, parmi lesquels le célèbre Bund, représentant la tendance ouvrière juive au sein du parti social-démocrate. Le courant sioniste était minoritaire, mais s'est affirmé en s'alliant avec la grande bourgeoisie juive capitaliste d'Europe occidentale. Cette bourgeoisie était elle-même liée à l'impérialisme et a fort bien compris le parti à tirer du courant sioniste pour ses intérêts au Moyen-Orient – notamment pour ses objectifs de dislocation de l'Empire ottoman, de mainmise sur le Moyen-Orient et de contrôle du Canal de Suez. Herzl fut le théoricien de cette alliance entre le courant sioniste des populations juives d'Europe orientale et l'impérialisme – en particulier britannique – représenté par la grande bourgeoisie juive occidentale. Cette alliance a permis la fondation de l'Organisation sioniste mondiale, qui a pu prendre une importance considérable, tirant profit des massacres nazis pour dominer l'ensemble des communautés juives d'Europe et des États-Unis.

97 / 187

Là encore, on ne peut considérer la question juive hors du temps et de l'espace. Elle est au contraire parfaitement circonscrite et explicable historiquement. Rien ne permet de parler d'un mystérieux peuple juif *sui generis*, comme le fait Nahum Goldman.

III – Vers une approche scientifique du concept de nation

Les conceptions idéalistes de la nation mènent toutes sans exception au chauvinisme et au racisme. En voici quelques exemples, pris en dehors du problème israélien.

La fondation du Pakistan se basait sur la thèse de la Ligue musulmane. Pour le plus grand bien de l'Empire britannique, elle a permis la division du mouvement national indien en prônant la fondation d'une nation musulmane dans le subcontinent indien, en opposition à la nation hindoue. Le résultat fut le Pakistan de 1947, composé de deux territoires séparés par plusieurs milliers de kilomètres, situation qui dura jusqu'à l'éclatement en 1971. La partie orientale de cet ensemble, le Bengladesh, est encore loin de

pouvoir réaliser une véritable unité nationale avec le reste de la nation bengalie, alors que cette nation est un tout, qui n'a rien à voir avec le Pakistan occidental. La division basée sur la religion, parfaitement artificielle, n'aura mené qu'à la division de l'Inde, à la guerre et aux massacres raciaux de 1947.

Je ne ferai pas ici l'historique des guerres de religion. Qu'il me suffise d'évoquer les théories d'Hitler sur la Grande Allemagne, fondées sur la notion de « race aryenne », pour rappeler où peut mener l'idéalisme... On voit aujourd'hui l'aboutissement logique du sionisme dans le comportement raciste et fasciste d'Israël. On ne peut comprendre les massacres de Sabra et Chatila que dans la logique intrinsèque du sionisme et non comme des phénomènes isolés.

Il faut donc refonder le concept de nation à partir d'une approche scientifique, matérialiste historique. La seule tentative de définition de ce concept est due à Staline. On peut lui reprocher de n'être qu'une définition simple, alors que la complexité même de la question nationale interdit de ranger toutes les catégories de nations sous une seule étiquette. On peut surtout lui reprocher d'être statique et fondée essentiellement sur la nation à son stade capitaliste, telle qu'elle existait alors en Europe. Néanmoins, l'essentiel de cette démarche est d'avoir donné un fondement matérialiste et historique au concept de nation en insistant sur la base territoriale et sur le processus historique qui le fondent.

Dans ses textes sur la société précapitaliste, Marx disait que la terre est un laboratoire collectif pour l'homme. A partir de là, je dirai que le fondement de la nation est la symbiose *historique* qui se réalise entre la terre et le producteur collectif qui lui est attaché et qui la fertilise. Dans cette symbiose, le producteur collectif transforme la terre tout en étant transformé lui-même. C'est donc sur cette interaction que repose la culture unificatrice de la nation, plus exactement, des groupements humains qui en se développant constituent une nation. Je précise que, si dans la préhistoire et l'histoire humaine la tribu est la forme première dominante, quand cette forme commence à être dépassée dans des structures plus larges prend naissance la dynamique nationale. Dans un long processus historique, cette dynamique nationale s'épanouira vers l'achèvement de la nation, qui à son tour dépérira quand émergera la société communiste. Cet épanouissement de la nation, nécessairement préalable à son dépérissement dans le

communisme, ne peut se réaliser que simultanément dans le monde entier. Nous sommes encore loin d'avoir atteint ce stade.

Ces axes fondamentaux doivent fonder notre théorie de la nation. Nous sommes bien éloignés de la notion bourgeoise actuelle d'État-nation. De nos jours, il y a des nations sans État, comme celles des Kurdes ou des Palestiniens, mais aussi des nations divisées en plusieurs États, comme celles des Allemands, des Coréens ou des Arabes – la situation des Arabes est cependant plus complexe, car ils ne forment pas une nation arabe artificiellement divisée, comme l'Allemagne ou la Corée, mais n'ont pas encore atteint l'épanouissement historique leur permettant de se constituer en une nation unique politiquement structurée. Il y a aussi des États composés de plusieurs nations, comme l'URSS, la Chine ou l'Inde.

On ne peut poursuivre cette approche théorique sans dire un mot du concept d'identité. Ce concept important n'est apparu sur le devant de la scène que récemment dans les analyses de la question nationale. Il ne faut pas pour autant gonfler son importance au point d'effacer le fondement même, matérialiste historique, de la nation, comme le fait par exemple Gordon dans sa définition sioniste. L'identité se vit à divers degrés : au niveau individuel d'abord, puis au niveau des différents groupements ayant une spécificité culturelle au sein d'une même nation. Cette spécificité peut être linguistique, comme les Amaziriens du Maroc, communauté se définissant en dehors de toute unité territoriale ; elle peut être religieuse, comme les juifs marocains – ou les juifs français, polonais, américains, etc. – qui forment des groupements culturels au sein de leurs nations respectives ; elle peut également être territoriale, lorsque des minorités nationales s'intègrent dans une même nation. Il faut donc à la fois tenir compte du problème identitaire et se garder de masquer l'intégration des différents groupements au sein de leurs nations respectives.

99 / 187

IV – Comment qualifier la population actuellement rassemblée en Israël ?

Cette population forme-t-elle un peuple ? Si l'on part de la théorie de la nation que j'ai développée plus haut, on comprend immédiatement qu'on ne peut aucunement parler de peuple dans ce cas. Mais il ne s'agit pas ici de se

cantonner à la théorie, mais bien d'exposer cette théorie à l'épreuve des faits.

Ces faits nous montrent une entité raciste – non seulement raciste vis-à-vis des peuples palestinien et arabe, mais raciste en son propre sein. Il ne s'agit pas d'un peuple mais d'un rassemblement humain artificiel, structuré en castes ethniques – reproduisant de façon élargie les ethnies-castes des shtetls – et dominé par une clique politico-militaire, elle-même partie dominante de la caste euro-américaine, dite « ashkénaze ». Cette structure repose sur l'appareil de l'impérialisme sioniste international, lui-même dominé par l'impérialisme américain.

Israël, camp retranché de l'impérialisme

Israël est avant tout le camp retranché de l'impérialisme au Moyen-Orient. Cette fonction est compatible avec les objectifs fondamentaux du sionisme. Il faut souligner que la seule différence entre les « faucons » et les « colombes » est que les seconds dissimulent ou tentent de dissimuler leurs objectifs fondamentaux. Ainsi, Shimon Pérès se pare d'une image de « colombe » sioniste en dissimulant son rôle dans les massacres de Tell Zaatar...

Les objectifs reformulés ouvertement par les « faucons » extrémistes ne font qu'exprimer la réalité fondamentale du sionisme. Ainsi Geoula Cohen, député à la Knesset, reprochait à Begin d'avoir « bradé Israël » en rendant le Sinaï à l'Égypte et ajoutait : « *Le peuple juif n'est pas revenu ici pour vivre en paix mais pour réaliser les objectifs nationaux inscrits dans la Bible.*⁴⁷ » Si on analyse la politique de Begin, on comprend que depuis le début elle n'a pas d'autre objectif.

Jean Daniel écrivait récemment⁴⁸ : « *Enivrés par leur victoire militaire, soudain conscients de pouvoir mettre leur armée au service et du judaïsme mondial, et de l'Occident, habités tout à la fois par un souci fondamental de sécurité et, avec l'arrivée de Begin et de sa dimension messianique, par la tentation d'annexer certains territoires comme la Cisjordanie, au nom de la fidélité biblique, les Israéliens pouvaient espérer en finir avec ces résistants palestiniens...* » Si l'on met à part l'habillage conjoncturel – arrivée de Begin, enivrement qui s'ensuivit, etc. – Jean Daniel situe bien la réalité du sionisme au service, non pas du judaïsme mondial comme il le dit, mais de la bourgeoisie juive capitaliste d'une part, et de l'Occident impérialiste

d'autre part. La première n'étant d'ailleurs qu'une partie du second, la symbiose fondamentale entre les deux est évidente. Le sionisme est donc bien une armée au service de l'Occident impérialiste dans son ensemble.

Cette logique du sionisme impérialiste existe depuis les débuts de cette idéologie, depuis Herzl, dont certaines phrases sur le sujet sont célèbres. Les théoriciens de l'impérialisme rejoignent ici les dirigeants sionistes, depuis le Premier ministre britannique Biterman, en 1907, jusqu'à Churchill, qui fut certainement le principal penseur de l'impérialisme et de sa stratégie dans la première moitié de ce siècle, en passant par la communauté juive de Manchester en 1908 et tous les développements de l'histoire conjointe du sionisme et de l'impérialisme. Aujourd'hui, Reagan et Begin sont en plein accord, demain, ce pourra être Reagan et Pérès ou Kennedy et Pérès, le fond ne change en rien : la symbiose entre impérialisme et sionisme est intrinsèque.

Israël, camp retranché de l'impérialisme au Moyen-Orient, ne bénéficie pas seulement du soutien matériel du camp impérialiste : les communautés juives occidentales constituent pour lui une véritable réserve humaine. Prenons le cas concret des pilotes. Bien entendu, Israël forme ses pilotes uniquement au sein de sa communauté ashkénaze. Mais il dispose également, en cas de besoin – comme ce fut le cas en octobre 1973 – de pilotes américains formés à la conduite des mêmes avions de combat. Par le simple jeu de la « Loi du retour » et de la Constitution de l'État d'Israël, ils peuvent prendre l'avion pour Israël et se retrouver citoyens israéliens sans autre forme de procès. Par conséquent, ils peuvent à tout moment rejoindre l'armée sioniste. Le même phénomène joue en faveur des groupes fascistes, formés aux États-Unis et opérant actuellement de plus en plus nombreux au sein même de l'État d'Israël. L'un des plus connus est la « Ligue de défense juive », constituée à New York par un rabbin fanatique en recrutant la jeunesse des bas-fonds du quartier juif de la ville. On sait que l'un de ses adeptes a été le principal exécutant de l'attentat d'avril dernier contre la mosquée El Alqsa, à Jérusalem. Ces groupes fascistes fournissent constamment l'armée en instructeurs et en idéologues, chargés d'insuffler leur racisme aux soldats de réserve qui sont amenés comme troupes d'occupation dans les territoires occupés de la Cisjordanie et de Gaza.

Quant au soutien militaire matériel que les États-Unis apportent à Israël, il est connu de tous. L'hebdomadaire américain *Times* du 16 août dernier rappelait que, depuis 1948, les États-Unis ont accordé quinze milliards de

dollars d'aide militaire à Israël, dont un tiers sous forme de dons et les deux autres sous forme de crédit remboursable après trente ans. Aujourd'hui que ces remboursements doivent commencer à prendre effet, une des principales fonctions de l'aide économique mise en place est précisément de permettre à Israël de rembourser les États-Unis. Tout ceci a permis à Israël de disposer d'une formidable machine de combat, dont 85 % des 602 avions sont américains – toujours selon le *Times* – ainsi que la totalité des 4 000 transports blindés, parmi lesquelles 1 000 grosses pièces d'artillerie qui servent à bombarder Beyrouth. En tout, 90 % du potentiel de frappe total de l'armée israélienne, aussi bien de Terre que d'Air et de Mer, est américain.

Il faut ajouter à ces réserves humaines et à cette aide militaire l'aide économique, de plus de sept milliards de dollars, accordée depuis les débuts d'Israël. Au total, le seul petit État d'Israël bénéficie d'une aide américaine égale à celle que reçoivent tous les autres pays du monde rassemblés.

Dans ce camp retranché, le système des castes est tout à fait omniprésent. Je faisais remarquer que tous les pilotes sont euro-américains. Arié Éliav, ancien dirigeant du Parti travailliste actuellement membre du Shelli, fait remarquer que les chauffeurs sont, eux, orientaux, c'est-à-dire juifs arabes.

Notons au passage les contradictions du parti Shelli. Il a joué un rôle extrêmement positif, notamment au cours de la dernière guerre où il tendait à désamorcer les aspects les plus agressifs du sionisme – occupation de la Cisjordanie et de Gaza – et prônait la reconnaissance d'un État palestinien. À côté de cela, ses dirigeants, tout au moins Arié Éliav, restent sionistes. Déplorant, dans le numéro spécial des *Temps modernes* sur le « Second Israël »⁴⁹, que la discrimination raciale entre juifs ashkénazes et orientaux se soit répandue dans l'armée, il évoque « *Tsahal, notre enfant chérie* » ! Ces mots se passent de commentaire. Cette aile réformatrice du sionisme se rend d'ailleurs compte des dangers politiques où l'entraînent sa logique – danger à la fois pour les alliés impérialistes et pour la survie même de l'État d'Israël au Moyen-Orient. Elle est donc prête à faire des concessions pour tenir compte, comme l'ex-général Matti Peled, l'un de ses membres, le disait au micro de la BBC le 5 février 1981, des changements militaires : évolution de la stratégie des camps-frontières, chargés de reculer les frontières le plus loin possible, vers la stratégie actuelle, basée sur l'utilisation des missiles.

Qu'en est-il des colons eux-mêmes ? Leur structure est là encore orientée en premier lieu vers le support logistique du camp retranché d'Israël. Elle

est fondée sur la structure raciale de castes. La coupure entre les juifs euro-américains d'une part, les juifs arabes de l'autre, et enfin les Palestiniens à l'extérieur, fait songer par analogie à la Rome antique : les juifs euro-américains seraient les patriciens, les juifs arabes la plèbe et les Palestiniens les Barbares...

L'industrie

Peut-on parler d'une structure de classe dans le domaine industriel ? Même dépendante des monopoles impérialistes, comme dans les pays dominés, une bourgeoisie nationale s'est-elle constituée, exploitant une classe ouvrière nationale israélienne ? Nullement. Mahjoub Omar⁵⁰ écrit : *« On ne peut parler de l'existence d'une classe "bourgeoise" dans le rassemblement sioniste. Les réalités montrent que tout ce qui existe dans cette entité est importé de l'extérieur, qu'il s'agisse des capitaux liquides ou d'unités productives montées grâce à ces capitaux. La quote-part de l'accumulation locale, telle qu'elle est organisée par les assurances sociales et dominée par les banques étrangères, est négligeable. »* Écoutons David Orowitz, ancien gouverneur de la Banque d'Israël : *« Israël est un pays pauvre surtout en ce qui concerne les richesses naturelles. Elle manque de la plupart des matières premières pour la production industrielle qui est la source fondamentale de ses revenus, elle vit de la transformation des matières importées. Sans importer les complexes de production, il est impossible d'y assurer l'emploi et la survie économique, non plus qu'un niveau de vie convenable. »*⁵¹ On peut ajouter, si l'on analyse d'un peu plus près la structure industrielle – bien que je manque de données complètes sur la question – qu'il y a essentiellement deux grands secteurs industriels. La fameuse théorie dualiste, qu'on applique souvent artificiellement aux pays du « Tiers Monde », trouve ici son application. C'est ce qui permet à certains théoriciens de prétendre que l'État d'Israël appartient au Tiers Monde. En fait, la structure dualiste est caractéristique d'Israël, elle est inhérente à cet État, précisément parce que c'est un État sans société. Ce camp retranché impérialiste, organisé selon une structure de castes à dominante euro-américaine, utilise une plèbe juive arabe et des « Barbares » palestiniens pour leur faire effectuer des tâches habituellement réservées au Tiers Monde.

Le secteur de la grande industrie, d'abord, constitue l'essentiel de la logistique technologique de ce camp retranché. Il est tout d'abord formé par les usines d'armement. On connaît leur importance, le rôle qu'elles jouent, non seulement pour l'armée israélienne, mais aussi comme relais et couverture pour la livraison d'armes à des gouvernements fascistes ou du Tiers Monde que le gouvernement américain n'ose pas approvisionner directement. Des révélations récentes ont été faites sur certains pays d'Amérique centrale. D'autre part, les industries chimique et électronique jouent un rôle logistique dans toute armée moderne, fournissant explosifs, missiles, etc. L'industrie des pièces de rechange et l'entretien d'une armée moderne constituent également des postes importants.

Dans ce secteur, les principaux propriétaires sont l'État et la Histadrout, le fameux « syndicat » ouvrier. Les origines historiques de ce « syndicat » ne sont pas assez connues des militants arabes, ce qui peut les amener à le confondre avec un véritable syndicat ouvrier. Ilan Halévi, dont l'ouvrage a de nombreux mérites malgré les critiques qu'on peut lui apporter, a décrit les premières implantations sionistes au début de ce siècle, les « *Ouvriers de Sion* », ouvriers juifs venus de Pologne ou d'Ukraine avec leur seule force de travail et cherchant à s'appropriier le travail industriel – ce qui ne les a pas empêchés, par ailleurs, d'exploiter des juifs non européens pour des travaux plus humbles. Ilan Halévi note que « *les Ouvriers juifs de Palestine [dont, je le rappelle, Ben Gourion était un des dirigeants], organisés par de puissants réseaux, appuyés sur la gestion coopérative et bureaucratique d'une économie séparée et pré-étatique, syndiqués et mobilisés, imposent aux dirigeants sionistes le langage du socialisme et de la révolution, à l'intérieur même du discours sioniste, nationaliste et colonial*⁵² ». Il ajoute que la Histadrout devient l'« épine dorsale » de ces institutions ouvrières. Cette structure, coopérative et bureaucratique aussi bien que raciste, n'a cessé de dominer le Parti travailliste jusqu'à nos jours. C'est ce qui explique la haine profonde que lui portent les juifs arabes, qui sont pour la plupart des ouvriers, mais maintenus dans l'infériorité et ne pouvant accéder à ces usines privilégiées du Parti travailliste, véritables centres du racisme anti-juif arabe, fondées dès l'origine sur la ségrégation privilégiant les ouvriers-propriétaires, juifs européens. Certes, tous les ouvriers ashkénazes ne travaillent pas dans des industries appartenant à la Histadrout. Je parle toujours ici du secteur dominant, de l'industrie moderne de haute technologie. Ses ouvriers ne peuvent être considérés comme des

« prolétaires », car ils participent largement aux spéculations financières qui sont l'un des moyens de domination de la caste euro-américaine en Israël.

Il faut souligner d'autre part que ces industries à haute technologie sont au cœur de la domination technologique dont dispose Israël et de ses projets de domination économique au Moyen-Orient, partie intégrante de ses objectifs impérialistes. Ces objectifs tablent sur une possibilité d'extension des accords de Camp David à l'ensemble du Moyen-Orient. Ils se sont clairement affirmés au Liban et en Jordanie, et s'affirmeront sans doute ultérieurement dans d'autres États arabes. On ne peut comprendre le rôle que joue Israël dans les plans des monopoles impérialistes que par analogie avec les zones franches en Asie. Celles-ci ont été largement étudiées par des économistes progressistes japonais : ce sont en fait de véritables enclaves de l'impérialisme, qui lui permettent d'exercer sa domination industrielle par le biais des industries installées dans ces zones. Elles sont intégrées à la structure mère de la métropole sur les plans technique, économique, financier et humain, tout autant que le camp militaire retranché sioniste.

La société Intel, inventeur des composants microélectroniques, installée dans la fameuse Silicon-Valley de Californie, a décidé d'implanter sa première antenne importante hors des États-Unis et choisi de l'installer en Israël⁵³. Quand on connaît l'importance actuelle des composants électroniques, domaine-clé s'il en est, on comprend à quel point ce n'est pas par hasard... Dans le cadre de la « division internationale du travail », l'impérialisme intègre ainsi l'État d'Israël au Moyen-Orient, ne l'utilisant plus seulement comme plate-forme militaire mais aussi comme tête de pont économique et industrielle.

Le deuxième secteur de l'industrie israélienne, tout à fait différent du premier, est celui de l'industrie de main-d'œuvre. Contrairement au premier secteur, tourné essentiellement vers l'armée, celui-ci est essentiellement tourné vers l'exportation. Ces industries trouvent une abondante main-d'œuvre sur place : les juifs arabes transplantés en Israël et les Palestiniens incorporés de force dans la nation israélienne. Ce sont les industries classiques du Tiers Monde : textile – tissus, habillement, tapis –, matières plastiques, etc. Elles sont pour la plupart situées dans les « villes de développement », villes marginales Beersheva, Dimona, Bet Shean – dans lesquelles ont été concentrés les juifs venus des pays arabes. Le professeur Kenneth Brown, dans son reportage sur les populations opprimées en Israël et dans les territoires occupés⁵⁴, parle de l'une des rares implantations en

Cisjordanie de juifs orientaux (en fait, des juifs yéménites). Ils n’y cultivaient absolument pas la terre, mais furent implantés pour travailler dans ce genre d’industries ou exécuter des travaux de taille de diamants, dont on sait combien ils rapportent à l’économie israélienne. A l’origine, ces travaux étaient l’apanage d’ouvriers émigrés de Hollande. A l’heure actuelle, ces ouvriers ou leurs enfants se destinent aux industries à haute technologie et cette activité est désormais réservée aux ouvriers juifs arabes. On peut par exemple citer une société privée, Kitane, qui a exporté en 1980 pour quelque 29 millions de dollars et emploie 3 000 ouvriers, répartis entre quatre sites différents : trois villes de développement – Bet Shean, Dimona et Ra’anana –, avec des ouvriers juifs arabes, notamment marocains, et la ville de Nazareth, en Galilée, où travaillent des Palestiniens citoyens israéliens.

Une troisième catégorie enfin, qui comprend le terrassement et les travaux pénibles, est assurée par une majorité d’ouvriers palestiniens, essentiellement des Palestiniens des territoires occupés. Par ces travaux, ils occupent une place de plus en plus importante dans l’économie israélienne. Exactement comme dans l’Afrique du Sud de l’apartheid, ils sont tenus de résider dans leur zone d’origine et se déplacent chaque matin en autobus pour aller travailler ou chercher du travail en Israël.

106 / 187

Catherine Lévy a consacré un article paru dans *Nouvelles de l’Intérieur* au problème de l’exploitation des palestiniens. Elle distingue quatre classes ouvrières en Israël – pour autant que le terme de « classe ouvrière » s’applique à la première d’entre elles :

- une classe ouvrière ashkénaze, c’est-à-dire euro-américaine ;
- une classe ouvrière de juifs orientaux, c’est-à-dire de juifs arabes ;
- une classe ouvrière d’Arabes israéliens, c’est-à-dire de Palestiniens citoyens israéliens ;
- enfin, une classe ouvrière de Palestiniens des territoires occupés.

Dans ces conditions, il semble difficile de parler *d’une* classe ouvrière israélienne, qui serait le fondement du peuple israélien.

L’agriculture

L’agriculture israélienne peut être qualifiée de coloniale, car elle produit pour l’exportation. Toute l’agriculture de subsistance est assurée par les Palestiniens, notamment en Cisjordanie occidentale. Ce seul fait illustre

bien l'importance pour Israël du maintien de sa domination sur la Cisjordanie. Le courant des « colombes », celui de Shimon Pérès, serait d'ailleurs prêt à céder une partie de la Cisjordanie à un protectorat jordano-palestinien, qui lui servirait en fait de réserve de main-d'œuvre, afin de procurer à Israël les produits agricoles de subsistance. Quant à l'agriculture proprement israélienne, elle est destinée à l'exportation, et il n'est que d'écouter Ariel Sharon se vanter de ses propres cultures ou de celles de sa mère, se glorifiant de faire pousser des avocats...

Étant donné l'importance que les kibboutzim ont pris dans la propagande des années 50 et 60 vantant le soi-disant « socialisme israélien », il est intéressant de voir ce qu'ils sont devenus aujourd'hui. Les kibboutzim emploient actuellement 3,5 % de la population. Le quart d'entre eux se consacre aux travaux agricoles⁵⁵, produisant 40 % du produit agricole, en valeur bien entendu. En effet, les kibboutzim sont en première place pour l'exportation du coton et des avocats. Ces fruits chers dépassant de très loin les moyens de la population marocaine, mes camarades ne connaissent les avocats que grâce au travail de l'un de nos compagnons qui, un jour, en a fait pousser un plan dans notre petit bout de jardin...

Kenneth Brown souligne donc qu'un quart des kibboutzim seulement se consacre à l'agriculture. Il précise encore que dans l'industrie, ils sont essentiellement engagés dans l'exportation et les affaires internationales, maniant de grosses sommes d'argent. Il cite le cas du complexe industriel de Granoth, qui appartient à 40 membres d'un kibboutz, emploie 1 000 personnes (ouvriers et employés), dont 200 seulement sont membres du kibboutz, les 1 800 autres étant des prolétaires exploités. Ce complexe réalise un chiffre d'affaire d'un million de dollars par jour, principalement sur le marché international mais également sur les bourses de valeurs. Kenneth Brown s'attache à analyser les rapports entre les kibboutzim et leurs propriétaires coopérateurs, d'une part, et la main-d'œuvre juive arabe qu'ils exploitent, d'autre part : *« Les kibboutzim sont, dans leur ensemble, des communautés prospères et isolées du reste du pays. Mais elles sont ouvertes à la société de différentes façons. Elles fournissent encore un grand nombre de troupes de combat, d'officiers, de pilotes pour les services armés et ceci en dehors de toute proportion quant au pourcentage de la population. Beaucoup de politiciens de haut rang de la coalition travailliste viennent des kibboutzim et leur industrie dépend, d'une façon extensive, de la main d'œuvre salariée de l'extérieur. Dans les quelques dernières années*

et plus spécialement depuis le début de la campagne électorale de 1981, le problème des relations entre les kibboutzim et cette force de travail de l'extérieur est devenu un problème central. Par exemple à Bet Shean [je rappelle qu'à Bet Shean, ce sont essentiellement des juifs marocains], beaucoup des habitants ont travaillé pendant des années dans les kibboutzim environnants. Leur attitude vis-a-vis de ces kibboutzim et de leurs membres varie de la critique à la haine. » Et Kenneth Brown ajoute que les kibboutzniks, de leur côté, se demandent comment faire face à cette hostilité des juifs arabes qui les entourent.

Dans l'agriculture, on voit donc également le rassemblement humain israélien structuré en ethnies-castes, l'ethnie-caste dominante étant les juifs euro-américains, dans un système colonial. L'exemple des kibboutzim est significatif de l'exploitation aussi bien de l'ethnie-caste juive arabe que du peuple palestinien.

La spéculation financière

Des ouvrages ont été consacrés au rôle parasite de l'État d'Israël dans l'économie capitaliste mondiale. On sait également que des opérations de la mafia ont pu être couvertes, la loi sioniste du retour ayant permis à certains mafiosi célèbres de se replier sur Israël.

Pour analyser le problème de la spéculation financière et de son importance au sein de ce rassemblement humain, je me baserai sur les études de deux journaux sérieux, *The Economist* du 24-30 janvier 1981 et *Le Monde de l'Économie*, supplément au *Monde* du 11 août 1981.

The Economist rappelle qu'en 1980, le taux officiel d'inflation a été de 132 % – le taux réel se situant entre 160 et 180 %. Mais dans le même temps, l'indice général des valeurs de la Bourse de Tel-Aviv a augmenté de 440 %. On sait que les salaires bénéficient d'une indexation sur le taux d'inflation officiel. *Le Monde* indique que ce mécanisme d'indexation a permis, selon l'un des principaux dirigeants de la Histadrout, responsable des questions économiques, une augmentation moyenne de 2 % des salaires réels. Soulignons qu'il s'agit là d'une *moyenne*. Quelle fut l'augmentation des ouvriers arabes ? Quand on sait qu'ils sont dominés au sein même de la Histadrout et que les leviers de contrôle de cet organisme (que je n'appelle pas syndicat) sont entre les mains des bureaucrates euro-américains, on peut se poser la question.

Toujours est-il que cette différence considérable entre taux de l'inflation et hausse de l'indice des valeurs boursières permet une spéculation généralisée, dont bénéficient les privilégiés. Comme l'explique *The Economist*, placer son argent sur le marché boursier est le meilleur moyen de se protéger de l'inflation. Ainsi, de nombreuses valeurs ont augmenté de 300 % hors taxes. Les salariés ayant quelque épargne participent donc aussi à cette spéculation – et je rappelle que les ouvriers juifs arabes ont un revenu de moitié inférieur au revenu moyen des euro-américains. Par conséquent, l'épargne, inaccessible à un salarié juif arabe, n'est possible qu'aux salariés juifs euro-américains. Cela permet à leurs épouses de boursicoter en faisant leur marché, aux soldats et aux étudiants de ces milieux de spéculer, et bien entendu aux hommes d'affaires de réaliser des profits de manière plus juteuse qu'en développant leurs entreprises.

The Economist désigne les grands manipulateurs de la Bourse : le gouvernement, à travers la Banque centrale, les grandes banques commerciales qui contrôlent la plus grande partie des affaires du pays, le capital israélien « noir » qui est estimé à près d'un milliard et demi de dollars, et le capital « juif d'outre-mer », qui a déferlé sur le pays dans les trois dernières années, depuis que Begin a adopté une politique libérale des changes. Une grande partie du capital « noir » s'est également portée sur l'immobilier, contribuant à gonfler les prix de la propriété. Ce phénomène s'est reflété dans la croissance des réserves en devises d'Israël, passées depuis le début de 1980 de 2,1 à 3,5 milliards de dollars. Mais en même temps, continue *The Economist*, toutes ces forces ont le pouvoir de « crever l'abcès » (au sens boursier du terme) à Tel-Aviv.

Quant au *Monde*, dont l'article va dans le même sens, il souligne que dans cette affaire les perdants sont les personnes à faibles revenus, salariés des vieilles industries (industries de main-d'œuvre), fonctionnaires... Les gagnants sont au contraire les professions libérales, les banques et leur personnel et les gestionnaires des entreprises industrielles. Parmi ces derniers, je note au passage que nous retrouvons bien sûr les bureaucrates de la Histadrout. *Le Monde* conclut que la spéculation est devenue pour les entreprises un pôle d'attraction plus rentable que l'amélioration de la productivité.

La spéculation financière contribue donc au renforcement du système d'ethnies-castes israélien. Le revenu brut par tête des juifs orientaux, en 1975-1976, était pour moitié inférieur à celui des juifs occidentaux⁵⁶.

Depuis, l'inflation et la spéculation financière n'ont fait que creuser le fossé, sous le règne théoriquement anti-discriminatoire de Begin.

L'éducation

Doris Bensimon est l'une des meilleurs spécialistes du problème des juifs arabes en Israël et de l'histoire des juifs nord-africains, particulièrement marocains. Dans sa contribution au dossier des *Temps modernes*⁵⁷, elle parle de l'éducation comme étant « problématique ». Le terme semble tout à fait approprié. Tenons-nous en au seul enseignement supérieur : elle relève qu'en 1977-1978, alors que les juifs orientaux composent la majorité de la population juive israélienne, ils ne représentent que 17 % des étudiants juifs de l'Université – 8 % de juifs arabes seulement parmi les candidats à la maîtrise, et 4 % au doctorat. Doris Bensimon précise que les juifs orientaux ne réussissent leur intégration « qu'au prix d'une rupture avec le passé ». Elle le souligne bien, dans l'éducation, ce sont des critères ethniques et non de classes qui fondent les divisions. Les barrages racistes de l'éducation israélienne ne reposent pas sur des dispositions institutionnelles – ne serait-ce que pour sauvegarder les apparences d'égalité entre juifs israéliens – mais sur des structures et des mentalités racistes, au sein de la caste dominante des juifs euro-américains.

Le bulletin *Nouvelles de l'Intérieur*, édité par Ilan Halévi, a repris dans son numéro du 30 septembre 1980 une information parue dans un hebdomadaire : dans une ville de développement (mochav), « dans le cadre d'un programme gouvernemental d'intégration sociale, les enfants orientaux de la bourgade misérable de Bet Dagan devaient intégrer l'école " européenne " du mochav. Mais, le jour de la rentrée, pas un seul enfant du mochav n'était venu à l'école. Leurs parents refusaient " l'intégration ", qui allait " faire baisser le niveau " du mochav... » Ce point de vue, bien entendu, est celui des Européens qui contrôlaient cette école. Yossi Eyman, le journaliste, rapporte le dialogue suivant entre communautés : « " A coups de bâtons et avec des tracteurs, nous empêcherons les orientaux de venir ", ont promis les Ashkénazes. Réponse des Sépharades : " Nous nous servirons de grenades "... » Voici l'ambiance qui règne entre juifs euro-américains et juifs arabes, en ce qui concerne les problèmes de l'éducation. En fait, cette tension traverse l'ensemble de la pseudo-société israélienne.

Le statut de la femme

Dans le dossier des *Temps modernes*, une importante contribution d'Helen Acoca⁵⁸ permet de faire la liste des catégories dans lesquelles sont confinées les juives « sépharades ». Ce sont dans l'ordre :

- la prostituée⁵⁹ ;
- la bonne ;
- la faiseuse d'enfants ;
- celle qui est « arrivée », mais est déracinée...

La religion

C'est au nom de la religion qu'on a tout justifié, oppression, dégradation, crimes, honte... L'État d'Israël est-il véritablement l'accomplissement de la religion juive, telle qu'elle était pratiquée dans le monde arabe ? Bien loin de là. J'ai consacré une étude plus approfondie à ce problème⁶⁰, mais je voudrais rappeler ici la contribution du professeur Shokeid au colloque « Identité et Dialogue », consacré aux juifs marocains. Il y exposait la situation des juifs venus de l'Atlas et transplantés en Israël, montrant, tout au long d'un long processus s'étendant sur une quinzaine d'années, la dislocation⁶¹ de leur passé religieux et de leur culture religieuse.

J'ajouterai que, dans l'exercice même de leur religion, les juifs arabes sont discriminés par rapport aux juifs euro-américains. Les *Hilloula* sont l'équivalent des *Mousssem* musulmans. Dans la *Hilloula* de rabbi Simon, l'un des principaux centres de *Hilloula* en Palestine, bien avant la fondation de l'État d'Israël, le centre est monopolisé par les juifs euro-américains. Les juifs arabes, notamment marocains, pour lesquels rabbi Simon est un saint très important, sont relégués à la périphérie, sur les marches, sans pouvoir accéder au centre⁶².

La politique

Dans l'appareil politique, on trouve sans doute quelques arrivistes. D'ailleurs, dans son analyse de la dislocation religieuse, le professeur Shokeid parlait de ces jeunes ambitieux qui arrivent à tirer profit de la dislocation de leur culture religieuse imposée par le ministère de la Religion. David Lévy est aujourd'hui le vice-Premier ministre de Begin ;

Ytzhak Navon est président de l'État d'Israël. Quoique je ne connaisse pas l'itinéraire personnel d'Ytzhak Navon, je tiens à son propos à inciter à la méfiance vis-à-vis du terme « sefardi », « sépharade ». Dans la terminologie eurocentriste, ce mot désigne aussi bien les juifs venus à l'origine des grandes bourgeoisies européennes – grands commerçants d'Espagne installés à Bordeaux, en Hollande ou en Angleterre au début du XVII^e siècle –, que les juifs méditerranéens de Salonique ou de Livourne, certains venus également d'Espagne, mais d'autres, Arabes venus d'Andalousie. Ce terme est donc à éviter, car il ne permet pas de cerner les vrais problèmes. Il vaut mieux parler de « juifs arabes ». L'emploi du terme « sépharade » ne me permet pas de savoir si Ytzhak Navon est un juif arabe parvenu, ou s'il est tout simplement un juif bourgeois venu d'Europe occidentale.

Parmi les arrivistes, on trouve également des rabbins corrompus, comme Abouhatzeira, ancien ministre qui a fondé son propre parti, lequel obtint trois députés aux dernières élections. L'un d'eux est d'ailleurs actuellement ministre de Begin.

On a beaucoup parlé et beaucoup écrit sur le fait que les juifs arabes votaient pour Begin, et le phénomène a été imputé à leur esprit religieux. Il n'en est rien. Ils ne votent pas pour Begin du fait de leur religion, bien au contraire, leur religion – le judaïsme arabe – est aliénée et n'a rien à voir avec le prétendu messianisme de Begin. Ce « messianisme »-là n'a d'ailleurs aucun rapport avec la conception que se font les juifs arabes du Messie, mais il recouvre une espèce de « mission sacrée » que se sont attribuée les sionistes dans la région.

Shimon Pérès, dans une interview donnée il y a quelques jours au *Monde*, a fait l'aveu involontaire de ce que les juifs arabes ne sont pas plus partisans de la guerre que les autres. Interrogé sur le problème des différences entre juifs orientaux et juifs ashkénazes sur le problème de la paix, il répond que ces différences n'existent pas... et mentionne le fait que les deux ministres de Begin qui ont le plus vivement réagi aux massacres de Sabra et Chatila, qui ont réclamé une commission d'enquête en menaçant de démissionner, sont les deux ministres sépharades : David Lévy et Uzan. Ceci tend à prouver qu'ils tiennent compte de leur base politique, c'est-à-dire des juifs arabes, qui ont probablement été encore plus scandalisés que les juifs euro-américains dans leur ensemble. Or, ces derniers sont les seuls à occuper le devant de la scène politique, par le biais de leurs organisations, dont les juifs arabes ne disposent pas.

Toutes les données actuellement disponibles concordent pour montrer que, dans le domaine politique, l'affrontement entre les juifs euro-américains et les juifs arabes se développe. Sans doute a-t-il été estompé pendant la guerre, mais il a ressurgi particulièrement vivement pendant la campagne électorale de 1981.

Cet affrontement a pris corps avec le mouvement des Panthères noires, au début de 1971. La prise de conscience qui en est résultée n'a cessé de se développer tout au long des années 70. Le mouvement des Panthères noires lui-même a été dilué dans les structures politiques du sionisme qui a récupéré la plupart de ses fondateurs, notamment par la coalition électorale autour du parti communiste israélien, le Rakah. Ce parti a d'ailleurs bénéficié d'un apport non négligeable de voix des juifs arabes. Néanmoins, la prise de conscience due au mouvement des Panthères noires explique le passage de l'électorat juif arabe d'un vote travailliste à un vote pour Begin. Il ne s'agit pas tant là d'un vote en faveur de Begin que d'un vote sanctionnant les travaillistes. La masse des juifs arabes opprimés culturellement et socialement, n'étant pas en mesure de dégager d'elle-même la juste voix de sa libération, s'est laissée abuser par la démagogie facile dans laquelle, comme tout bon fasciste, Begin excelle. Il a su habilement faire monter des arrivistes à la David Lévy...

Les élections de 1981 ont également révélé la véritable haine qui s'est développée entre les deux communautés. Kenneth Brown le dit clairement dans son rapport : « *les tensions sous-jacentes, les conflits, les incompatibilités au sein de la société juive israélienne, sont apparus de façon dramatique à la surface, sous la forme d'animosité ethnique amère pendant les élections de 1981 à la Knesset.* » Ces élections permirent au Likoud de garder le pouvoir, principalement grâce au vote des juifs orientaux, alors qu'à l'exception notable de David Lévy, tous ses dirigeants, à commencer par le Premier ministre Begin, étaient des juifs européens. Ceux-ci surent donc attirer les suffrages des juifs orientaux, en affirmant notamment pendant leur campagne lutter contre « *le " racisme européen " du parti d'opposition, le Maarakh de Shimon Pérès* ». Pour illustrer cet antagonisme entre juifs orientaux et juifs européens, Kenneth Brown donne l'exemple d'un meeting d'un membre du Bureau politique du Maarakh, qui répondit à des contradicteurs juifs orientaux : « *Nous allons vous baiser, comme nous avons baisé les Arabes !* » La traduction est littérale. Voici

donc le fond de la pensée de l'un des dirigeants des « colombes » israéliennes...

On ne peut le comprendre que si on comprend que le sionisme est avant tout un racisme. Ce racisme est essentiellement dirigé contre les Arabes, à tel point que l'Arabe – et particulièrement, bien entendu, le Palestinien – devient pire que l'ennemi à abattre, un sous-homme, un non-homme, une « bête », comme n'hésitent pas à le dire certains instructeurs des armées sionistes, voire même des rabbins, déshonorant par ces propos le titre même de rabbin. Pour le sioniste, l'Arabe est un non-homme. Que sont donc les juifs arabes ? Même si on les qualifie d'« orientaux » pour bien marquer leur différence d'avec les autres Arabes, parce qu'on a besoin d'eux comme chair à canon autant que comme manœuvres et ouvriers, la caste dirigeante n'a que mépris pour ces juifs, parce qu'arabes. Bien entendu, je ne parle pas de tous les juifs euro-américains, mais il est certain que cette tendance est très largement répandue parmi eux et surtout parmi les dirigeants, y compris, secrètement, chez Begin. Kenneth Brown donne dans sa conclusion une raison supplémentaire à l'emploi du terme d'« arabes » pour qualifier ces juifs : *« Aux yeux de ceux qui ont formé, enfin donné forme aux politiques, aux pratiques et à l'opinion publique en Israël, les juifs orientaux sont “ arabes ”. Le dénigrement de l'Orient par les juifs européens a été plus ou moins total dans ce sens. »* Je crois qu'une telle analyse a son importance, venant d'un homme aussi compétent et objectif que Kenneth Brown.

114 / 187

Il n'y a pas de peuple israélien

Après avoir analysé sous ses divers aspects – économie, éducation, religion, politique – le conglomerat humain israélien, on peut conclure qu'il n'y a pas de peuple israélien. Je me permettrai de me citer moi-même en livrant ici les conclusions d'un texte que j'ai rédigé il y a presque deux ans sur la même question :

S'il n'y a pas de peuple juif – et il n'y a pas de peuple juif –, il y a bien des juifs qui ont été rassemblés en Palestine par le sionisme dans le cadre de l'entité sioniste. Mais qui sont donc ces juifs ? Sont-ils arrivés dans cet État d'Israël vierges de tout passé, de toute culture, de toute appartenance nationale concrète autre que le lien à la mythique « nation juive » ?

Certes, ils ont été soumis à un véritable lavage de cerveau, à un encadrement et à un endoctrinement systématique, en particulier de la jeunesse. Les juifs d'Europe centrale, rescapés de l'antisémitisme sévissant dans cette région depuis la fin du XIX^e siècle et de son apogée monstrueuse, le nazisme, ont pu s'accrocher d'autant plus désespérément au mythe sioniste. Ceci explique, sans le justifier, le fanatisme avec lequel ils ont repris à leur compte et mis en œuvre le racisme sioniste. La responsabilité des dirigeants est d'autant plus terrible qu'ils ont mis à profit leur désespoir pour les pousser au crime. Il est évident qu'il ne sera pas facile d'éveiller la conscience des juifs ashkénazes en tant que communauté, d'autant plus que leurs enfants ont pu largement profiter des structures coloniales et racistes de l'État sioniste.

Mais, pour autant, forment-ils une communauté stable dans l'entité sioniste, susceptible d'évoluer en peuple israélien ou en noyau de ce peuple, auquel pourraient s'intégrer ensuite les juifs sépharades, comme le suggère tout le dossier sur le Second Israël des *Temps modernes* ? Pas le moins du monde.

L'État d'Israël est un tonneau des Danaïdes, dans lequel on a d'abord versé beaucoup d'eau qui fuyait par un petit trou... mais le trou s'agrandit et on a de moins en moins d'eau à ajouter ! Les dernières statistiques disponibles montrent ainsi que l'émigration et l'immigration arrivent maintenant tout juste à se compenser. Bien plus, un article du *Monde* analyse l'émigration à laquelle doit faire face l'État d'Israël. On sait qu'elle concerne exclusivement des ashkénazes, car les juifs orientaux n'ont guère où aller. D'après cet article, reflet des débats actuellement en cours dans l'entité sioniste sur le problème, il ressort que cette émigration affecte « *les fondements même de la société* ». Un sondage parmi des jeunes de Haïfa montre que 40 % des garçons et 30 % des filles envisagent d'aller vivre à l'étranger. Bien plus, même les kibboutzim, citadelles de l'idéologie sioniste, ne sont plus à l'abri de l'émigration. Ainsi, « *la proportion des membres des kibboutzim était en très nette augmentation parmi les partants au cours des dernières années*⁶³ ».

*Le Monde*⁶⁴ cite un autre fait significatif : le directeur général de l'Agence juive, terroriste qui a un véritable Oradour à son actif, explique que 300 000 à 500 000 Israéliens résident actuellement aux États-Unis et que le plus grave est que 60 % d'entre eux ont entre vingt et quarante ans et sont d'un niveau professionnel et intellectuel élevé. Le moins qu'on puisse

dire est donc que la « cohésion nationale » du noyau du « peuple israélien » n'est pas évidente...

Tout ceci ne signifie pas que certains juifs européens qui se sont installés ou qui sont nés dans l'entité sioniste ne puissent se rendre compte des crimes auxquels le sionisme conduit, de l'impasse dans laquelle il les enferme. Ils prennent ainsi conscience de la nécessité de la lutte révolutionnaire contre le sionisme. Ceux-là militent au sein du Rakah ou de groupes révolutionnaires ; objecteurs de conscience, ils refusèrent au prix de leur liberté de servir dans les territoires occupés en 1967. Ils méritent le respect, ce sont nos camarades et nos frères de combat.

Pour les juifs arabes dans l'Etat sioniste, les choses sont encore plus claires : l'opération sioniste les concernant relève pour l'essentiel du hold-up perpétré contre ces communautés par l'organisation sioniste avec la complicité active des bourgeoisies juives locales et des régimes coloniaux.

Quant à la prétendue « ferveur messianique » de ces communautés, dont parlent actuellement certains idéologues du sionisme, et qui les aurait amenées à rallier l'État d'Israël, la simple analyse des faits historiques démontre son absence. Dans les années 40, face à la collusion du sionisme et du colonialisme, l'immense majorité des juifs marocains est restée attachée à des conceptions religieuses opposées à la conception sioniste importée d'Europe. Le retour en Terre sainte est reporté après l'arrivée du Messie. Les départs qui ont eu lieu n'ont donc pas de raisons religieuses mais bien des raisons politiques.

On ne peut déformer les faits indéfiniment et les faits montrent que ces juifs arabes restent, au sein de l'entité sioniste, des juifs arabes. En mai 1971, en réponse à une critique de Maxime Rodinson sur le concept que j'avais avancé de judaïsme arabe, j'avais recours au concept de communauté pour expliquer les spécificités de ces sous-ensembles culturels, parties intégrantes d'un ensemble national englobant, lui-même forgé dans un processus historique. Ainsi en va-t-il des communautés juives du monde arabe : juifs marocains, juifs irakiens, etc. Ce concept est également valable pour les Noirs américains, dont la spécificité culturelle s'est affirmée au cours des siècles comme partie intégrante de la nation et du peuple américain.

En revanche, vouloir ériger ces différentes communautés culturelles, qui ne sont pas des nations, en un ensemble national a-historique, sur la seule base d'un facteur culturel commun – que ce soit la religion ou la couleur de

la peau –, c'est se condamner aux échecs qu'ont déjà subis tant les chantres de la Ligue musulmane dans le subcontinent indien que ceux de la négritude dans les Amériques... Le même sort attend les sionistes, mais leur aventure inspirée du rêve délirant d'une poignée de fascistes aura coûté des fleuves de sang et de larmes à l'humanité, pour le seul profit provisoire de l'impérialisme.

Ainsi, ces communautés culturelles juives arabes, qui faisaient partie de la nation arabe dans leurs pays respectifs, ont été transplantées dans la pseudo-société sioniste. La greffe, nous l'avons montré, n'a pas pris et ne peut pas prendre. On pourrait me demander pourquoi en revanche la greffe des populations africaines, transportées de force comme esclaves aux États-Unis, a pris, même mal. Cela peut sembler d'autant plus étonnant que les juifs arabes sont venus de leur plein gré, comme travailleurs libres... En ce qui concerne le « libre consentement » et le statut de « travailleurs libres », je crois avoir suffisamment démontré à quel point il ne s'agit que d'une illusion de liberté. Mais la question de fond mérite d'être soulevée.

La différence entre ces deux transferts de population ne réside pas seulement dans le temps écoulé, bien que ce facteur ait son importance – des siècles d'un côté, deux décennies de l'autre. La différence essentielle réside dans le fait que si le génocide du peuple indien d'Amérique a pu réussir au XIX^e siècle, le peuple palestinien n'a pas pu et ne pourra pas être annihilé. Par conséquent, la révolution palestinienne ne cesse d'affirmer son opposition au sionisme, sa remise en cause radicale du conglomerat sioniste. Ébranlant ainsi continuellement ce conglomerat, elle est cause de l'approfondissement des fractures en son sein même. C'est d'ailleurs le racisme anti-arabe intrinsèque du sionisme qui est la cause première de l'impossibilité de réduire ces fractures. Dans ces conditions, la communauté juive arabe transplantée par le sionisme en Palestine occupée n'a d'avenir que dans l'affirmation de son appartenance au peuple arabe. Aux révolutionnaires juifs agissant dans l'entité sioniste de savoir cristalliser et organiser cet immense potentiel révolutionnaire.

Conclusion

Non seulement il n'y a pas de peuple israélien, mais on peut affirmer sans risque d'erreur que le « peuple israélien » n'est rien d'autre qu'un

conglomérat humain menacé de dislocation, dans le contexte politique d'ensemble que je viens de préciser.

La reconnaissance de l'État d'Israël ou du « peuple israélien », ce qui est au fond la même chose, ne ferait que consolider la caste dirigeante sioniste et donc renforcer les structures artificielles qui maintiennent ce conglomérat en place.

S'il est normal et nécessaire que les États arabes accomplissent leur devoir dans la perspective du programme de Fès, dans les domaines diplomatique, mais aussi politique et militaire, il faut être conscient que la stratégie d'encerclement n'est pas une solution à elle seule. En effet, il est souhaitable de montrer à l'opinion juive israélienne, et notamment aux juifs arabes, que cet encerclement ne va pas « jusqu'au bout ». On sait trop ce que serait la réalité raciste anti-juive de ce « jusqu'au bout » pour les États arabes actuels, même « progressistes ». La menace d'un tel encerclement ne peut que pousser l'ensemble des juifs israéliens à se souder autour de la caste dirigeante sioniste qui les opprime, par réflexe de défense.

Il faut en définitive désamorcer la paranoïa collective entretenue par cette caste dirigeante sioniste et alimentée par le racisme anti-juif des États arabes environnants. Pour cela, et il me semble que l'Organisation de libération de la Palestine s'oriente dans cette voie, il faut maintenir et développer au maximum la résistance du peuple palestinien sous toutes ses formes. Parallèlement, il faut envisager dès aujourd'hui l'étape suivante, à mettre en œuvre après l'accomplissement du programme de Fès.

Même s'il n'appartient pas à la résistance palestinienne, et encore moins aux États arabes, de le dire, l'accomplissement de ce programme ne pourra simplement se faire par la conjonction d'une action externe et d'une action politique interne au sionisme. Il faut avoir à l'esprit le fait que le sionisme, par essence, est opposé à une telle solution. Même s'il ne fait aucun doute que certaines personnes sont bien intentionnées, elles ne sont pas conscientes de ce fait. Pas plus que n'étaient conscients des réalités les idéalistes sionistes Martin Buber ou Juda Magnes... Par conséquent, il faut dès maintenant prendre conscience qu'il n'y a d'issue pour les juifs progressistes d'Israël, et notamment pour les juifs arabes parmi eux, que dans la lutte révolutionnaire de l'intérieur visant à briser la chape de fer de l'appareil raciste sioniste.

Bien entendu, cette lutte rejoint objectivement la lutte de résistance du peuple palestinien et de ses organisations révolutionnaires. A un stade

supérieur, ces juifs progressistes devront se rendre compte qu'ils doivent rejoindre la résistance palestinienne, de manière consciente et organisée.

Ainsi se mettra en place la paix en Palestine. Tout d'abord, deux États coexisteront, un État palestinien et un État d'Israël non sioniste, laïc, ayant redressé les injustices de 1948. Cette étape précédera l'évolution de ces deux États vers l'unification en une Palestine démocratique, regroupant dans un même peuple musulmans, chrétiens et juifs.

Ethnicité et lutte des classes dans la formation coloniale israélienne

décembre 1984-janvier 1985

Les notes qui suivent constituent une réflexion sur la relation entre ethnicité et lutte des classes, ayant pour principal objet de comprendre la nature de cette relation dans la formation israélienne, et partant la nature de cette formation elle-même. Elles ont pour point de départ l'étude et la discussion des importants travaux de Mikhaël Elbaz⁶⁵, qu'il a eu l'amabilité de me communiquer.

Étant donné que les problèmes liés à l'ethnicité souffrent actuellement d'un flou terminologique important, auquel je n'ai personnellement pas échappé, je tâcherai dans un premier temps de préciser les notions principales qui s'y rapportent. Bien évidemment, ces précisions sont en même temps une prise de position dans le débat.

Ma démarche méthodologique rejoint, il me semble, celle de M. Elbaz : me basant sur le matérialisme historique, je ne considère pas les structures analysées comme statiques, objets figés de l'observation académique classique, mais dans leur *dynamique historique*. Contrairement à une interprétation mécaniste et idéaliste, cette dynamique ne comporte pas une issue unique, déterminée à l'avance, mais plusieurs issues possibles, en nombre limité, plusieurs possibles « objectivement réels », pour reprendre le concept proposé par Edna Bloch en 1977. En tant que militant de la cause prolétarienne, je cherche donc parmi ces divers possibles à analyser plus particulièrement celui qui à terme peut déboucher sur la révolution prolétarienne mondiale et le mouvement général de libération des peuples opprimés qui lui est intimement lié. Ainsi, il est possible de savoir quelles voies doit adopter l'action militante pour aider cette issue à devenir réalité.

121 / 187

I – Quelques précisions terminologiques et conceptuelles Ethnicité

On a pu écrire du concept d'ethnicité qu'« *il est utilisé pour expliquer toute manifestation politique de cohésion du groupe qui ne peut être rattachée immédiatement à, par exemple, l'intérêt économique*⁶⁶ ». Cette définition se veut critique du concept d'ethnicité comme concept fourre-tout. Elle fait à mon sens ressortir une caractéristique essentielle, celle relative à la *manifestation politique de la cohésion du groupe*, qui ressort d'une autre problématique que celle de la lutte des classes et qui vise à la défense et à l'épanouissement de l'identité du groupe concerné.

Je souscris donc à l'« approche interactionniste » définie par Françoise Morin dans sa présentation de l'important dossier qu'a consacré à cette question la revue *Pluriel Débat*⁶⁷. Plus précisément, je suis d'accord avec J. Chalitoux, qui écrit : « *Il faut saisir le développement historique, les rapports économiques et ceux de domination qui sont essentiels pour comprendre l'ethnicité en termes dialectiques, c'est-à-dire en tant que rapport social en mouvement, en précisant toutefois, si l'on veut noyer la lutte des classes dans une telle formulation, " rapport social en mouvement visant à la défense et à un nouvel épanouissement de l'identité de la communauté territoriale et culturelle dominée comme telle "* ». ⁶⁸ »

122 / 187

Identité et communauté

En 1982, René Gallissot⁶⁹ rappelle que l'identité est définie par les ethnologues comme fonction des différents cercles d'appartenance et ajoute que son aboutissement actuel serait la « nation-cercle ». On ne peut pas séparer le concept d'identité de celui de communauté. Je pense qu'il faut encore plus de rigueur que n'en montre R. Gallissot, dans son texte de 1982 et dans un texte plus récent mais plus ambigu de 1983, pour approcher ce concept de communauté. J'ai écrit en 1982 que « *la source vive de l'identité [j'ajoute : et avec elle de la culture] reste fondamentalement spatio-agraire ; elle naît fondamentalement de la dialectique entre la communauté humaine comme producteur collectif et l'espace agraire, dialectique qui irrigue toute cette communauté*⁷⁰ ». Ce qui signifie que seule la *communauté plénière de base* est source d'identité réelle, non mystique. Gallissot la définit ainsi : « *les communautés plénières de base sont inscrites dans l'espace et reposent sur des relations de travail et d'échanges qui n'ont rien de symbolique ; les espaces d'habitat, mais aussi les terroirs, les parcours, les espaces matrimoniaux et les espaces d'échanges*

commerciaux sont imbriqués, pris aussi dans des rapports hiérarchiques et des réseaux d'autorité ».

Ajoutons qu'à ce niveau fondamental, la culture, au sens anthropologique du terme, fait partie intégrante de ces relations de travail et d'échange. Elle ne paraît s'en détacher que dans les relations transversales intercommunautaires, bases de la nation. La nation – constituée historiquement comme l'intégration ou la fusion des différentes communautés plénières⁷¹ – et l'identité nationale intègrent les identités des différentes communautés de base sans nécessairement les diluer ; elles intègrent aussi les « identités transversales »⁷² liées aux opérateurs culturels transcommunautaires agissant au sein de l'ensemble national : langues, religions, et dans certains cas, comme celui des Noirs américains, le facteur historiquement forgé par la discrimination « raciale », ce facteur étant appelé à disparaître avec cette discrimination. C'est sur la base de ces « identités transversales » que l'on peut parler, au sein des nations, de « communautés culturelles ».

Au-delà de la nation, les opérateurs culturels perdent leur base matérielle et ne peuvent donner lieu qu'à des « communautés mystiques ». Ces dernières peuvent, dans des contextes historiques déterminés, se concrétiser politiquement pour un temps, comme au Pakistan ou en Israël, mais de telles formations politiques, du fait même de leur fondement mystique, ne peuvent avoir qu'un devenir réactionnaire, sinon fasciste et raciste, comme le prouvent les deux exemples en question. Et elles sont vouées à l'éclatement.

Sur cette base, et donnant au terme « communauté » sans autre précision le seul sens de « communauté plénière de base », je peux faire mienne la définition de l'« identité communautaire » donnée par les révolutionnaires guatémaltèques (qui l'appellent identité ethnico-culturelle) en 1982 : *« Nous entendons, par sentiment de l'identité ethnico-culturelle, cette forme particulière d'être et de sentiments des collectivités qui se trouvent liées par les contenus définitifs et caractéristiques de conscience que marquent en l'être humain des facteurs aussi dissemblables que complexes, comme le sont l'idiome maternel, les milieux de l'enfance, les faits vécus, la relation avec la terre et avec les aliments fondamentaux, les habitudes, les coutumes et les traditions en un espace et un temps irremplaçable et unique. »*

J'ajoute que dans les communautés importées par les métropoles capitalistes pour couvrir leurs besoins en main-d'œuvre bon marché, et

malgré la coupure physique de leur terre d'origine, ce sentiment de l'identité communautaire d'origine persiste précisément parce que la surexploitation capitaliste tend à déshumaniser ces travailleurs. Ceux-ci ne peuvent riposter uniquement par la lutte économique aux côtés de leurs frères du pays d'accueil. Bien entendu, cette lutte est indispensable, mais elle doit être complétée par leur lutte spécifique en tant que « minorité coloniale »⁷³, rattachée à celle du prolétariat et des masses opprimées de leur nation et communauté d'origine.

Cette dernière réflexion s'applique aussi, dans la formation coloniale israélienne, aux masses juives arabes exploitées et opprimées en tant que minorité coloniale par la structure de caste dominante. La seule perspective stratégique de sauvegarde de leur identité se situe dans le raccordement de leur lutte spécifique à la lutte générale de libération des masses arabes opprimées – et, au premier chef, à la lutte du peuple palestinien.

On notera que ces précisions terminologiques et conceptuelles permettent d'écartier des formulations telles que « ethnies » ou « groupes ethniques », dans lesquelles peuvent se mêler trop facilement les communautés plénières, les communautés culturelles, les minorités coloniales – tous groupements humains concrets – et les communautés mystiques. Le concept d'ethnicité sera retenu pour qualifier ces groupements humains concrets et eux seuls.

124 / 187

II – Ethnicité et lutte des classes dans les formations sociales dominées

Je n'aborde pas ici le problème du rapport entre ethnicité et lutte des classes dans les métropoles capitalistes, et ce pour deux raisons : d'abord, ma pratique révolutionnaire étant celle d'un militant d'une formation sociale dominée, je peux difficilement appréhender précisément certains problèmes propres aux métropoles capitalistes – par exemple, je n'ai pas les éléments nécessaires pour savoir qui a raison de l'ETA ou d'Eskadiko Eskerra dans la lutte de libération du peuple basque, ni pour juger la tactique de lutte du FLNC en Corse. Ensuite, je suis pour l'essentiel d'accord avec l'étude de B. Bernier, M. Elbaz et G. Lavigne pour ce qui concerne les métropoles capitalistes. Cette étude m'a beaucoup apporté, y compris pour une plus juste appréciation de la lutte des classes au plan

général ; précisons toutefois que si sa démarche théorique peut servir d'exemple pour l'analyse d'autres entités que les métropoles capitalistes, ses conclusions ne sauraient en aucun cas être transposées en bloc. J'émettrai simplement une réserve concernant le poids respectif à attribuer à chaque pôle de l'articulation lutte de libération nationale/lutte des classes, qui me semble dépendre de chaque situation concrète des nations dominées dans les métropoles capitalistes. Il me faut également apporter une précision, déjà évoquée, en ce qui concerne les minorités coloniales : leur lutte s'articule à la fois avec la lutte de classe du prolétariat et avec celle des masses opprimées de leur nation d'origine.

Je n'aurai pas la prétention d'affirmer être en mesure par moi-même, et à plus forte raison dans les conditions où je me trouve, de conceptualiser le problème des formations sociales dominées dans son ensemble. Si je puis dire que ma connaissance – au sens marxiste du terme, produit de la *praxis* et visant à y retourner – est relativement bonne pour le monde arabe, elle décroît ensuite progressivement pour les problèmes de l'Afrique au sud du Sahara, puis de l'Amérique latine et davantage encore de l'Asie, où pourtant la problématique semble essentielle pour des régimes comme ceux du subcontinent indien et est peut-être sous-estimée⁷⁴. Aussi, je livrerai ici davantage des thèses à débattre, basées sur ma connaissance du Maroc et du monde arabe, que des conclusions.

125 / 187

La contradiction fondamentale au sein des formations sociales dominées

Compte tenu des transformations socio-économiques cristallisées depuis une vingtaine d'années, en relation étroite avec les restructurations du système capitaliste mondial – nouvelle division internationale du travail, internationalisation du capital, polarisation exacerbée des centres dominants autour du capital financier « multinational »⁷⁵, conséquences sur les circuits financiers et économiques transnationaux –, compte tenu également d'une plus grande capacité des classes dominantes – bourgeoisie compradore et grands propriétaires terriens, deux clans largement imbriqués – à centraliser la bourgeoisie moyenne et une partie de l'intelligentsia⁷⁶, la contradiction fondamentale dans les formations sociales dominées se situe désormais entre trois catégories :

- l'ensemble constitué par les masses laborieuses (ouvriers, paysans, artisans), la fraction de la petite bourgeoisie liée à ces masses laborieuses (petits commerçants, petits et moyens fonctionnaires...) et le semi-prolétariat. Cet ensemble constitue les « masses laborieuses et opprimées » ou, en bref, les « masses opprimées »⁷⁷ ;
- les classes dominantes, porteuses au sein de ces formations sociales des rapports de domination internationaux du système capitaliste mondial, à savoir la bourgeoisie compradore et les grands propriétaires terriens ;
- les classes intermédiaires (bourgeoisie moyenne) et la fraction supérieure de la petite bourgeoisie, qui fluctuent entre ces deux pôles. Dans la mesure où les masses laborieuses et les couches sociales qui y sont liées peuvent se constituer en front révolutionnaire, elles peuvent, dans une large mesure, être neutralisées ou même gagnées au mouvement révolutionnaire des masses opprimées.

Les tâches essentielles des révolutionnaires

Deux tâches essentielles se dégagent pour les révolutionnaires de ces formations sociales dominées :

- œuvrer au rassemblement de l'ensemble des forces révolutionnaires des masses opprimées et à l'organisation de ces masses elles-mêmes sous toutes les formes possibles. La lutte politique de masse doit nécessairement aboutir à une victoire décisive qui puisse *détruire* l'appareil d'État comprador – et notamment son appareil militaire répressif – par la *violence révolutionnaire de masse* organisée, d'abord défensive, puis offensive. Les formes concrètes que prendront cette violence révolutionnaire dépendront de chaque structure particulière ;
- pour les révolutionnaires se réclamant de l'idéologie prolétarienne, œuvrer parallèlement à la construction du parti communiste prolétarien, ou à son renforcement lorsqu'il existe (je parle bien entendu de partis communistes dignes de ce nom, comme celui du Chili, et non de caricatures comme le Parti du progrès et du socialisme du Maroc). Ceci, par un travail patient et prolongé au sein de la classe ouvrière et de ses bastions prolétariens.

J'ajoute que cette seconde tâche est la condition *sine qua non* pour que la révolution ne s'enlise pas, après sa victoire politique, dans l'impasse d'un

régime de bourgeoisie d'État. Cela ne signifie pas que la direction du prolétariat dans la révolution soit un préalable indispensable à la victoire sur la domination impérialo-compradore, comme ce fut le cas au Viêt-nam et en Chine. L'exemple du Nicaragua, et même de la révolution cubaine de 1953, nous le prouvent. Par contre, cela signifie que la petite bourgeoisie révolutionnaire, livrée à elle-même, ne peut, même avec les meilleures intentions du monde, mener jusqu'au bout la tâche de libération définitive du pays de l'emprise impérialiste sous toutes ses formes, tâche étroitement liée au cheminement vers le socialisme. Elle a besoin de l'appui décisif du prolétariat qui doit s'ériger en force révolutionnaire hégémonique, soit avant la victoire politique de la révolution, soit dans le processus ultérieur de consolidation socio-économique.

J'ajoute que cette libération, contrairement à ce qu'avancent certains auteurs soviétiques⁷⁸, ne peut être réalisée « d'en haut », l'exemple de l'Éthiopie est là pour nous le démontrer⁷⁹. Le moteur de la libération doit nécessairement venir « d'en bas » – voir le rôle actuel des organisations de masse dans la révolution nicaraguayenne – et le « haut », c'est-à-dire le pouvoir central issu de la révolution politique populaire, doit encourager cette action, comme au Nicaragua, et non la réprimer, comme en Éthiopie ou en Érythrée.

127 / 187

Libération et lutte des classes

Si, en parlant des masses laborieuses et opprimées, je mets l'accent sur le deuxième terme, c'est du fait du *phénomène de surexploitation* des travailleurs et notamment de la classe ouvrière, qui est une caractéristique fondamentale des formations sociales dominées⁸⁰.

De ce fait, qui est également vrai pour les travailleurs de ces pays émigrés dans les métropoles capitalistes, c'est la vie même de ces travailleurs, en tant qu'êtres humains, leur survie même – et, en tous cas, celle de leurs enfants – qui est mise en cause par la surexploitation capitaliste due au système de domination impérialo-comprador. Cette surexploitation prive en même temps leur pays de ses ressources, en particulier les campagnes, vidées de leur substance humaine, biologique et même hydraulique⁸¹, parachevant ainsi le pillage colonial.

Cette vie, cette qualité même d'êtres humains qui leur est déniée, cette substance nationale et communautaire qui est pillée, en particulier dans les

régions marginalisées par le « développement du sous-développement »⁸², sont inséparables de la défense de l'identité de ces travailleurs. Leur identité, leur culture, intimement liée à cette identité, est là, au-delà de toute la démagogie des classes dominantes sur « la culture nationale et les valeurs sacrées ».

Cela permet de comprendre notamment l'importance que prennent, dans la lutte révolutionnaire des masses opprimées de ces pays, les formes de lutte et les idéologies liées spécifiquement à l'identité communautaire. On le voit en Amérique latine avec la question indienne et au Maghreb avec la question amazigh, « berbère », qui commence à peine à prendre son essor à partir de communautés concrètes telles qu'au Maroc le Rif, le Souss, les Zemm, etc.

En revanche, lorsque l'ancienne idéologie nationaliste bourgeoise – qui mena la lutte pour l'indépendance politique – ou les idéologies populistes petites-bourgeoises – qui l'ont remplacée ou lui ont succédé – n'ont pas été critiquées et dépassées par une conception nouvelle, prolétarienne, du contenu de l'identité nationale, la défense de cette identité reste le plus souvent une arme démagogique de détournement des aspirations populaires utilisée par les classes dominantes. Ceci est vrai au niveau du cercle de l'État-nation issu de la colonisation comme au niveau plus large de l'aspiration nationale de la nation arabe dans son ensemble, aujourd'hui encore dominée par l'idéalisme petit-bourgeois. C'est d'ailleurs pourquoi la défense d'une identité transversale, comme la religion, même sous sa forme mystique et rétrograde – comme la majorité des mouvements islamistes actuels – apparaît comme révolutionnaire aux masses opprimées. Elle l'est d'ailleurs objectivement lorsqu'elle s'intègre à un programme progressiste, à la lutte d'ensemble pour la libération des masses opprimées, et donc à la *lutte des classes*, comme c'est le cas des mouvements chrétiens d'Amérique latine avec la théologie de la libération.

Aussi est-il impératif que les forces révolutionnaires, notamment celles se réclamant du prolétariat, sachent donner son véritable contenu à la défense et à la reconquête de l'identité nationale, foulée aux pieds par l'oppression impérialo-compradore. Pour cela, il faut qu'elles sachent à la fois donner un nouveau contenu révolutionnaire à cette notion et critiquer en profondeur la conception bourgeoise dominante de l'identité et sa vision idéaliste de l'histoire. Tant que cet effort-là ne sera pas fait, l'aspiration profonde des masses opprimées à la défense et à la reconquête de leur

identité restera l'objet de manipulations des classes dominantes, ou aboutira aux impasses où mènent les mouvements populistes à la Peron, à la Khomeiny ou... à la Kadhafi.

Cet effort d'élaboration doit intégrer l'ensemble des composantes des identités communautaires et l'identité transversale religieuse, comme savent le faire les révolutionnaires guatémaltèques, ainsi que ceux du Nicaragua, qui n'ont appris qu'avec retard – et à quel prix ! – l'importance de l'identité communautaire des Miskitos. Il porte un nom, celui d'un concept venu justement d'Amérique latine grâce à l'apport des militants chrétiens à la lutte révolutionnaire dans ces pays : c'est le concept de *libération*. On comprend, dans le cadre ainsi posé, que *libération* et *lutte des classes* forment un tout indissociable.

La lutte pour l'autonomie régionale

C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre le rapport entre ethnicité et lutte des classes dans la lutte de libération des masses opprimées, dans les cas où des problèmes d'ethnicité se posent – par exemple, la question amazigh au Maghreb, la question indienne en Amérique latine. Ici, il faut distinguer deux catégories de problèmes : ceux liés à la défense de l'« identité transversale » et ceux liés à la défense de l'identité communautaire, c'est-à-dire des communautés plénières de base. Ajoutons que les problèmes peuvent s'interpénétrer, comme c'est le cas au Maroc pour la question amazigh, mais qu'il convient de les distinguer, pour les besoins de l'analyse bien sûr, mais aussi pour définir les objectifs de lutte, le type d'organisation de combat et le mode d'articulation de ces luttes avec la lutte des classes. Il ne faut pas perdre de vue que cette dernière reste centrale dans les formations sociales dominées.

Prenons le cas concret de la question amazigh au Maroc. Cette question a été obscurcie jusqu'à présent essentiellement par le poids de l'idéologie nationaliste bourgeoise du mouvement national marocain. Celui-ci se constitua en 1930, sous la direction de la bourgeoisie nationale, et c'est aujourd'hui qu'il parvient à ses fins, après un quart de siècle de luttes glorieuses, suivi d'un autre quart de siècle de dégradation croissante menant à la dégénérescence chauvine. Les conceptions idéalistes des intellectuels progressistes marocains ont eu le mérite et le courage, depuis les années 70, de poser la question amazigh sur de nouvelles bases, se démarquant des

tentatives de récupération féodale et coloniale. Néanmoins, ils ont centré leurs efforts uniquement sur la question de la langue, c'est-à-dire de l'identité transversale, négligeant les problèmes concrets de l'identité communautaire. L'importance de cette dernière a pourtant à nouveau été démontrée dans le Rif par le niveau qualitativement supérieur des insurrections populaires de janvier 1984 dans cette région, par rapport aux manifestations de masse qui ont eu lieu en même temps dans le reste du Maroc.

Donc, la lutte pour l'identité communautaire doit être conduite dans le cadre même de la lutte des classes de l'ensemble des masses opprimées du pays contre l'oppression impérialo-compradore. L'objectif à atteindre, par cette lutte pour la révolution nationale démocratique populaire, est l'autonomie politique, économique, administrative et culturelle des régions correspondant à des communautés plénières, dans le cadre d'un État populaire et démocratique instauré par cette révolution.

Les formes concrètes de l'articulation entre lutte pour l'autonomie régionale et lutte révolutionnaire nationale d'ensemble, notamment au niveau des organisations, sont évidemment fonction de chaque cas particulier. Précisons qu'en ce qui concerne la lutte régionale spécifique, le processus révolutionnaire peut se dérouler relativement plus rapidement : constitution d'un front révolutionnaire des masses opprimées, développement des luttes politiques de ces masses vers la violence révolutionnaire organisée, ralliement à ce front d'une partie importante des classes moyennes de la région considérée. La condition du succès est que les forces révolutionnaires, marxistes-léninistes notamment, sachent poser les véritables problèmes de la région et entreprendre un travail en profondeur en direction des masses, visant à les organiser pour et dans la lutte. Il est également indispensable que ces luttes régionales ne se détachent pas trop du front de lutte de l'ensemble des masses opprimées de la nation. D'où la nécessité d'œuvrer sur les deux terrains, à la fois régional et national, notamment pour éviter l'isolement et l'écrasement par un ennemi impitoyable et sanguinaire qu'eut à subir, par exemple, l'insurrection du Rif de novembre 1958 à février 1959.

La distinction établie entre identité communautaire et identité transversale a aussi pour conséquence que la définition des régions, qui ne peut émaner que de la lutte même des masses opprimées concernées et de leur pratique révolutionnaire, ne doit pas être basée uniquement sur le

facteur linguistique, même si elle doit en tenir compte. Par exemple, au Maroc, le Nord doit-il être limité à la région du parlé amazigh ou pris dans son ensemble ?

Par ailleurs, il va de soi que la défense d'une identité transversale – amazigh au Maroc –, ou d'une minorité religieuse – copte en Égypte – est à mener par les forces révolutionnaires, conscientes de l'articulation entre ethnicité et lutte des classes⁸³. Mais cette défense implique aussi que les forces révolutionnaires sachent élaborer une nouvelle conception, prolétarienne, de l'identité nationale, intégrant ces différentes composantes, communautaires régionales et culturelles transversales⁸⁴. Cette tâche est *a fortiori* encore plus nécessaire et encore plus complexe lorsque la formation sociale dominée est située objectivement, en tant qu'État-nation, dans un ensemble national plus vaste comme c'est le cas du Maroc dans la nation arabe.

L'importance et la complexité de ces problèmes, ici à peine esquissés, soulignent assez combien est impérative la nécessité pour les marxistes de ces pays de lever les blocages que les forces révolutionnaires ont trop longtemps connu et continuent à connaître sur ces problèmes⁸⁵.

131 / 187

III – La formation israélienne, formation sociale ou formation coloniale ?

Je pense que l'analyse scientifique de la réalité qu'est l'État d'Israël doit dépasser les formulations idéologiques, que ce soient celles qui dominent en Occident et qui tendent à présenter cet État comme une nation, un peuple (dont on ne sait d'ailleurs pas s'il s'agit d'un peuple israélien, et dans ce cas si c'est le peuple des juifs israéliens ou s'il comprend aussi les Palestiniens à citoyenneté israélienne, ou bien s'il s'agit d'un peuple juif a-temporel), ou celles des militants arabes, refusant légitimement ces formulations impérialistes, et employant le terme d'« entité sioniste », terme qui a le mérite de ne pas être mensonger mais qui n'est pas opérationnel.

C'est à mon sens le mérite essentiel des travaux de M. Elbaz que d'apporter des éléments importants pour une approche scientifique du problème. Toutefois, ces travaux restent selon moi bloqués dans leur

développement potentiel en persistant à appliquer le concept de « formation sociale » à la formation israélienne.

Avant d'entrer dans le vif du débat, je précise que cette entité sioniste – j'emploie à dessein ce terme, exact mais insuffisant – constitue une formation, terme qui insiste, comme le souligne Godelier⁸⁶, sur la notion de processus et implique la constitution d'une structure. Elle est, comme je l'écrivais en 1967, une « enclave coloniale et impérialiste au sein du monde arabe », mais étant une formation, et non pas une simple enclave comme Bizerte ou le canal de Suez sous occupation britannique, elle est d'autant plus difficile à combattre.

Israël constitue d'autre part une *structure politico-militaire* dotée d'un certain degré d'autonomie. Je ne m'étendrai pas ici sur la démonstration de ce fait⁸⁷, m'attachant avant tout à démontrer pourquoi cette formation ne peut être qualifiée de « formation sociale » mais bien de « formation coloniale ».

Le concept de « formation sociale » a été avancé, dans les années 60, par l'école d'Althusser, reprenant et développant l'approche de Lénine analysant la société russe⁸⁸. Les travaux de Poulantzas et de Balibar⁸⁹ montrent que ce concept correspond à une structure socio-économique et politique concrète, dont le centre est la *lutte des classes*. Balibar commence d'ailleurs par définir la formation sociale comme l'ensemble des rapports de classes.

132 / 187

Structure de classes ou structure de castes ?

Les contradictions internes à la formation israélienne, constituée comme puissance occupante de toute la Palestine, dans sa structure même, peuvent-elles être considérées comme ressortant au premier chef d'un rapport de classes ?

La contradiction fondamentale de la formation israélienne est celle qui l'oppose à la lutte de libération nationale du peuple palestinien, représentée à l'intérieur même de sa structure, à la fois par les Arabes, les Israéliens et les Palestiniens de la Rive occidentale et de Gaza.

La structure de cette formation israélienne est conditionnée par sa double fonction stratégique, colonie de peuplement et camp militaire retranché, résultant de son rattachement organique, politique, idéologique et matériel à l'Organisation sioniste mondiale, c'est-à-dire au système impérialiste

mondial, et en particulier à l'impérialisme américain. La première fonction, celle de colonie de peuplement, ressort davantage du fondement sioniste⁹⁰. La seconde, celle de camp militaire retranché, tout en étant dans la logique immanente du sionisme, est la conséquence immédiate de l'alliance organique entre sionisme et impérialisme, ébauchée dès l'origine et dans la conception même du sionisme par Herzl, scellée par la déclaration Balfour, et qui n'a cessé de se consolider depuis. Une troisième fonction tend actuellement à se mettre en place, même si son rôle est encore limité : la fonction de « zone franche » de l'impérialisme au Moyen-Orient, appui stratégique de la *pax americana*⁹¹.

La conséquence, à la fois de cette contradiction fondamentale et des fonctions stratégiques de la formation israélienne, est que les structures des rapports sociaux des populations juives israéliennes ressortent davantage d'une structure de *castes* que d'une structure de classes. Ceci est encore plus vrai si l'on considère l'ensemble des populations dépendant de cette formation, c'est-à-dire aussi bien palestiniennes que juives israéliennes.

Dans mon étude de février 1981, j'avais attribué cette structure de castes uniquement au facteur idéologique propre du sionisme. Je persiste à penser que ce facteur, le racisme anti-arabe qui donne naissance à un « sous-racisme » anti-juif arabe dans l'entité sioniste, joue un rôle essentiel. Mais il faut le compléter par la prise en compte du facteur économique inhérent à l'inclusion de la formation israélienne dans le système capitaliste mondial – ce que j'ai appelé la troisième fonction stratégique de cette formation. La dominance du mode de production capitaliste a été analysée de façon précise par Bernier, Elbaz et Lavigne à propos des travailleurs migrants dans les formations sociales capitalistes. Dans le cas qui nous occupe ici, les travailleurs migrants sont les juifs arabes et les autres juifs orientaux, importés au sein de la colonie euro-américaine de Palestine, colonie sioniste constituée d' « ashkénazes »⁹², juifs venus d'Europe et maintenant des États-Unis, ces derniers étant les plus fascistes et racistes. Ces juifs arabes et orientaux constituent objectivement une minorité coloniale au sein de la formation israélienne, même lorsqu'ils lui servent de chair à canon.

Lorsque j'affirme que la structure des rapports sociaux, au sein des populations juive israéliennes, ressort *d'avantage* d'une structure de castes que d'une structure de classes, je ne perds pas de vue le fait que les deux structures sont présentes et s'interpénètrent. Aucune des deux formes n'est présente à l'état pur – des juifs arabes peuvent être intégrés à la structure

politique dominante, des juifs américains peuvent relever principalement de la lutte de classes en tant qu'ouvriers, mais ce sont des cas minoritaires. J'affirme que les structures de castes l'emportent en importance sur les structures de classe.

Au sommet de cette double structure, la caste dominante de l'ensemble est constituée par le bloc de ceux qui tiennent les leviers de commande des trois fonctions stratégiques (colonie de peuplement, camp militaire retranché, zone franche du système capitaliste mondial) : le bloc de la grande bourgeoisie juive euro-américaine en Israël et les dirigeants des appareils idéologiques d'État, notamment le grand rabbinat et les partis et organisations sionistes, qui ne doivent pas être considérées comme ayant un pouvoir « spirituel », mais comme faisant partie intégrante de la caste dominante. Cette caste – essentiellement euro-américaine, mais où quelques « sépharades » font de la figuration – a pour fonction principale l'intégration idéologique au système des juifs arabes et orientaux, qui n'exercent pas le pouvoir de décision⁹³. Elle est directement articulée aux sphères dominantes de l'Organisation sioniste mondiale et au grand capital anglo-saxon d'origine juive (des États-Unis à l'Afrique du Sud, en passant par la City de Londres). Ce capital lui-même est partie intégrante des centres dominants de l'impérialisme. Les militaires de cette caste sont de plus directement liés aux dirigeants du Pentagone à Washington, étant donné l'importance croissante de la formation coloniale israélienne pour l'impérialisme américain⁹⁴.

A l'autre extrême, la caste des « parias » est constituée par les masses juives arabes et orientales, *opprimées et exploitées* par la caste dominante. Ces masses constituent la majeure partie du prolétariat juif israélien, sa partie la plus exploitée, et la quasi-totalité du sous-prolétariat juif de la formation coloniale.

Ainsi donc, les contradictions entre ces deux pôles relèvent à la fois de la caste et de la classe, de l'ethnicité et de l'exploitation. L'analyse peut conduire à envisager la primauté de la lutte des classes lorsqu'on procède du paradigme marxiste classique, comme le fait Elbaz. Les conclusions sont à l'opposé lorsque le chercheur part de la démarche « pluraliste » de la société bourgeoise, comme Smooha⁹⁵. Mais encore une fois, c'est bien la triple fonction dévolue à la formation israélienne par sa place dans le système impérialiste mondial, considérée comme *un tout*, qui fait que c'est *l'antagonisme de castes* qui prime objectivement. Cela, bien qu'il soit pour

le moment encore dilué par les appareils idéologiques de la formation israélienne.

La structure de pouvoir de la formation israélienne ne peut donc être réduite à des composantes isolées les unes des autres. Elbaz a tort, selon moi, d'opposer dans son dernier texte les « militaires en appareil » à l'« idéocratie sioniste », tout comme il a tort de considérer uniquement ou essentiellement la militarisation de la formation israélienne et de son pouvoir central comme le produit des contradictions internes d'un « capitalisme semi-périphérique »⁹⁶. Certes, ces contradictions jouent un rôle, mais on ne peut les isoler des fonctions stratégiques de la formation israélienne dans le cadre du système capitaliste mondial. Ce sont ces fonctions stratégiques, inhérentes au projet sioniste dès son origine, qui conduisent en toute logique à la militarisation. De même, cette militarisation s'appuie sur l'« idéocratie sioniste » et les deux s'interpénètrent pour constituer, avec la bourgeoisie locale, la *caste dominante de la formation coloniale israélienne*, qui est elle-même étroitement imbriquée aux centres dominants de l'impérialisme mondial.

Il n'existe pas de « formation sociale judéo-palestinienne »

135 / 187

Chercheur marxiste sérieux, Elbaz n'ignore en rien le fait colonial, d'où les formulations de « démocratie militaire spoliatrice » et de « formation sociale judéo-palestinienne », mais celles-ci contiennent elles-mêmes des contradictions.

Il n'y a pas, actuellement, de « formation sociale judéo-palestinienne », pour la bonne raison que le peuple palestinien refuse catégoriquement les spoliations de 1967 comme de 1948 – même si certaines déclarations de dirigeants palestiniens pourraient laisser prévoir une possible acceptation de la spoliation de 1948. Une telle formation, intégrant des juifs israéliens ayant rejeté le sionisme et le peuple palestinien dans son ensemble, ne pourra se constituer que dans le processus historique de longue durée menant à un État démocratique palestinien. Le peuple palestinien, historiquement constitué sur cette terre de Palestine, est déjà présent sur la scène de l'histoire, mais la nation qui intégrera à la fois ce peuple et les juifs israéliens effectivement attachés à cette terre, au-delà du mythe sioniste, cette nation est à naître⁹⁷. Son État sera l'État démocratique palestinien. On conçoit qu'un tel objectif ne peut être atteint sans une étape

intermédiaire, qui est elle-même difficile à atteindre. Cette étape minimum peut être la mise en application du plan de Fès, qui exige déjà une modification par la lutte du rapport des forces actuel.

Il y a une « formation coloniale israélienne », qui est fondée sur l'oppression du peuple palestinien. Ceci détermine la structure de caste dominante au sein même des populations juives israéliennes. Parce que coloniale et non sociale, cette formation ne peut et ne pourra que se militariser de façon croissante, comme le confirme le processus analysé par Elbaz.

Parce que coloniale, la « démocratie » interne de cette formation est une démocratie similaire à celle de la Rome antique, « Herrenvolk Democracy »⁹⁸ basée sur des procédés politiques plus raffinés que ceux de l'État romain : pseudo-démocratie pour la plèbe des masses juives arabes et orientales, opprimées et exploitées, qui ont pour fonction de servir de piétaille militaire⁹⁹.

Le concept de « formation coloniale »

Je ne prétends pas présenter cette analyse comme définitive, mais comme une base soumise à la recherche et à la réflexion commune de tous les chercheurs unis par la volonté d'agir pour la justice et pour la paix dans ce Proche-Orient si dramatiquement éprouvé et, notamment, de ceux qui fondent leur démarche sur le marxisme. Il faudrait approfondir mon analyse, ce que je ne puis faire d'ici, avec les moyens dont je dispose. Notamment, il faudrait l'étendre et l'affiner pour les catégories intermédiaires des populations juives israéliennes : *quid*, par exemple, des ouvriers qualifiés « ashkénazes », généralement employés dans des usines à « haute technologie » comme celles de la Histadrout, où ils bénéficient de statuts qui les assimilent pour le moins à une aristocratie ouvrière, alors que l'immense majorité des ouvriers juifs orientaux est employée dans les usines de main-d'œuvre – textile, plastique – privées ou appartenant aux kibboutzim¹⁰⁰, où ils subissent à la fois oppression raciste et exploitation capitaliste à outrance ?

Je propose la définition suivante, là encore comme thème de recherche, de ce que pourrait être le concept de « formation coloniale », valable tant pour la formation israélienne que pour l'Afrique du Sud¹⁰¹ : « *J'appelle formation coloniale une formation politico-militaire constituée en État, où*

le pouvoir est assumé par une caste dominante basée sur la population coloniale primitivement venue du centre impérialiste, les intérêts de cette caste étant organiquement imbriqués avec ceux du pôle dominant du système capitaliste mondial et cet État assumant dans la région une fonction coloniale stratégique, d'ordre militaire, économique et politique. Cette fonction agit pour le compte du système capitaliste mondial, en tant que formation sous-impériale. Les rapports sociaux dans une telle formation, tout en comportant des rapports de classes, reposent principalement sur des rapports politico-culturels, militaires et économiques. La hiérarchie de castes, fondée au premier chef sur l'oppression ethnocide du peuple autochtone, est surdéterminée par les fonctions coloniales stratégiques de cette formation. »

IV – Ethnicité et lutte des classes

Bien que ce chapitre soit l'objet même du présent article, je ne suis en mesure de le traiter que sous forme de notes préliminaires, pour au moins trois raisons :

137 / 187

- dans ma situation actuelle, l'accès à la documentation, bien que j'aie pu l'élargir considérablement, ne peut en aucun cas être suffisant ;
- je ne suis pas en mesure de procéder à un échange de vues avec ceux qui vivent ce problème quotidiennement, ni même avec ceux qui l'étudient et le suivent ;
- je me suis éloigné *de facto* de la pratique révolutionnaire, qui seule peut fournir la base indispensable pour élaborer une réflexion et une ligne d'action.

Aussi, la présente étude a pour seule ambition de servir à motiver quelques-uns des chercheurs progressistes – et peut-être des militants ne souffrant pas des mêmes contraintes que moi – en vue de la reconsidération du problème de la formation israélienne, en tant que formation coloniale au sein de laquelle le pôle dominant peut être celui de l'ethnicité et non de la lutte des classes¹⁰².

L'identité juive arabe, déracinée en Israël

Si, dans cette formation, tous les juifs orientaux ne sont pas arabes¹⁰³, le rapport social en mouvement qui représente le plus grand potentiel objectif de lutte au sein de la formation coloniale israélienne est l'ethnicité juive arabe. Il est possible de considérer en son sein plusieurs sous-ensembles spécifiques, en particulier les juifs marocains, yéménites, irakiens, qui représentent d'ailleurs l'immense majorité des juifs orientaux présents en Israël. Il est bien évident que la lutte de libération nationale du peuple palestinien se situe à un tout autre niveau que celui de l'ethnicité.

Les fondements historiques de cette ethnicité sont à chercher, non à l'avant-scène de l'histoire, celle des bourgeoisies « sépharades » de la Méditerranée¹⁰⁴, mais dans l'arrière-pays rural où s'est forgée l'identité juive arabe, partie intégrante des communautés plénières rurales du monde arabe – notamment au Maroc¹⁰⁵ et au Yémen. Cette identité s'est ensuite diffusée dans tout le judaïsme arabe, mais son effet sur les bourgeoisies « sépharades », largement levantinisées, a été très secondaire.

L'analyse de ces fondements historiques montre que le sionisme est la négation des valeurs du judaïsme arabe¹⁰⁶.

La rupture de l'équilibre millénaire au sein duquel s'étaient forgés les fondements de cette identité, due à la pénétration coloniale ou semi-coloniale et couronnée par la dislocation brutale des communautés juives arabes au milieu de ce siècle, ont jeté les masses populaires juives arabes, complètement désemparées et déracinées, à la merci de l'appareil sioniste. Ce fut l'effet conjugué de la trahison des féodalités compradores et de celle des bourgeoisies juives locales, effet renforcé par la démagogie raciste des bourgeoisies musulmanes incapables d'assurer un véritable développement des pays arabes accédant à l'« indépendance politique » et par le chauvinisme du panarabisme petit-bourgeois.

L'appareil sioniste a mis à profit cette dislocation pour soumettre totalement les juifs arabes importés dans la formation coloniale israélienne¹⁰⁷ à ses objectifs, exploitant à outrance cette main-d'œuvre à bon marché sous contrôle de son organisation territoriale.

Les masses populaires juives arabes ce sont donc retrouvées dans une situation d'*oppression*¹⁰⁸, d'autant plus difficile à surmonter qu'elle se situe dans le cadre d'un déracinement total par rapport à la base matérielle qui avait assuré historiquement les fondements de l'identité juive arabe.

Déracinement et oppression

L'effet pervers de l'oppression et la « prescription »¹⁰⁹, véritable dessaisissement de l'être effet de cette oppression, mettent la caste inférieure opprimée des masses populaires juives arabes dans la formation israélienne à la merci et sous la coupe de la caste dominante euro-américaine. Ils sont d'autant plus poussés qu'il est facile d'amener ces masses à cristalliser leur aliénation sur la haine des Arabes, perçus en définitive comme responsables de leur déracinement. C'est d'ailleurs vrai pour les bourgeoisies et féodalités arabes, mais également pour les bourgeoisies juives « sépharades » qui continuent de contribuer à leur oppression. Cette cristallisation est continuellement alimentée par le vocabulaire raciste des radios des États arabes du Maghreb et de la Méditerranée orientale.

Dans ces conditions de déracinement dramatique et d'oppression extrême – extrême, car les masses populaires juives arabes sont soumises corps et âme à l'opresseur, tandis que les Palestiniens, qui subissent une oppression physique beaucoup plus dure, sauvent leur âme par leur résistance nationale – elles n'ont d'autre fil conducteur pour la sauvegarde immédiate de leur humanité même que la religion et les coutumes qui lui sont liées. Mais là encore, l'opresseur est en mesure, tant par ses forces matérielles que par ses appareils idéologiques d'Etat – dont le rabbinat sépharade israélien, intégré et domestiqué – de leur imposer sa conception de la religion, *contraire* sur le fond au contenu et à l'essence du judaïsme arabe¹¹⁰.

Dans de telles conditions, les schémas de pensée de la gauche européenne ou eurocentriste dans la formation coloniale israélienne (dont la soi-disant « gauche sioniste »), marqués par le rationalisme bourgeois, sont complètement inopérants, même s'ils sont revêtus d'un emballage marxiste. Bien plus, ils ne peuvent que rejeter davantage encore ces masses populaires juives arabes sous la coupe de l'opresseur, même s'ils parviennent à détacher quelques éléments à leur marge (dont, parfois, des militants valeureux¹¹¹).

Vers la lutte libératrice

Seule une conception vivante du marxisme, qui sache remonter aux sources populaires profondes de l'identité juive arabe pour en dégager le noyau potentiellement progressiste et émancipateur, pourra poser les problèmes de ces masses populaires à la fois exploitées et opprimées, *en tant que masses laborieuses et opprimées*. Elle devra lutter contre le détournement réactionnaire par le sionisme, toutes étiquettes politiques confondues ; s'opposer à l'oppression subie par ces masses dans une démarche libératrice et articuler alors concrètement lutte de libération et lutte des classes.

Une telle conception, à condition de lui faire sa place dans la pratique révolutionnaire, permettra dès lors aux noyaux aujourd'hui étouffés qui s'efforcent de maintenir une autre conception de la religion juive, plus conforme au passé réel du judaïsme arabe, de sortir de leur étouffement et de s'imposer face aux appareils idéologiques et politiques de l'État sioniste. Dans la lutte libératrice au sein des masses populaires juives arabes, ils seront aux côtés des militants marxistes.

Sur cette base, il pourra devenir possible à ces masses populaires juives arabes, non seulement de se libérer de la « prescription » imposée par la caste dominante qui l'opprime, mais de se libérer de l'emprise des appareils politiques et théocratiques qui l'enferment dans cette oppression. Il leur sera alors possible de retrouver « *les chemins ascendants de leur propre culture*¹¹² ». Ces chemins sont inséparables de leur lutte politique pour défendre leur ethnicité et de la lutte des classes pour leur libération de l'emprise de l'appareil sioniste. Ainsi prendra fin l'oppression imposée par la caste dominante euro-américaine, soutenue par les idéocrates bourgeois sépharades, s'appuyant sur le poids de l'appareil sioniste international – dont le centre est aux États-Unis et en Europe occidentale – et de l'impérialisme dans la formation coloniale israélienne.

Les étapes historiques à franchir

Dans l'étape historique actuelle, une telle lutte politique ne peut guère aller plus loin que la lutte aux côtés de toutes les forces progressistes militant pour un État d'Israël *non sioniste* dans le cadre du programme de Fès. Ce pas en avant serait déjà décisif, car il ne pourra jamais y avoir de paix juste et durable au Proche-Orient sur la base d'un État d'Israël sioniste, c'est-à-dire continuant de fonctionner comme une formation coloniale dans

la région pour le compte du système capitaliste mondial¹¹³, puisque c'est la structure même de cette formation coloniale qui est le fondement de l'oppression des masses populaires juives arabes en son sein.

De ce fait, la lutte de libération des masses populaires juives arabes contre les structures de la formation coloniale israélienne ne peut que rejoindre *objectivement* la lutte de libération nationale du peuple palestinien, même si cette jonction ne pourra se concrétiser organiquement qu'à un stade avancé de la lutte.

C'est cette convergence objective, puis organique, qui jettera les bases essentielles de la convergence démocratique ultérieure des deux États issus de l'application du plan de paix de Fès. L'État d'Israël non sioniste et l'État palestinien se fondront en un seul État démocratique palestinien, dans un processus intégrant en une seule nation le peuple palestinien originel, les juifs arabes d'Israël autour de leurs masses populaires et avec eux les autres masses populaires juives orientales, ainsi que les juifs euro-américains d'Israël qui auront rejeté le sionisme pour participer, eux aussi, à cette œuvre grandiose qui fera surgir et s'épanouir sur la Terre sainte de Palestine la nouvelle Andalousie du XXI^e siècle.

Contribution à la stratégie de la révolution palestinienne¹¹⁴

novembre 1985

Dans son émission du 7 juin 1985, la Voix de l'Amérique a précisé le plan de paix américain pour le Proche-Orient. Au-delà des discussions préliminaires d'Amman avec une délégation jordano-palestinienne, il pose comme condition préalable à toute négociation officielle avec l'OLP la reconnaissance de l'État d'Israël et l'acceptation de la résolution 242 du Conseil de sécurité. En outre, les États-Unis font connaître par avance leur refus total du projet de création d'un État palestinien et n'acceptent de discuter que la rétrocession à la Jordanie d'une partie de la Rive occidentale, dans le cadre d'une confédération jordano-palestinienne. Par ailleurs, ils opposent leur veto à toute conférence internationale qui n'aurait pas obtenu l'accord préalable des parties arabes sur les points ci-dessus. Comble de l'arrogance, les États-Unis posent des conditions complémentaires à la participation de l'Union soviétique à la conférence, conditions qui, comme les précédentes, ne sont rien d'autre qu'une exigence de capitulation. La Voix de l'Amérique conclut en déclarant que Reagan désire que le dossier du Proche-Orient progresse dès cette année – en d'autres termes, il souhaite obtenir la capitulation palestinienne dans les mois qui viennent !

C'est dans ce contexte que l'on doit considérer les derniers événements sanglants des camps palestiniens de Beyrouth et ce qu'ils révèlent, à la fois l'impasse dans les rangs du mouvement de libération arabe et le potentiel d'unité dans les rangs de l'OLP. Cependant, pour que l'unité du combat palestinien se réalise et qu'elle puisse sortir de l'ornière capitularde, il est indispensable aujourd'hui d'élaborer une plate-forme tactique et stratégique claire. Cette plate-forme doit se baser sur les résolutions du 16^e Conseil national palestinien (CNP) qui s'est tenu à Alger en février 1983 et sur les accords d'Aden-Alger, et lever toutes les ambiguïtés qui persistent.

I – Quelle voie vers une paix juste et durable au Proche-Orient ?

Le mot d'ordre de reconnaissance mutuelle n'est qu'un leurre

La structure même, idéologique, mais aussi institutionnelle¹¹⁵, de l'État d'Israël, repose sur le sionisme. La cohésion de ce conglomerat humain artificiel qu'est la population juive israélienne en dépend. L'État d'Israël est le fer de lance de l'Organisation sioniste mondiale, dont la raison d'être est l'instauration de l'État juif sur tout le « territoire historique » de « Eretz Israël », c'est-à-dire au moins tout le territoire de la Palestine, tel qu'il était défini par le mandat britannique. La rétrocession pacifique de la Rive occidentale est donc, par essence, impossible à l'État d'Israël.

Dans un excellent article paru dans *Le Monde* le 12 juin 1982, Maxime Rodinson a bien décrit la *logique immanente du sionisme*, basée sur le remplacement forcé d'une population par une autre et aboutissant nécessairement à une morale Spartiate, guerrière, ainsi qu'à une politique raciste.

La gauche française, et avec elle la droite palestinienne, n'a que trop tendance à surestimer le poids réel du mouvement pacifiste existant actuellement en Israël. Des organisations aussi ambiguës que La Paix maintenant¹¹⁶ les poussent à sous-estimer la réalité institutionnelle du sionisme, sa logique immanente et le développement concret de cette logique dans l'État d'Israël et l'opinion israélienne.

Si le mouvement contre les atrocités israéliennes au Liban a pris une telle ampleur en Israël, c'est parce que la guerre du Liban, au-delà de l'opération « 40 km », est apparue inutile et trop coûteuse en hommes. De plus, elle a fait éclater au grand jour la réalité monstrueuse du sionisme. Toutefois, cette réalité était attribuée au tandem Begin-Sharon et le mouvement d'opinion opposait les « colombes », sionistes, aux « faucons », sionistes également. De même, la césure s'est faite au sein de l'opinion israélienne, à propos de la guerre du Liban, entre Israéliens démocrates – mais sionistes dans leur grande majorité – et fascistes sionistes. Mais l'opinion devient unanime dès qu'il est question de ce qui fait l'essence même du sionisme, l'occupation de toute la Palestine. 10 % de l'opinion israélienne, au maximum, accepteraient de rétrocéder la « Judée-Samarie » – sans Jérusalem-Est s'entend, car sinon la proportion tombe à 3,2 %¹¹⁷.

Le mouvement de protestation contre la guerre du Liban, à l'été 1982, a donc mis en lumière des contradictions potentielles au sein de l'opinion israélienne, et plus généralement au sein de l'opinion juive occidentale et de l'opinion occidentale tout court. C'est sur cette opinion que repose, politiquement et matériellement, l'État d'Israël. Ce n'est qu'en développant en son sein une action résolue des partisans d'une véritable paix au Proche-Orient contre l'idéologie sioniste même que ces contradictions potentielles pourront se développer. Cette action difficile, à contre-courant, est nécessaire parallèlement à la lutte du peuple palestinien. Elle pourra s'appuyer sur cette dernière et sur une plate-forme de paix à la fois juste et humaine, refusant toute capitulation.

Non seulement les États-Unis ne peuvent imposer à Israël une autre politique, mais de plus ils ont trop besoin de leur gendarme fiable au Moyen-Orient. Les impératifs stratégiques communs des états-majors israélien et américain conduisent nécessairement à l'intégration de l'essentiel de la Rive occidentale au dispositif militaire israélien. Il ne resterait plus aux Palestiniens que le « croupion », le territoire même dont le plan Reagan envisage le rattachement à la Jordanie¹¹⁸.

145 / 187

Les compromissions ne peuvent que renforcer le fanatisme confessionnel

La logique même de la voie consistant à rechercher, dans l'état actuel du rapport des forces, une paix fondée sur la négociation avec les États-Unis, conduit nécessairement à la capitulation et son cheminement depuis deux ans en est, hélas, l'illustration frappante.

Dans la phase historique actuelle, caractérisée par la montée du mouvement de libération des peuples opprimés, le mouvement de libération arabe ne peut que reprendre sa marche en avant, par-delà les blocages qui existent tant au sein du peuple palestinien que de la nation arabe. Mais il n'y a aujourd'hui que deux issues possibles :

- ou l'OLP redeviendra ce qu'elle a été jusqu'à ces deux dernières années, à savoir l'organisation de la lutte de *tout* le peuple palestinien pour la libération totale de la Palestine. Dans ce cas, la révolution palestinienne pourra reprendre sa marche en avant, non seulement comme moteur de la lutte de libération du peuple palestinien, mais

- aussi comme ferment décisif du mouvement *progressiste* de libération arabe ;
- ou l’OLP succombera à ses divisions internes. L’attitude capitularde ne peut mener que là. Parallèlement, et par là même, le mouvement arabe sombrera davantage encore dans ses impuissances actuelles et il ne restera alors aux peuples arabes que le déferlement du fanatisme confessionnel¹¹⁹ à opposer au fanatisme sioniste.

Pour que la première voie l’emporte, il faut avant tout, à mon sens, que la gauche palestinienne, aujourd’hui¹²⁰ organisée au sein de l’Alliance démocratique, mais qui pourrait rallier la majeure partie d’El Fath et les militants de base de l’Alliance nationaliste, sache élaborer une stratégie qui intègre deux impératifs :

- lutte sans compromission pour la libération totale de la Palestine, à travers les objectifs tactiques définis par le 16^e CNP et les accords d’Aden-Alger ;
- indépendance résolue de l’OLP, tant vis-à-vis des régimes réactionnaires arabes que des régimes bourgeois arabes, sans pour autant rejeter les alliances nécessaires avec ces derniers.

146 / 187

Seul le respect de ces deux impératifs permettra d’isoler, au sein de la révolution palestinienne, tant la droite capitularde que l’ultragauche aventurière.

L’élaboration d’une telle stratégie exige la collaboration idéologique, théorique et pratique des forces du mouvement de libération arabe, et notamment des marxistes arabes, afin de parvenir à :

- une redéfinition théorique et pratique du nationalisme arabe fondée sur le matérialisme historique. Elle permettrait de dépasser, par l’élaboration marxiste critique, l’idéalisme petit-bourgeois actuellement dominant ;
- une démarche nouvelle, dialectique et non mécaniste, pour aborder les problèmes d’identité. Il s’agit à la fois d’être ouvert aux aspirations profondes des masses populaires arabes opprimées : reconquérir et défendre leur identité sous ses différentes facettes, y compris religieuses, et d’être critique vis-à-vis des tendances rétrogrades qui tentent aujourd’hui de récupérer ces aspirations.

L'application intégrale du plan de Fès, seule chance pour la paix

La stratégie à adopter peut être résumée en une phrase : organiser la lutte de résistance du peuple palestinien dans la Palestine occupée, avec pour objectif principal de développer les contradictions potentielles de l'ennemi afin de saper ses bases politiques, en liaison avec la plate-forme de paix de la révolution palestinienne.

Compte tenu des leçons de ces vingt dernières années, le vieux projet qui a dominé toute la révolution palestinienne et le mouvement de libération arabe depuis vingt ou trente ans, à savoir vaincre l'État d'Israël par une guerre classique dirigée par les États arabes, doit être non pas abandonné mais mis au second plan par rapport à cet axe fondamental¹²¹.

La lutte de résistance doit nécessairement être avant tout fondée sur la résistance en Palestine occupée, par les masses palestiniennes elles-mêmes. Celles-ci doivent constituer la base politique et matérielle de la lutte, dont la base arrière principale est constituée par les Palestiniens de Jordanie, du fait tant de leur nombre que de leurs liens étroits avec la population palestinienne de la Rive occidentale¹²². Ce seul fait permet à l'OLP d'échapper aux velléités d'hégémonie syriennes, tout en évitant les compromissions avec le régime jordanien (l'exemple de l'action du PC clandestin montre bien qu'un tel axe de lutte est réaliste).

En partant de la plate-forme de paix établie par les huit points du programme de Fès¹²³ (sans tenir compte du préambule), considérés comme base minimale en-deçà de laquelle aucune concession n'est possible, l'OLP devrait également préciser un certain nombre de points. Au besoin, elle pourrait les intégrer dans sa charte, afin de lever ambiguïtés et blocages internes¹²⁴. Ces précisions pourraient être les suivantes :

- le point 7 du programme de Fès n'aboutira jamais à une reconnaissance d'Israël par le peuple palestinien, via son représentant (l'OLP ou le futur État palestinien) ;
- le devoir du mouvement de libération arabe est de lutter pour empêcher tout régime arabe d'aller vers pareille reconnaissance. Au contraire, il doit obliger ces régimes à apporter leur soutien résolu et effectif, y compris sur le plan militaire, à la révolution palestinienne, afin d'imposer l'application intégrale du programme de Fès qui les lie et les engage ;

- le sionisme, en tant qu'idéologie et en tant qu'organisation, est le principal obstacle à une paix juste et durable au Proche-Orient. Il faut démontrer ce point constamment, par une action idéologique et politique menée aux yeux de l'opinion israélienne comme de l'opinion mondiale ;
- il incombe au premier chef aux masses populaires juives arabes et orientales, opprimées dans l'État d'Israël, et à leurs côtés aux Israéliens progressistes, de conjuguer leur lutte avec celle du peuple palestinien et du mouvement de libération arabe. Avec le soutien des forces de la paix et du socialisme dans le monde, il leur faut lutter pour briser l'étau idéologique et organisationnel du sionisme, base de leur oppression. Il leur faut avoir pour but de détruire l'appareil de guerre, de mort et d'oppression qu'est actuellement l'État sioniste. Dans un premier temps, il faut le remplacer par un État d'Israël non sioniste, laïc et pacifiste, ramené aux frontières d'avant juin 1967 et ouvert au retour des Palestiniens chassés de leur foyer depuis 1968 ;
- le renversement des rapports de force peut permettre d'imposer, dans le cadre du programme de Fès, l'instauration d'un État palestinien indépendant et souverain, avec Al Qods (Jérusalem) pour capitale ;
- une fois cette phase historique accomplie, une phase nouvelle pourra s'ouvrir, où le peuple palestinien et les masses populaires israéliennes, juives arabes et orientales comme juives occidentales, pourront œuvrer à la mise en place des conditions de la réunification démocratique. Ces masses populaires se fondront en un seul peuple, respectueux et riche de sa diversité, en une Andalousie du XXI^e siècle sur la Terre sainte de Palestine, cœur battant de la nation arabe libérée et progressiste de l'avenir.

II – Le plan de Fès

Les faits

Dans sa forme, le programme de Fès est issu du plan présenté à l'automne 1981 par le roi Fahd, alors prince héritier d'Arabie Saoudite. Mais il faut se souvenir que la rédaction initiale du plan Fahd avait été repoussée par l'OLP, qui avait proposé, au premier sommet de Fès de

décembre 1981, deux amendements décisifs. A l'époque, ils avaient été repoussés par les dirigeants arabes. En septembre 1982, ces amendements furent acceptés, car le prestige de l'OLP avait grandi au sein des masses arabes du fait de sa résistance héroïque au siège de Beyrouth, obligeant les dirigeants arabes à ce recul. Les deux amendements portaient sur la réaffirmation de l'OLP comme unique représentant légitime du peuple palestinien et sur une nouvelle rédaction du point 7 qui, au lieu de reconnaître l'État d'Israël comme le proposait le plan Fahd, se limitait à confier au Conseil de sécurité le « *soin de garantir la paix entre tous les États de la région, y compris l'État palestinien indépendant* ».

Peut-on affirmer, comme le font les partisans de l'extrémisme panarabe, que le plan de Fès ainsi rédigé implique une reconnaissance, même implicite, de l'État d'Israël par les États arabes et par l'OLP ? En aucune façon, si l'on raisonne objectivement et sereinement. Le point 7 garantit en effet qu'il n'y aura plus de guerre entre les États de la région, à *partir de l'application intégrale* du plan de Fès, et non pas à partir de sa signature, comme l'a compris un peu trop légèrement le frère Abou Moussa¹²⁵. Il signifie qu'il s'installera alors, entre ces États, une situation de non-belligérance. Sur les plans juridique, politique et diplomatique, il ne s'agit nullement d'un traité de paix et cela n'implique aucune reconnaissance de la situation créée par l'agression sioniste de 1948.

Le plan de Fès, je le répète, qu'il faut considérer seulement dans la totalité de ses huit points, sans aucune dérive capitulaire, permet de prévoir qu'à partir de la nouvelle étape inaugurée par son application, la lutte pour la réunification de toute la Palestine en un seul État démocratique palestinien sera essentiellement une lutte politique, menée par le peuple palestinien à partir de l'État palestinien ainsi créé comme au sein de l'État d'Israël ainsi modifié. Cette lutte aura pour but premier le ralliement à cet objectif des forces progressistes juives israéliennes dans la nouvelle situation. Ces forces progressistes seront elles-mêmes issues de la lutte contre le fascisme et le racisme sioniste et opposées à ce que cet État d'Israël, déjà dé-sionisé dans ses structures essentielles, pourra comporter encore de séquelles de la colonisation sioniste et de ses anciennes attaches avec l'Occident impérialiste. Pour des raisons objectives sur lesquelles je reviendrai, ces forces doivent nécessairement être basées sur les masses prolétariennes juives arabes et orientales d'Israël.

Une telle lutte commune ne sera possible que si l'État d'Israël d'alors est effectivement dé-sionisé, donc déconnecté de l'Occident impérialiste, et si ce processus de réunification est lui-même protégé des interventions et des tentatives d'hégémonie des États arabes voisins. En revanche, ces États – et le peuple arabe en général – pourront et devront contribuer à un tel processus par leur appui politique, économique et diplomatique au jeune État palestinien, dans le strict respect de son indépendance. Ceci devra empêcher l'État d'Israël d'alors de se transformer à nouveau en tête de pont militaire, économique et culturelle de l'Occident impérialiste dans la région. Tout cela est possible dans le cadre du point 7 du programme de Fès.

Il est vrai que, jusqu'à présent, une telle interprétation du programme de Fès est passée au second plan des débats agitant la résistance palestinienne et le mouvement de libération arabe. A mon sens, cela tient à une double cause. D'une part, dès le premier jour de la publication du programme, les forces de la réaction arabe, appuyées par le courant capitulaire au sein de l'OLP, ont mené l'offensive pour présenter ce plan comme une opération exclusivement diplomatique et à but immédiat. D'autre part, la majeure partie de la gauche palestinienne s'est laissée entraîner par les thèses de l'extrémisme panarabe ou a hésité devant elles. Ces thèses sont prônées, notamment, par celles des bourgeoisies d'État arabes dont la légitimité est fondée sur cette idéologie et confortée par leur hégémonie sur la résistance palestinienne.

150 / 187

En quoi ce plan de Fès, compris comme je viens de le préciser, tel qu'il ressort des résolutions du 16^e CNP d'Alger, ainsi que du programme de salut et de réforme publié conjointement par le FDLP et le FPLP en octobre 1983, en quoi n'est-il autre que la concrétisation formelle du programme par étapes de l'OLP ? Pourquoi est-il nécessaire comme objectif d'une première étape de la lutte pour la libération de toute la Palestine ? Pourquoi est-il fondé sur les réalités objectives et politiques de la résistance palestinienne et du peuple palestinien ?

Le plan de Fès et l'élaboration du programme national de l'OLP

On ne peut comprendre les réactions opposées au plan de Fès qui dominant actuellement si l'on ne comprend pas les fondements du programme national par étapes de l'OLP et les débats qui ont entouré son élaboration. La première interprétation, capitulaire, a abouti par

glissements successifs à l'accord d'Amman. La deuxième, de rejet total, est défendue par l'extrémisme panarabe. La troisième, que je propose ici, n'est pas un compromis entre les deux autres, mais les dépasse et correspond sur le fond aux thèses de l'Alliance démocratique.

Dès l'été 1973, une importante série d'articles avait indiqué, dans *Al Houria*, la nécessité d'un tel programme. Je rappelle ici le passage essentiel du résumé qu'en donne Alain Gresh dans son ouvrage sur l'OLP¹²⁶ : « *Notre projet [du Front démocratique] est un projet pour l'étape actuelle, mais seulement sur la base d'un changement du rapport des forces et ce changement n'est possible qu'en avançant un mot d'ordre intermédiaire : chasser l'occupant, obtenir le droit à l'autodétermination du peuple dans les territoires occupés. Trois conditions sont nécessaires à la libération totale : la victoire de la révolution nationale démocratique dans plusieurs pays arabes ; le changement du rapport des forces à l'échelle internationale ; le développement par la résistance palestinienne de la guerre populaire généralisée. Entre le rapport des forces actuel et celui qui est nécessaire pour la victoire totale, il peut y avoir un changement relatif permettant d'expulser les occupants des terres occupées depuis 1967.* »

La deuxième source historique importante du programme national par étapes est la lettre que le Front national palestinien (principale organisation de résistance des masses palestiniennes de la Rive occidentale) adressa au comité exécutif de l'OLP le 1^{er} décembre 1973¹²⁷. Le contenu en est exposé en détail par Alain Gresh¹²⁸. Il diffère peu, quant au fond, de ce qui ressort du plan de Fès.

Ce n'est pas un hasard si le FDLP et le FPLP – ce dernier principal animateur du FNP – se retrouvent aujourd'hui adopter une position commune dans cette conception militante du plan de Fès, se démarquant aussi bien des capitulars que des extrémistes panarabes.

En revanche, le débat sur le programme national par étapes a été mené au sein de l'OLP d'une part par le courant droitier, avec une arrière-pensée capitulaire qui s'est clairement révélée depuis deux ans, d'autre part par le courant extrémiste panarabe, qui n'a accepté de se rallier qu'avec l'arrière-pensée de s'opposer le moment venu à toute concrétisation effective du programme. Il n'a d'ailleurs pas manqué de le faire lorsque ce programme a pris la forme du plan de Fès. Le consensus obtenu au 16^e CNP d'Alger de février 1983, bien qu'important en tant qu'acquis politique, n'a fait une fois

de plus que dissimuler les divergences profondes. L'illusion ne dura cette fois qu'à peine quelques semaines.

Aujourd'hui, l'unité militante de l'OLP, qu'il est urgent et indispensable de reconstruire, doit avoir des bases plus solides qu'un tel consensus de façade : il faut, en tout premier lieu, que soit claire la déroute idéologique du courant capitulard. D'où l'importance essentielle de l'annulation rapide de l'accord d'Amman du 11 février 1985. Quand je parle de déroute idéologique, je parle du courant en tant que tel, car ceux des dirigeants de l'OLP qui s'y sont laissés entraîner doivent au contraire contribuer à la reconstruction de l'unité militante – sur des bases différentes, certes, dont les principes ont été précisés par les accords d'Aden-Alger. De plus, il faut que les organisations révolutionnaires palestiniennes, encore attachées à l'extrémisme panarabe, comprennent qu'il est nécessaire de dépasser le romantisme panarabe petit-bourgeois pour adopter une analyse scientifique, prolétarienne, de la dynamique nationale.

III – Les illusions idéalistes et aventurières de l'extrémisme panarabe

152 / 187

L'illusion idéaliste de la révolution arabe globale

Le lien, évidemment existant et que je suis le premier à souligner, entre le combat du peuple palestinien, le mouvement de libération arabe et les forces de la paix et du socialisme dans le monde, ne doit pas être considéré comme pétrifié. Pour l'extrémisme panarabe, le combat des Palestiniens impose l'escalade vers la guerre populaire arabe de libération, guerre de longue durée contre Israël et contre l'impérialisme et ses valets... ce qui impose la réalisation préalable de changements politiques structurels dans *l'ensemble* des pays arabes¹²⁹.

Nous avons été nombreux à partager ces illusions à la fin des années 60. Après la défaite de 1967, la petite bourgeoisie arabe semblait avoir terminé son rôle historique. Parallèlement, surgissaient des organisations révolutionnaires prônant la lutte armée et se réclamant du marxisme-léninisme. Au Sud-Yémen, on voyait même une révolution populaire éclater, dirigée par l'une de ces organisations, et cette révolution semblait devoir être suivie de bien d'autres. A cette époque, effectivement, la

révolution palestinienne semblait être le brandon qui allait enflammer l'ensemble des peuples arabes et les conditions concrètes de la révolution dans chaque pays paraissaient secondaires par rapport au schéma unique de guerre populaire arabe de libération, guerre de longue durée contre Israël et contre l'impérialisme et ses valets.

Mais, quinze ans après ce septembre noir durant lequel les masses arabes sont restées impassibles ; trois ans après ces longs mois d'agonie du mouvement de libération arabe au siège de Beyrouth, pendant lequel la seule manifestation importante dans le monde arabe a été la célébration de la victoire au Mondial de football contre l'équipe ouest-allemande ; peut-on encore se bercer d'illusions ? Peut-on encore demander aux masses palestiniennes de la Rive occidentale et de Gaza, qui souffrent sous l'occupation sioniste, de compter sur des « *changements politiques structurels dans l'ensemble des pays arabes* » pour leur libération ? Ce serait leur demander de renoncer à un programme par étapes, intégré à l'objectif stratégique de libération de toute la Palestine, qui permettrait cette libération – non pas dans un an ou deux, par la voie diplomatique, mais dans un délai qui dépend avant tout de *leur lutte à eux*, et non des luttes des masses arabes de l'Atlantique au Golfe, ni, *a fortiori*, de leurs victoires révolutionnaires généralisées.

153 / 187

Notre devoir à nous, militants arabes non palestiniens, réside avant tout dans la lutte des classes de *notre pays* et nous n'avons pas à exiger en retour de nos frères palestiniens qu'ils subordonnent leurs objectifs et leur tactique de lutte à ceux d'une révolution arabe globale. La révolution arabe se construira par le combat de classes de chaque peuple arabe, dans une solidarité d'ensemble du mouvement de libération arabe, certes, mais une solidarité qui doit tenir compte de toute la complexité et de la multiplicité de ce mouvement ainsi que des conditions concrètes spécifiques de la lutte des classes dans chaque pays.

L'illusion aventurière du cadre international

Dans son article critique, Abderrahmane Nahda a raison d'écarter *a priori* tout affaiblissement interne de l'unité sioniste et de sa base politique occidentale à moyen terme (dix-quinze ans), affaiblissement qui pourrait résulter du combat palestinien uni et appuyé sur une plate-forme politique cohérente. Écarter cette possibilité implique que la lutte du peuple

palestinien ne peut compter défaire le sionisme que par le *renversement militaire du rapport des forces*. C'est-à-dire que si la lutte armée du peuple palestinien devait d'abord être une « guerre populaire arabe de libération de longue durée » – une fois parvenus aux frontières de la Palestine, où sont en train de parvenir nos frères libanais, que faire ? Mener une guerre sanglante et vaine, dans le style de celle que l'Irak poursuit depuis quatre ans contre l'Irak, une fois les territoires iraniens libérés ? Bombarder sans effet les fermes de Galilée ? Forts de leur expérience, les combattants libanais ne veulent rien de tel –, elle devrait surtout s'appuyer sur une guerre classique des États arabes contre l'armée sioniste. En supposant que ces États aient connu entre-temps les changements structurels attendus, une pareille guerre, face à l'armée sioniste, fer de lance du Pentagone dans la région, ne pourrait que compter sur l'aide directe et massive en armements sophistiqués de l'Union soviétique. Et c'est là que nous devons tenir compte des contraintes soviétiques et de l'expérience de la guerre d'octobre 1973 – qui, même si l'on met à part les hésitations de Sadate, est très significative.

Il faut bien comprendre que deux obstacles majeurs, dont les effets se conjuguent, s'opposent au rêve insensé que caressent les bellicistes américains de déclencher une guerre nucléaire mondiale : la puissance militaire soviétique et sa capacité de riposte foudroyante à toute agression nucléaire d'une part, et l'important courant pacifiste dans l'opinion américaine et occidentale d'autre part. Que faiblissent ces deux obstacles, et c'est la catastrophe nucléaire pour l'humanité.

Or, l'opinion occidentale dans son ensemble, et notamment américaine, est très attachée à l'existence de l'État d'Israël. Ceci est dû à des décennies de propagande sioniste s'appuyant sur le traumatisme de l'holocauste nazi, et aussi, malheureusement, sur toutes les erreurs insensées commises par l'extrémisme panarabe – depuis les proclamations de Choukeiri en 1967¹³⁰ jusqu'au meurtre de l'Achille Lauro¹³¹. Face à une guerre israélo-arabe, dont le but avoué du côté arabe serait « la destruction de l'État d'Israël » et qui serait matériellement soutenue par l'Union soviétique, le courant pacifiste occidental serait dépassé et la voie serait ouverte aux bellicistes américains pour déclencher, à partir du Proche-Orient, l'aventure nucléaire dont ils rêvent. N'oublions pas que l'armée sioniste dispose déjà de missiles nucléaires à moyenne portée (1 100 km)¹³².

C'est pourquoi la seule base politique sur laquelle peut s'appuyer une guerre arabe résolue, face à l'agressivité israélienne, est celle d'*objectifs*

limités et légitimes aux yeux de l'opinion occidentale. C'est cette base politique qui est concrétisée par le programme de Fès. C'est d'ailleurs la seule base que soutienne l'Union soviétique – et encore, sa position officielle, celle du plan Brejnev, se situe en-deçà du plan de Fès puisqu'elle prévoit la signature de la paix entre les États arabes, État palestinien compris, et Israël ; ce qui n'empêche pas les camarades de l'ultragauche palestinienne de soutenir ce plan tout en combattant le plan de Fès !

IV – Vision statique ou vision dynamique

Abderrahmane Nahda trouve contradictoire une de mes thèses fondamentales, que je rappelle ici : « *La seule chance de paix juste et durable repose avant tout sur la lutte du peuple palestinien, appuyée par les forces de la paix et du socialisme dans le monde, imposant par le changement du rapport des forces la mise en application intégrale du programme de Fès. C'est-à-dire l'instauration d'un État palestinien indépendant pleinement souverain, avec Al Qods pour capitale, étape vers la réunification démocratique de toute la Palestine en un État démocratique palestinien.* »

155 / 187

Il me semble être victime d'un blocage idéologique, identifiant automatiquement programme de Fès et voie capitularde, qui l'a bien entendu empêché de comprendre ma démarche. De plus, il discute cette phrase à partir de ce blocage idéologique et d'une vision statique des choses (programme de Fès *versus* réunification démocratique de toute la Palestine, paix *versus* lutte du peuple palestinien), qui est exacte formellement mais ne tient pas compte de la dialectique contradictoire : le combat pour imposer le plan de Fès est la voie qui mène la dynamique historique permettant la libération de toute la Palestine.

Un autre blocage, plus important encore que le premier et qui lui est intimement lié, réside dans le refus de l'auteur de prendre en considération les *potentiels de contradiction* au sein de l'entité sioniste. Étant donné l'importance de ce point, je le développerai quelque peu.

Tactique et stratégie à moyen terme

Tout d'abord, une remarque méthodologique : l'auteur, comme malheureusement tant d'autres militants arabes, imprégnés d'idéologie petite-bourgeoise, a une vue par trop immédiate, mécaniste, du concept de « tactique ». Pour lui, la tactique correspond à une ligne d'action à objectif immédiat, se basant sur des acquis « présents et évidents ».

Le socialisme scientifique a une conception différente de la tactique : celle-ci consiste à rendre présentes et évidentes, par l'action politique sous toutes ses formes, des contradictions encore en développement mais parvenues à un stade de maturité suffisamment avancé pour que ce résultat puisse être atteint dans un délai raisonnablement proche (le modèle historique de cette conception se trouve dans les *Lettres sur la tactique* de Lénine, où il exposait en avril 1917 les thèses qui ont conduit le parti communiste bolchevik à la victoire d'octobre).

En revanche, le socialisme scientifique définit la *stratégie à moyen terme* ou *stratégie transitoire* comme devant œuvrer à la maturation, au niveau des conditions subjectives, des contradictions dont les germes sont déjà présents et qui disposent de potentialités objectives de développement dans la conscience des masses populaires. On peut citer l'exemple de la révolution nationale démocratique populaire, stratégie à moyen terme par rapport à l'objectif à long terme d'instauration du socialisme. C'est ce concept que Lénine a développé en 1905 dans son célèbre ouvrage *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution russe*, où il s'opposait à la plate-forme réformiste des mencheviks¹³³.

Une fois les termes ainsi précisés, je puis affirmer que mes thèses ne définissent pas un objectif *tactique* ; bien au contraire, j'ai précisé qu'à court terme il n'y avait rien à attendre du développement des contradictions internes à l'entité sioniste, ni de celui des forces de paix israéliennes mises en vedette ces dernières années, comme La Paix maintenant. Mes thèses correspondent bien à une *stratégie à moyen terme* pour le développement des contradictions au sein de l'entité sioniste et de sa base politique occidentale. Cette stratégie utilise comme levier principal la lutte du peuple palestinien, en premier lieu dans les territoires occupés, sous la direction de l'OLP et sur la base d'une plate-forme politique claire dont l'objectif premier peut être l'application du programme de Fès. Je répète ce que j'ai déjà dit en mai 1983, à savoir que c'est là le contenu, malheureusement implicite, des résolutions du 16^e CNP d'Alger. Il y manque une analyse

concrète des contradictions potentielles au sein de l'entité sioniste, que j'évoque dans ma définition de la notion de stratégie à moyen terme.

Pour une analyse détaillée de ces contradictions potentielles, je renvoie à mes textes de ces dernières années. De façon très synthétique, la question peut être discutée à partir de l'affirmation d'Abderrahmane Nahda, selon laquelle « *la plupart des habitants non arabes d'Israël sont sionistes jusqu'à la moelle* ». Bien entendu, le terme « arabes » est ici employé dans son acception courante, c'est-à-dire comme opposé à « juifs ». Pour le socialisme scientifique, la « moelle » correspond à l'être social. L'être social de la plupart des Israéliens est-il déterminé avant tout par le sionisme, idéologie d'essence mythique, raciste et coloniale ? Avant de trancher, il convient de préciser l'analyse concrète de l'entité sioniste.

Les contradictions au sein des populations juives israéliennes

L'entité sioniste est fondée sur une double structure productive.

D'une part, celle d'une enclave militaro-coloniale, étroitement intégrée aux centres dominants de l'impérialisme, tant au point de vue militaire que technologique et industriel. Dans les structures industrielles de pointe, liées avant tout à la fonction militaire de cette enclave, les ouvriers sont euro-américains (ashkénazes), tout comme le sont les cadres techniques de l'armée. Ils bénéficient d'avantages matériels et d'un système d'intégration socio-économique qui les font participer largement à la structure coloniale.

Ceci explique l'audience restreinte, les ambiguïtés et les contradictions des forces progressistes israéliennes basées sur la communauté « ashkénaze », les seules qui aient la vedette sur la scène politique israélienne aujourd'hui. Une contradiction majeure commence à apparaître dans cette communauté : non pas la prétendue division entre « faucons » et « colombes », qui relèvent les uns et les autres du sionisme, mais la division entre « fascistes » et « anti-fascistes ». Le racisme et le fascisme sont inhérents au sionisme, mais ils ont longtemps pu être recouverts d'un vernis de démocratie interne au système colonial israélien. Aujourd'hui, le vernis se craquèle devant les obstacles posés à l'expansionnisme sioniste – résistance du peuple palestinien, puis du peuple libanais – et nombreux sont ceux qui devront choisir entre leur attachement au sionisme et leur aversion pour le fascisme, incarné par les Kahane et les Sharon. Les affrontements internes, parfois violents, qu'a connus l'entité sioniste sur ce

sujet entre l'été 1982 et l'hiver 1983 ne sont qu'un faible avant-goût du déchirement à venir.

D'autre part, une structure de type « tiers-mondiste », constituée de par les impératifs historiques de l'idéologie sioniste, où est employée une main-d'œuvre juive orientale (dite « sépharade ») et palestinienne. Comme le montrent toutes les études, ces ouvriers juifs orientaux sont à la fois exploités en tant que force de travail et opprimés dans leur identité¹³⁴. Leur être social, leur « moelle », est donc opposé à la structure coloniale de l'entité sioniste et au fondement sioniste de l'État d'Israël, dans sa structure interne comme dans son articulation externe, puisque ce fondement garantit la pérennité de la domination de la caste militaro-coloniale euro-américaine de cet État tant qu'il ne sera pas brisé par la lutte révolutionnaire des masses juives orientales prolétarisées. Ces ouvriers, et plus généralement l'ensemble des masses juives orientales prolétarisées dans l'entité sioniste, représentent quelque 80 % de l'ensemble des juifs orientaux vivant dans cette entité, soit près de 50 % des populations juives israéliennes au total.

C'est donc cette contradiction *objective et massive* qu'il faut avant tout contribuer à faire éclater, parmi toutes les contradictions potentielles inhérentes à l'entité sioniste, afin de la rendre perceptible à la conscience sociale de ces masses prolétarisées.

Ces contradictions sont-elles en voie de se résorber ? La question est posée par l'article critique. Les conclusions d'une étude universitaire récente¹³⁵ précisent que « *la réduction des écarts n'a pas eu lieu dans le domaine de la stratification sociale, dominé par des processus sélectifs liés à la compétition. Les écarts ont au contraire souvent augmenté* ». Et la profonde crise économique que traverse depuis trois ans l'entité sioniste ne fait que les accentuer davantage encore !

Le comportement politique des masses juives orientales d'Israël

Si l'on raisonne sur la base du matérialisme historique, il faut étudier la *tendance profonde* de ce comportement politique et ne pas se laisser enfermer dans les apparences immédiates produites par un système de « démocratie parlementaire » appliqué à ces masses opprimées¹³⁶. Depuis quinze ans, les masses juives orientales dans l'entité sioniste ont commencé à prendre conscience de leur exploitation et de leur oppression. L'impétueux

mouvement des Panthères noires, au début des années 70, a soulevé ces masses lors des manifestations qui ont secoué l'État d'Israël et ébranlé ses fondations, se ralliant au mot d'ordre *« exploités et baisés (sic) »*. Mais ce mouvement manquait encore de bases politiques et idéologiques, ainsi que de cadres qui soient à la mesure d'une remise en cause de pareille importance. Il a donc pu être récupéré par l'appareil politique israélien dans la seconde moitié des années 70. Mais la nouveauté importante de ces trois dernières années est que les bases politiques et idéologiques, ainsi que les cadres, commencent à prendre corps en dépassant cette récupération.

Ainsi se constituent un certain nombre de groupes. L'un des plus avancés, fondé autour d'anciens militants des Panthères noires ou d'anciens militants du parti sépharade Tami, qui ont rompu avec les manœuvres électoralistes de ce dernier, est le groupe Nouvelle Tendance (Kivoun Hadash), créé en 1983 dans les quartiers pauvres de Tel-Aviv où vivent les juifs orientaux. Sa plate-forme d'octobre 1984 ne se réclame en rien du sionisme, bien au contraire :

« Durant les quinze dernières années, une nouvelle donne s'est progressivement imposée ; les Sépharades ont reconquis une fierté culturelle ; ils ont affirmé leur identité et ont pris conscience de leur pouvoir, en tant que force politique potentielle courtisée par les divers partis. Ils se sont défaits de leur mentalité de citoyens de seconde classe et ont acquis le sentiment de leur capacité à diriger la destinée politique du pays. Ils commencent à s'organiser en groupes politiques autonomes et un jeune et nouveau leadership est en voie de construction. Des étudiants, des intellectuels et des cadres exerçant une profession libérale, issus de familles ouvrières sépharades, contribuent au développement d'une nouvelle prise de conscience politique et culturelle dans les villes de développement et dans les quartiers pauvres.

Ils luttent contre les conditions d'oppression qui prévalent dans la plupart des communautés sépharades.

Ils ont la conscience de plus en plus nette que les solutions aux problèmes (solutions à long terme) de leur communauté et de l'ensemble du pays sont liées à la réalisation des aspirations nationales et légitimes du peuple palestinien...

Notre groupe en Israël, Bimath Kivoun Hadash (Nouvelle Tendance), lutte pour l'avènement d'une transformation idéologique et culturelle.

*Nous sommes aujourd'hui la seule force capable et déterminée, en mesure de s'opposer à Kahane et à ses associés réactionnaires pour créer une paix stable, avec l'ensemble des forces démocratiques de la région. Dans ce combat, la gauche ashkénaze doit joindre ses forces aux nôtres.*¹³⁷ »

Le combat du peuple palestinien pour imposer l'application du plan de Fès

Cette transformation *idéologique, sociale et culturelle* de l'État d'Israël, pour laquelle lutte le groupe Nouvelle Tendance, doit déboucher sur sa désionisation si elle veut libérer les masses juives orientales prolétarisées et opprimées dans l'entité sioniste. Ceci, que ses promoteurs en soient conscients ou pas. Dans l'étape historique actuelle, la prise de conscience possible de ces masses ne leur permet pas d'aller au-delà de la revendication d'un État d'Israël dé-sionisé, existant à côté de l'État palestinien, tel qu'il est prévu par le plan de Fès¹³⁸.

La dynamique des contradictions internes de l'entité sioniste, articulée objectivement et qui le sera peut-être demain organiquement au combat du peuple palestinien et du mouvement de libération arabe, a comme issue immanente un tel aboutissement. Issue immanente, mais non fatale : tout dépendra du développement futur des luttes. On ne saurait tracer à l'avance le déroulement de ce processus, les secousses internes et externes qui le provoqueront, mais il est potentiellement en gestation.

Bien entendu, cette prise de conscience en est encore à ses débuts, ainsi que la gestation de sa structuration socio-politique au sein des masses prolétarisées juives orientales d'Israël. Mais il est important de noter que, déjà, une partie sensible de la jeune intelligentsia sépharade qui provient de ces milieux refuse l'absorption par l'appareil sioniste et œuvre au contraire dans ce sens. Pour cela, elle s'appuie sur l'expérience accumulée et l'acquis de quinze années de mise en mouvement de ces masses.

La révolution palestinienne doit-elle pour autant baser toute sa stratégie sur ces contradictions potentielles ? Loin de là. Je pense avoir montré que, de toute façon, si elle veut éviter l'isolement et l'étouffement, la révolution palestinienne n'a d'autre choix que l'adoption d'un programme par étapes, ce qu'elle a fait depuis bientôt dix ans. Elle lui a donné corps concrètement avec le programme de Fès, entériné par le 16^e CNP, sans pour autant

renoncer à son objectif stratégique à long terme : la libération de toute la Palestine. Mais pour qu'un tel programme ouvre la voie de cette libération, elle doit mieux expliciter son articulation avec la stratégie de libération totale à long terme.

De plus, le programme par étapes concrétisé par le plan de Fès peut contribuer à saper la base politique du sionisme, et notamment la cohésion interne de l'entité sioniste. De cela dépendra la plus ou moins grande difficulté et la plus ou moins longue durée de la lutte du peuple palestinien pour imposer la réalisation du plan – mais cela ne changera pas la tendance fondamentale de cette lutte.

V – Conclusion

Pour conclure, j'ajouterai quelques mots sur notre responsabilité particulière en tant que militants marocains : parmi les masses juives orientales déracinées, opprimées et prolétarisées dans l'entité sioniste, dont 90 % sont arabes, la communauté la plus nombreuse et l'une des plus attachées à son passé millénaire est celle des juifs marocains (je ne parle pas de la bourgeoisie juive marocaine cosmopolite). La responsabilité de leur déracinement est portée conjointement par cette bourgeoisie, par le sionisme et par les bourgeoisies arabes locales.

L'action principale pour les arracher à l'emprise du sionisme repose, certes, sur la résistance palestinienne. Mais n'avons-nous pas, nous aussi, une responsabilité ? Ne devons-nous pas entreprendre une action dans cette direction, plutôt que de laisser la bourgeoisie marocaine dans son ensemble, toutes appartenances communautaires confondues, poursuivre sous des formes plus subtiles l'œuvre néfaste qui conduisit au déracinement récent de nos frères ouvriers, artisans et paysans juifs marocains ?

Je terminerai sur ces mots, qui sont une invitation à la réflexion responsable à la fois des militants marocains et des militants arabes.

Résolution finale du sommet arabe de Fès

9 septembre 1982

Le sommet a rendu hommage à la résistance des forces de la révolution palestinienne, des peuples libanais et palestinien, des forces armées arabes syriennes, et réaffirme son soutien au peuple palestinien dans sa lutte pour le recouvrement de ses droits nationaux inaliénables.

Le sommet, convaincu de la force de la nation arabe pour réaliser ses objectifs légitimes et mettre fin à l'agression, partant des principes fondamentaux arrêtés par les sommets arabes et dans le souci de poursuivre l'action par tous les moyens pour la réalisation d'une paix juste au Proche-Orient en tenant compte du projet du président Habib Bourguiba qui considère la légalité internationale comme base de solution à la question palestinienne et du projet du roi Fahd Ibn Abdelaziz relatifs à la paix au Proche-Orient, et à la lumière des discussions et observations qui ont été formulées par leurs majestés (...), le sommet adopte les principes suivants :

- 1. Le retrait d'Israël de tous les territoires qu'il a occupés en 1967, y compris d'Al Qods (Jérusalem) arabe ;
- 2. Le démantèlement des colonies installées par Israël sur les territoires arabes occupés après 1967 ;
- 3. La garantie de la liberté du culte et des croyances pour toutes les religions dans les Lieux saints ;
- 4. La réaffirmation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'exercice de ses droits nationaux imprescriptibles et inaliénables, sous la conduite de l'Organisation de libération de la Palestine, son représentant unique et légitime, et le dédommagement de tous ceux qui ne veulent pas le retour [dans leur patrie] ;
- 5. Placer la Cisjordanie et la bande de Gaza sous le contrôle des Nations unies pour une période transitoire ne dépassant pas quelques mois ;
- 6. La création d'un État palestinien indépendant ayant Al Qods (Jérusalem) pour capitale ;
- 7. Le Conseil de Sécurité garantit la paix entre tous les États de la région, y compris l'État palestinien indépendant ;

– 8. Le Conseil de Sécurité garantit le respect de ces principes.

Abraham Serfaty, arrêté en 1974 pour ses opinions politiques et condamné en 1977 à la prison à perpétuité, a été libéré le 13 septembre 1991 des geôles chérifiennes. C'est une des grandes figures des droits de l'homme. Il vit aujourd'hui en exil à Paris.

Notes

1

Voir le détail des huit points du programme de Fès en annexe.

2

James Blaut, « Are Puerto Ricans a National Minority ? », *Monthly Review*, mai 1977.

3

Revue d'études palestiniennes, n° 2, p. 108, c'est l'auteur qui souligne.

4

Dan Halévi, *Question juive. La tribu, la loi, l'espace*, Paris, Minuit, 1981.

166 / 187

5

Faut-il le préciser, mes remarques, aussi virulentes soient-elles, ne remettent pas en cause le fait qu'Ilan Halévi est avant tout un militant anti-sioniste.

6

Auxquelles il faudrait ajouter le mouvement religieux des Netoureï Karta.

7

Ilan Halévi, « Échange : les Juifs arabes » (extrait de *La Question juive* à paraître), *Revue d'études palestiniennes*, n° 1, 1981.

8

Zohar signifie « splendeur ».

9

Protégé non musulman.

10

Dans l'*Encyclopédie de l'islam*.

11

Suivant la distinction très juste établie par Bernard Lewis.

12

Claude Cahen, *op. cit.*, p. 228.

13

Consulter à ce sujet les travaux récents de Haïm Zafrani, qui sont très significatifs : *Poésie juive en Occident musulman*, Paris, Genthner, 1977 ; *Littérature musicale et populaire juive en Occident musulman*, Paris, Genthner, 1980 et « Itinéraire culturel, sociologie et histoire », in *Colloque Identité et Dialogue*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1981.

14

Voir toute la conclusion de Dan Halévi dans son livre, *op. cit.*, pp. 276-302.

15

« Le silence bafoué », *Les Temps modernes*, n° 394 bis, « Le Second Israël », 1979, p. 373.

167 / 187

16

« L'organisation de l'espace dans la présentation de la Palestine », *Revue d'études palestiniennes*, n° 2, 1982.

17

Emmanuel Lévyne, *Le Royaume de Dieu et le Royaume de César*, Beyrouth, Le réveil, 1973, p. 64.

18

La mainmise du sionisme sur la communauté juive américaine, par des procédés et avec des appuis du même ordre, a été décrite par A. Lilienthal : *What Price Israel ?*, Chicago, Regener, 1953.

19

La conception matérialiste de la question juive, Paris, EDI, 1969.

20

Au sens de la spécificité culturelle.

21

Doris Bensimon, *Relations entre juifs et musulmans au Maroc sous le protectorat français*, Paris, Anthropos, 1980.

22

Mais non le terme « Sion ».

23

Les Temps modernes, n° 394 bis, 1979, « Le Second Israël ».

24

Cité par Emmanuel Lévyne, *op. cit.*, p. 50.

25

Gérard Nahon, « Les Sépharades : pour une Histoire globale », *Les Temps modernes*, n° 394 bis, 1979, « Le Second Israël », p. 34.

168 / 187

26

Ilan Halévi, *op. cit.*, p. 166.

27

Cité par Hirschberg, *Histoire des Juifs d'Afrique du Nord*, Leiden, 1981, pp. 162-163, c'est moi qui souligne.

28

« The Jews of Yemen », in A.J. Arberry, *Religion in the Middle East*, vol. 1, Cambridge University Press, 1969, réimp. 1971.

29

Comme le juge marocain des mellahs, il y a un demi-siècle.

30

Colloque CNRS, *Relations entre juifs et musulmans en Afrique du Nord*, éd. du CNRS, 1980.

31

Je ne discuterai pas ici les raisons et les modalités de ces limites. Pour une analyse réaliste de ce problème, je renvoie à l'étude de Rachid Khalidi, « L'Union soviétique et le Moyen-Orient, mythes et réalités », *Revue d'études palestiniennes*, n° 3, printemps 1982.

32

Al Bayane du 6 février 1982.

33

Cité dans *Le Monde* du 9 juillet 1982.

34

La Conception matérialiste de la question juive, Paris, EDI, 1969.

35

Lettre du professeur Benjamin Cohen, de l'université de Tel-Aviv, datée du 8 juin 1982 et publiée le 19 juin 1982 dans *Le Monde*.

36

Lettre publiée par un quotidien israélien en juin 1982 et citée dans *Le Nouvel Observateur*, n° 919 du 18-25 juin 1982.

169 / 187

37

Je mets à part toutefois le cas de la Jordanie, non pas en tant qu'État ou que nation, mais en tant qu'entité spécifique dans le monde arabe.

38

Voir le détail des huit points du programme de Fès en annexe.

39

Représentant de l'OLP en France.

40

Citée par Ilan Halévi, *Question juive. La tribu, la loi, l'espace*, Paris, Minuit, 1981, p. 300 et tirée du manifeste-programme de février 1974 du groupe Ma'avak-An Nidal, mouvement d'extrême-gauche israélien.

41

Maxime Rodinson, « Israël, fait colonial ? », *Les Temps modernes*, n° 253 bis, 1967, pp. 17-88.

42

Peuple juif ou problème juif, Paris, Maspero, 1981.

43

Arié Yaariv, *Le défi national*, Anthropos, Paris, 1978.

44

Le Monde diplomatique, septembre 1982.

45

La conception matérialiste de la question juive, Paris, EDI, 1969.

46

Karl Marx, *La question juive*, où il répond à Bruno Bauer, partisan de l'assimilation.

47

Propos repris par *L'Express* du 14 août 1980.

170 / 187

48

Le Nouvel Observateur, n° 933 du 25 septembre 1982.

49

N° 394 bis, 1979.

50

Dialogue [entre militants] à l'ombre des fusils, Dar Ettalia, Beyrouth, 2^e éd., 1978 (en arabe). Je souhaite exprimer ma reconnaissance pour l'apport du camarade Mahjoub Omar à la reprise de ma réflexion sur cette question, début 1981.

51

David Orowitz, *Journal*, 9 août 1974.

52

Ilan Halévi, *op. cit.*, p. 221.

53

The Economist, 21 juin 1980.

54

Kenneth Brown et Jean Mohr, « Journey through the Labyrinth : a photographie essay in Israel/Palestine », *Studies in Visual Communication*, vol. 8, n° 2, printemps 1982. Il s'agit d'une remarquable étude sur les opprimés d'Israël, où s'articulent les sensibilités de deux hommes de cœur, celle du sociologue et celle de l'artiste.

55

Données extraites de l'enquête de Kenneth Brown, *op. cit.*

56

Ces statistiques sont extraites de l'importante étude de Mikhaël Elbaz, « L'exil intérieur », parue dans le dossier des *Temps modernes* de 1979 consacré au « Second Israël », n° 394 bis, pp. 199-250.

57

« L'éducation problématique », *Les Temps modernes*, n° 394 bis, 1979, pp. 251-267.

58

« La femme sépharade entre deux aliénations », *Les Temps modernes*, n° 394 bis, 1979, pp. 448-455.

59

Dans un autre article du même dossier, on trouve cette phrase terrible (je cite de mémoire) : « *En argot israélien, " jolie Marocaine " veut dire " prostituée "...* ». Voilà à quoi ont été réduites nos sœurs juives marocaines, transférées dans ce pays par la volonté coalisée de la grande bourgeoisie juive marocaine et des classes dominantes marocaines dans leur ensemble, soutenues par le régime.

60

« Le sionisme : une négation des valeurs du judaïsme arabe. »

61

Le mot est de Shokeid – plus exactement, il emploie le terme anglais « destruction ». « Évolution en Israël de chefs religieux des communautés originaires de l'Atlas », *Colloque « Identité et Dialogue »*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1981, pp. 313-320.

62

Cf. Kenneth Brown et Jean Mohr, *op. cit.*

63

Institut israélien des statistiques, 1980.

64

20 janvier 1981.

65

B. Bernier, M. Elbaz, G. Lavigne, « Ethnicité et lutte de classes », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 2, n° 1, 1978, pp. 15-60.

M. Elbaz, « L'exil intérieur », *Les Temps modernes*, « Le Second Israël », n° 394 bis, 1979, pp. 199-250.

M. Elbaz, « Contrôle territorial, urbanisation périphérique et ségrégation ethnique en Israël », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 4, n° 1, 1980, pp. 65-95.

M. Elbaz, « Oriental trends in Israeli Society », *Merip Reports*, n° 92, novembre-décembre 1980, pp. 15-27.

M. Elbaz, « L'hégémonie des militaires sur la société civile – le cas israélien », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 7, n° 1, 1983, pp. 115-133.

66

No Sizwe, *One Azania, One Nation*, Londres, Zed Press, 1979, p. 137.

67

Pluriel-Débat, n^{os} 32-33, 1982-1983.

68

Ibid., p. 56, c'est moi qui souligne.

69

René Gallissot, « Espaces communautaires/nationalités : points d'histoire », *Pluriel*, n° 30, 1982, pp. 120-127.

70

Sur le fondement philosophique de cette conception, voir les pages que consacre Karel Kosik à la philosophie du travail. Karel Kosik, *Dialectica de la Concreto*, Mexico, Éditorial Grijalbo, 1967.

71

Bien qu'étant d'accord avec No Sizwe (*op. cit.*) et J. Blaut (« Are Puerto Ricans a National Minority ? », *Monthly Review*, mai 1977) pour considérer qu'on ne peut donner une définition générale et exhaustive de la nation, je ne suis pas No Sizwe lorsqu'il fait sien le point de vue de M.O. Mnacakanjan, affirmant que « *des définitions différenciées du concept de nation* » sont nécessaires. A mon avis, à partir du cadre très général mais fondamental défini ici, on doit étudier, dans chaque cas concret, comment des communautés plénières particulières se sont développées historiquement, par intégration ou par fusion, en cette instance supérieure qu'est la nation. Il va de soi que celle-ci ne se constitue pas forcément en État-nation. Une telle approche historique concrète n'est possible que sur la base du matérialisme historique. Dans certains cas d'une actualité brûlante – Kurdistan, Érythrée, Sahara occidental, nation kazakh... mais aussi bien sûr Palestine ou Amazigh –, cette approche doit se faire nécessairement à partir de la *praxis* révolutionnaire.

173 / 187

72

Je parle d' « identité transversale », car les communautés culturelles situées au sein de l'ensemble national dont elles relèvent ne peuvent par elles-mêmes constituer une entité politique autonome. Vouloir les constituer en « communautés nationales culturelles » comme le Bund pour les juifs de la Russie tsariste, ou en « tawaïf » (communauté politico-confessionnelle) comme au Liban, dotées de l'autonomie politique, ne peut que prêter le flanc à une récupération réactionnaire. En revanche, dans la mesure où elles subissent une discrimination et une oppression dans les formations sociales où dominant les modes de production capitalistes, cette discrimination a toujours pour fondement les impératifs économiques de ce mode de production. B. Bernier, M. Elbaz et G. Lavigne l'ont bien montré, il est

logique qu'elles se manifestent alors dans des organisations de masse spécifiques, à la condition, pour qu'elles soient progressistes, que leur lutte s'articule à la lutte des classes, c'est-à-dire à la lutte du prolétariat. Ce dernier constitue en effet l'axe central de la lutte des masses exploitées et opprimées de la formation sociale considérée. Je rejoins entièrement B. Bernier, M. Elbaz et G. Lavigne, lorsqu'ils écrivent (*op. cit.*, p. 52) : « *Le but de ces organisations n'est pas de perpétuer les divisions utilisées par la bourgeoisie, mais bien de les extirper.* »

En revanche, il n'est pas évident que, dans une formation coloniale (Israël, Afrique du Sud), ce soit la lutte des classes qui constitue l'axe central de la lutte de libération des masses exploitées et opprimées, bien qu'elle y reste liée. Le problème est également fort différent dans les formations sociales, et *a fortiori* les formations coloniales, pour ce qui concerne la lutte de libération nationale des peuples opprimés par les classes ou castes dominantes de ces formations.

73

J'emploie ce terme dans le sens défini par J. Blaut en 1977.

74

En tous cas, la documentation des principales maisons d'éditions « tiers-mondistes » et des revues progressistes de langue anglaise, langue dans laquelle publient pourtant couramment les intellectuels d'Inde, est fort réduite en ce domaine.

75

Au sens défini par Lénine.

76

Neutralisation qui se traduit sur le plan des structures politiques par les « processus démocratiques » actuellement en cours dans les formations sociales dominées. Pour une critique de ce « processus démocratique » au Maroc et une approche des rapports de classe actuels, voir Farid Chraïbi, « Le deuxième processus démocratique au Maroc », *Les Temps modernes*, n° 417, 1981, pp. 1736-1763. En ce qui concerne l'Amérique latine, la documentation est abondante, voir notamment les études de J. Therrborn, *New Left Review*, n°s 113-114, 1979 et d'A. Boron, « Latin America :

between Hobbes and Friedman », *New Left Review*, n° 130, 1981, pp. 45-66, ainsi que celles qui paraissent régulièrement dans *Le Monde diplomatique*. Pour l'Afrique au sud du Sahara, voir M.A. Babu, *African Socialism or Socialist Africa ?*, Londres, Zed Press, 1983.

77

En arabe, le terme « al kadihin » qui désigne les masses laborieuses comporte aussi la connotation sémantique d'oppression.

78

N. Simonia, « La consolidation étatique et la différenciation politique des pays de l'Orient », *Sciences Sociales*, n° 1, Moscou, 1984.

79

Pour une analyse de la révolution éthiopienne, voir F. Halliday et M. Molyneux, *The Ethiopian Révolution*, Londres, New Left Books, 1981.

80

Pour une analyse du concept de surexploitation, voir l'essai essentiel de Ruy Moro Marini, *Il subimperialismo brasiliano*, Turin, Einaudi, 1974, pp. 21-28.

175 / 187

81

A titre d'exemple, citons le véritable crime contre l'humanité qu'est l'épuisement des ressources hydrauliques par le « plan directeur d'aménagement de la vallée du Souss », mis en œuvre pour le profit immédiat des exploiters compradors dans cette région du Maroc. Ce plan a été élaboré en 1973 par une société de conseil française, sur la base de la pratique de surexploitation déjà mise en œuvre par les grands propriétaires terriens capitalistes, néo-colons, qui exploitent pour leurs plantations d'agrumes et de primeurs l'aval de la vallée Oulad-Teïma. Il organise la disparition des irrigations traditionnelles de tout l'amont de cette vallée, sur plus de 100 km de profondeur, pour un rabattement supplémentaire de la nappe qui atteindra 30 à 40 m sur tout l'amont du fait des pompes intensifs ! La mise en œuvre de ce plan, actuellement en cours, constitue dans les faits un véritable génocide de la population paysanne de la vallée du Souss. Pour le résumé technique de ce plan, voir M. Combe et A. El

Habil, « Vallée du Souss », *Ressources en eau du Maroc*, t. III, Rabat, Éd. du Service géologique du Maroc, 1977, pp. 193-200.

Une stratégie du même ordre, à partir de techniques différentes, a été mise en place depuis plus de vingt ans pour le bassin hydraulique de la Moulouya, à l'est du Maroc, condamnant à la stagnation, sinon à la régression, toute la haute et moyenne Moulouya au profit des plantations d'agrumes et de plantes à parfum des néo-colons de la basse Moulouya, systématiquement destinées à l'exportation. Voir à ce propos le tome I du bilan des ressources en eau du Maroc.

Les stratégies de désertification sont d'ailleurs le couronnement néo-colonial de la politique du protectorat français et sont souvent mises en place par les mêmes « experts », en tous cas à partir des mêmes critères de rentabilité capitaliste. On peut ajouter que dans les formations coloniales israéliennes, des stratégies et techniques similaires sont utilisées avec raffinement contre les Palestiniens.

82

Le terme, très juste, est de A. Gunder Franck Pour le Maroc, voir notamment Paolo de Mas, *Marges marocaines*, La Haye, Nuffic/Imwoo/Remplod, 1978.

176 / 187

83

Voir les conclusions de G. Bernier, M. Elbaz et G. Lavigne, *op. cit.*

84

Par exemple, au Maroc, l'intégration entre arabité et berbèrité comme notions complémentaires et non antagonistes. De même, en Égypte, l'intégration entre islam et ethnicité copte, qui sont complémentaires également. Il y aurait beaucoup à dire aussi du cas dramatique du Liban, où la gauche marxiste, malgré son rôle de premier plan dans la lutte nationale contre l'envahisseur sioniste, ne comprend pas encore cette intégration et n'y voit que négation des ethnicités qui composent la personnalité nationale du Liban, dans une « laïcité » inspirée des « Lumières » françaises du XVIII^e siècle.

85

Pour un aperçu de ces blocages, voir entre autres pour l'Amérique latine l'intéressant article de Christian Gros, « Partis de gauche, idéologie nationale et mouvements indiens en Amérique latine. Quelques réflexions », *Pluriel Débat*, n^{os} 32-33, 1982-1983, pp. 129-136 et pour le Maroc la non moins intéressante contribution de Al Mukafa, « La gauche, Dieu et le mode de production capitaliste », *Peuples méditerranéens*, n^o 21, 1982, pp. 171-180. Voir aussi, sur le retard du marxisme dans le Tiers Monde par rapport au phénomène religieux et aux problèmes afférents, Cornel West, « Religion and the Left, an introduction » *Monthly Review*, vol. 36, n^o 3, 1984, pp. 9-19 et mon article « Marxisme et religion », *Anoual Al-Taqati*, 1984.

86

M. Godelier, « Formation économique et sociale », in *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1982.

87

Je renvoie à l'analyse d'Elbaz, *op. cit.*, 1983.

88

Godelier analyse cette étude de Lénine en termes de « glissement » et de « contresens » par rapport à une terminologie similaire, utilisée par Marx. Il s'étend ainsi sur cette première acception de la terminologie, sans voir l'apport au marxisme vivant de la pensée de Lénine, puis des chercheurs marxistes français des vingt dernières années.

Par ailleurs, Marta Harnecker, *Los conceptos elementales del materialismo historico*, Madrid-Mexico, Siglo XXI, 1983, p. 146, donne une définition de la formation sociale trop abstraite à mon avis, en ce sens qu'elle passe sous silence la fonction centrale de la lutte des classes dans la définition même de ce concept, ce qui est contraire à l'esprit de son excellent ouvrage.

89

N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968, pp. 11-12 et p. 75 ; É. Balibar, *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974, pp. 131-135.

90

Mais aussi des objectifs impérialistes visant à installer une population « amie de l'impérialisme et hostile aux habitants de la région » à proximité du canal de Suez (conclusion de la commission interministérielle britannique Bittermann de 1907, citée dans mon ouvrage de 1967, *Être juif marocain et lutter contre « Israël »*, Al Kifah et Watani, Casablanca, en arabe, d'après le dossier des *Temps modernes* de la même année consacré au conflit israélo-arabe).

91

Pour une analyse détaillée des fonctions de la formation israélienne, voir mon étude « Le “ peuple israélien ”, un conglomérat menacé de dislocation ».

92

Pour des raisons fondées sur l'approche matérialiste historique concrète, je récusé l'emploi du terme « sépharades » pour désigner les juifs arabes et orientaux, donc, par contrecoup, celui d'« ashkénazes » pour les juifs euro-américains. Par exemple, l'étude historique précise de la communauté juive d'Amsterdam, considérée comme « sépharade », montrerait qu'elle a connu dès les origines un processus d'« ashkénazification », pour reprendre le terme forgé par C. Gebhardt, « Le déchirement de la conscience », *Cahiers Spinoza*, n° 3, 1979, pp. 11-37. D'où la vanité des prétentions de G. Nahon, « Les Sépharades : pour une histoire globale », *Les Temps modernes*, n° 394 bis, 1979, pp. 39-92, à une « histoire sépharade globale ».

178 / 187

93

Il est à cet égard tout à fait significatif que David Lévy n'ait pas pu accéder à la présidence du parti Hérout, ce qui aurait fait de lui un Premier ministre potentiel. Pourtant, cela aurait été un atout électoral important pour le parti. Mais la fonction de Premier ministre israélien n'est pas seulement dépendante de l'électorat israélien, elle est d'abord soumise aux supports de castes, le poids de l'appareil international – euro-américain – du sionisme étant déterminant.

94

C'est cette importance croissante qui amène M. Elbaz à envisager la transformation de l'État d'Israël en formation sous-impériale du système américain. *Op. cit.*, p. 118.

95

S. Smootha, *Pluralism and Conflict*, Londres, Rontledge and Regan Paul, 1978, p. 46. Les sociologues anglo-saxons reprennent en fait une analyse des sociétés coloniales de l'Asie du Sud-Est dans les années 40 et la transposent à des formations sociales capitalistes dominantes ou dominées, ainsi qu'à une formation coloniale (l'Afrique du Sud). Ils élaborent ainsi des modèles permanents, formels et abstraits – Van den Berghe, *Race and Racism*, New York, John Wiley, 1978 –, que Smootha reprend pour les plaquer sur la formation coloniale israélienne. Cette démarche est tout à fait perverse. Comme, tout de même, la colonisation directe du peuple palestinien ne cadre pas bien avec le modèle, Smootha conclut à la nécessité d'un État palestinien « à côté d'Israël » (il ne dit pas où), tout en proposant une solution « pluraliste » aux Arabes israéliens. Quant aux juifs orientaux, ils n'auront qu'à se plier à l'acculturation imposée par les juifs euro-américains, car « pareil choix ne pourra leur être offert » (p. 255) ! Curieux pluralisme... Cet ouvrage n'en est pas moins riche de données empiriques.

96

Op. cit., p. 130

179 / 187

97

Cette belle expression est de No Sizwe, (*op. cit.*, p. 180) ; il l'emploie à propos de la nation sud-africaine à venir (« The nation of South-Africa is struggling to be born »).

98

Formulation utilisée par Van den Berghe en 1978 pour qualifier cette autre formation coloniale qu'est l'Afrique du Sud.

99

Nombreux sont les textes et les études attestant que la caste dominante sioniste, formée à partir du shtetl d'Europe orientale, considérait les juifs d'Europe orientale comme formant le « peuple juif », dans la conception parasioniste de « peuple élu » – conception qui n'est pas nécessairement présente dans la Bible et certainement pas dans le Zohar. Par extension, elle intégrera les juifs d'Europe occidentale et des États-Unis, mais jamais les juifs orientaux. En 1951, le chef de l'exécutif de l'Agence juive, Berl Locker, personnalité éminente du sionisme, parlait des juifs orientaux

comme constituant « un autre peuple, une autre race ». Voir à ce propos les textes de Smootha (*op. cit.*, p. 56) et Rejwan, « Israël, Ethno-political Cleavage », *Mediterranean*, vol. 29, n° 1, 1983.

100

Pour les industries de la Histadrout, voir l'intéressante étude de H. Barkai, « Theory and Praxis of the Histadrut Industrial Sector », *Jerusalem Quarterly*, n° 26, 1983, pp. 96-108 ; pour les industries des kibboutzim, ces anciens temples du « socialisme israélien » devenus de véritables entreprises capitalistes, voir notamment l'enquête de K. Brown sur les « opprimés d'Israël-Palestine », dans K. Brown et J. Mohr, « Journey through the Labyrinth », *Studies in Visual Communication*, vol. 8, n° 2, 1982, pp. 63-74.

101

Sans prétendre avoir une connaissance suffisante des problèmes propres à l'Afrique du Sud, je pense que cette définition échappera tout au moins aux critiques que No Sizwe (*op. cit.*, pp. 105-111) adresse aux tenants du « colonialisme intense » dans ce pays.

180 / 187

102

On me permettra d'invoquer une quatrième raison, non pour excuser les insuffisances de ce chapitre, mais pour mieux en situer les limites : c'est l'état de fatigue extrême auquel l'effort d'élaboration des trois premières parties de ce texte m'a conduit, dans un contexte où la récupération intellectuelle et nerveuse est extrêmement longue et difficile. C'est pourquoi je préfère livrer telles quelles les notes qui suivent.

103

Sur le concept de judaïsme arabe, voir mon étude de 1971, « Nation, nationalité, ethnie, communauté ? Réponse à Maxime Rodinson », *Tsedek*, juillet 1971.

104

Comme le fait Ilan Halévi en 1981. Un modèle quasi caricatural d'une telle conception de l'histoire est l'œuvre de H.Z. Hirschberg, *A History of the Jews in North Africa*, 2 vol., Leyde, E.J. Brill, 1974 et 1979.

105

Je renvoie ici à ce que j'ai écrit plus haut sur la question amazigh au Maroc : le couple arabité/berbèrité est constitué de deux pôles complémentaires, dans une acception de l'identité arabe qui dépasse, en les critiquant, les conceptions féodales, bourgeoises et petites-bourgeoises, dominantes à ce jour, pour élaborer une conception prolétarienne de la nation arabe. Sur cette base, on peut avancer qu'au Maroc, il y a des communautés arabo-berbères aussi bien arabophones que berbèrophones, qui sont à la fois fondement de l'identité nationale marocaine et composantes à part entière de l'identité arabe. C'est à mon sens cette conception qui manquait à Haïm Zafrani, dont l'œuvre pour la sauvegarde de la culture juive marocaine est admirable, et qui a été amené à émettre des réserves sur le terme de « juif arabe » dans une interview à la revue *L'Ami*, Paris, 1983.

106

Voir : « Le sionisme : une négation des valeurs du judaïsme arabe. »

107

Pour un exemple vécu d'une telle importation, celle des juifs irakiens, voir K. Shemesh, « Sur les rives des fleuves de Babylone », *Haaretz*, 23 août 1983, traduction française miméographique.

181 / 187

108

Au sens analysé par Paulo Freire, *Pédagogie de l'opprimé*, éd. espagnole, Madrid-Mexico, Siglo XXI, 1984, traduction française, Maspero/La Découverte, Paris.

109

Paulo Freire définit la « prescription » (*op. cit.*, p. 43) comme l'un des éléments de base dans la médiation oppresseurs/opprimés. La « prescription » est le fait d'imposer l'option d'une conscience à une autre. De là le sens aliénant des « prescriptions » qui transforment la conscience réceptive en ce que nous avons dénommé « une conscience qui héberge » la conscience oppressive. Pour cette raison, le comportement des opprimés est un comportement présent, qui se conforme, quant au fond, à des normes étrangères, les normes des oppresseurs.

110

Voir mon étude « Le sionisme : une négation des valeurs du judaïsme arabe » et, pour un exemple concret, Moshé Shokeid, « Atlas Moutains Religious Leaders in Israël » in *Juifs du Maroc*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1980.

111

Je pense notamment aux fondateurs des Panthères noires, tels Charlie Bitton et Kohavi Shemesh, qui ont eu raison d'avoir cherché à se lier aux masses ouvrières des « Arabes israéliens », par le biais de leur alliance électorale avec le Rakah, parti communiste israélien, mais ont eu tort, à mon sens, de s'être laissé imposer le schéma de la priorité de la lutte des classes au sein du peuple juif israélien. Malgré des réserves déjà exprimées, j'ai surestimé, en 1982, le potentiel de cette alliance et peut-être trop escompté sa capacité à dépasser ce schéma, ce qui ne fut guère le cas du programme électorale de 1984 (voir la traduction d'un résumé de ce programme dans la *Revue d'études palestiniennes* de l'automne 1984).

112

L'expression est d'Amilcar Cabral.

182 / 187

113

Les projets du Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne (CIPIP), repris par le *Monde diplomatique* de juillet 1984, correspondent à un rééquilibrage des poids respectifs des trois fonctions stratégiques de cette formation coloniale : renforcement de la fonction économique, consolidation de la fonction militaire, vision plus moderniste de la fonction de colonisation de peuplement, par l'industrie de pointe et les services plus que par l'agriculture. Mais même de tels projets n'ont aucune chance d'aboutir, car ils s'opposent à l'essence du sionisme, dont nous avons montré que l'idéocratie ne peut être dissociée de la structure même de la formation coloniale israélienne (pour une critique de cette conception du point de vue antisioniste, voir mon étude de 1981).

114

Ce texte est une version condensée de deux articles : le premier est paru en arabe dans *Al Massar*, n° 6, 17 juillet 1985, le second est une réponse à

Abderrahmane Nahda parue les 8 et 22 janvier 1986, dans *Al Massar* n^{os} 19 et 20.

115

Sur cette intégration institutionnelle, voir Uri Davis et David Lehn, *Sociology of Developing Society. The Middle East*, Talal Asad et Roger Owen ed., Mac Millan, Londres, 1983, pp. 145-158. Pour la concrétisation de cette intégration par la politique d'implantation dans les territoires occupés en 1967, voir l'étude de Peter Dimant, *Hérodote*, n^{os} 29-30, Paris, 1983, pp. 153-186.

116

Sur les mouvements de paix en Israël, notamment les ambiguïtés du programme de La Paix maintenant, voir l'étude d'Ellen Siegel, *Études palestiniennes*, n^o 13, pp. 221-227. Voir aussi le programme d'apartheid du Comité israélien pour la paix israélo-palestinienne (CIPIP), exposé par le général Matti Peled dans *Le Monde diplomatique* de juillet 1984. Ces réalités n'enlèvent bien évidemment rien au courage ni à l'esprit de sacrifice des militants de ces mouvements.

183 / 187

117

D'après un sondage du quotidien *Maariv*, repris dans la *Revue d'études palestiniennes*, n^o 11.

118

Sur ces impératifs stratégiques, voir les contributions de M. Foucher et M. Korinman, *Hérodote*, n^{os} 29-30, Paris, 1983.

119

L'expression est de la journaliste américaine Hélène Cobban, citée par Alain Gresh dans *le Monde diplomatique* de janvier 1985.

120

J'écris ce texte le 14 mars 1985.

121

Voir « Le “ peuple israélien ”, un conglomérat menacé de dislocation » et « Ethnicité et lutte des classes dans la formation coloniale israélienne ».

122

Il est évident, à l'époque actuelle tout du moins, que cet appui ne peut plus prendre la forme d'opérations de commandos, comme c'était le cas dans les années 1965-1970.

123

Voir le détail des huit points du programme de Fès en annexe.

124

Alain Gresh, dans son important ouvrage sur l'OLP, *OLP : histoire et stratégies*, Sprag-Papyrus, Paris, 1983, fait remarquer à juste titre que ces blocages l'ont paralysée depuis dix ans, jusqu'à la transformer en organisation de « réaction » (au sens mécanique du terme, et non politique, bien évidemment).

125

Memorandum adressé par le colonel Abou Moussa au Conseil révolutionnaire de Fath le 27 janvier 1983, publié par *Al Mougif al Arabi* du 27 février 1983 (traduction française parue dans la *Revue d'études palestiniennes*, n° 9, pp. 263-268).

184 / 187

126

Op. cit., p. 143.

127

Publiée par *Al Nahar* du 17 décembre 1983.

128

Op. cit., pp. 151-152.

129

Abderrahmane Nahda, « Est-ce que le plan de Fès concorde avec la stratégie de la libération de la Palestine ? », *Al Massar*, n° 14, 6 novembre 1985, p. 13.

130

Reprises, hélas, bien que sous une forme atténuée, par le frère Abou Moussa dans une interview donnée au *Guardian* le 4 juillet 1983.

Traduction française parue dans la *Revue d'études palestiniennes*, n° 9, pp. 263-268.

131

Que ce meurtre ait été commis par un groupe pro-irakien, rallié à la droite de l'OLP, montre seulement combien convergent dans les faits la tendance capitularde et l'extrémisme panarabe, tout comme convergent dans les faits opportunisme de droite et opportunisme de gauche.

132

D'après la revue spécialisée américaine *Aerospace daily*, citée par la *Revue d'études palestiniennes*, n° 17, p. 170.

133

On pourrait me faire remarquer que Lénine ne faisait pas, dans les *termes*, la distinction entre « tactique » et « stratégie transitoire ». Il faut cependant accepter l'idée inconfortable que le marxisme n'est pas sorti tout armé du cerveau du « Dieu Marx » ou de son successeur Lénine, mais qu'il est une théorie *vivante*.

185 / 187

134

Le temps où les kibboutzim apparaissaient comme des modèles du soi-disant « socialisme israélien » est bien révolu. Ils sont devenus des entreprises capitalistes, exploitant sur une base raciste une main-d'œuvre juive orientale et palestinienne.

135

Yaacob Nahon, « Les évolutions des écarts communautaires en Israël de 1961 à 1981 », *Jerusalem Institute for Israel Studies*, n° 8, 1984, traduction parue dans *Perspectives judéo-arabes*, n° 2, Paris, avril-juin 1984, pp. 62-82. Cette étude montre aussi une réduction de l'« écart culturel » (au sens scolaire et universitaire du terme), bien que celui-ci demeure très important. Cette réduction, comme l'analyse le prouve, ne se fait pas forcément dans le sens souhaité par les sionistes.

136

Pour comprendre comment des opprimés peuvent voter pour leurs oppresseurs, dans un système de « démocratie » bourgeoise, et comment on

peut lutter contre ce phénomène, voir « Ethnicité et lutte des classes dans la formation coloniale israélienne » et l'ouvrage fondamental de Paulo Freire, *Pédagogie de l'opprimé*, éd. espagnole, Madrid-Mexico, Siglo XXI, 1984, trad. française, Maspero/La Découverte, Paris.

137

Traduction française parue dans *Perspectives judéo-arabes*, n° 1, pp. 132-134.

138

Voir pour une explication théorique du concept léniniste de « prise de conscience possible » Lucien Goldmann, « Épistémologie de la sociologie », dans *Logique et connaissance scientifique*, Encyclopédie de la Pléiade, Paris.

© Arcantère Éditions 1992

ISBN : 2-86829-059-0

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.